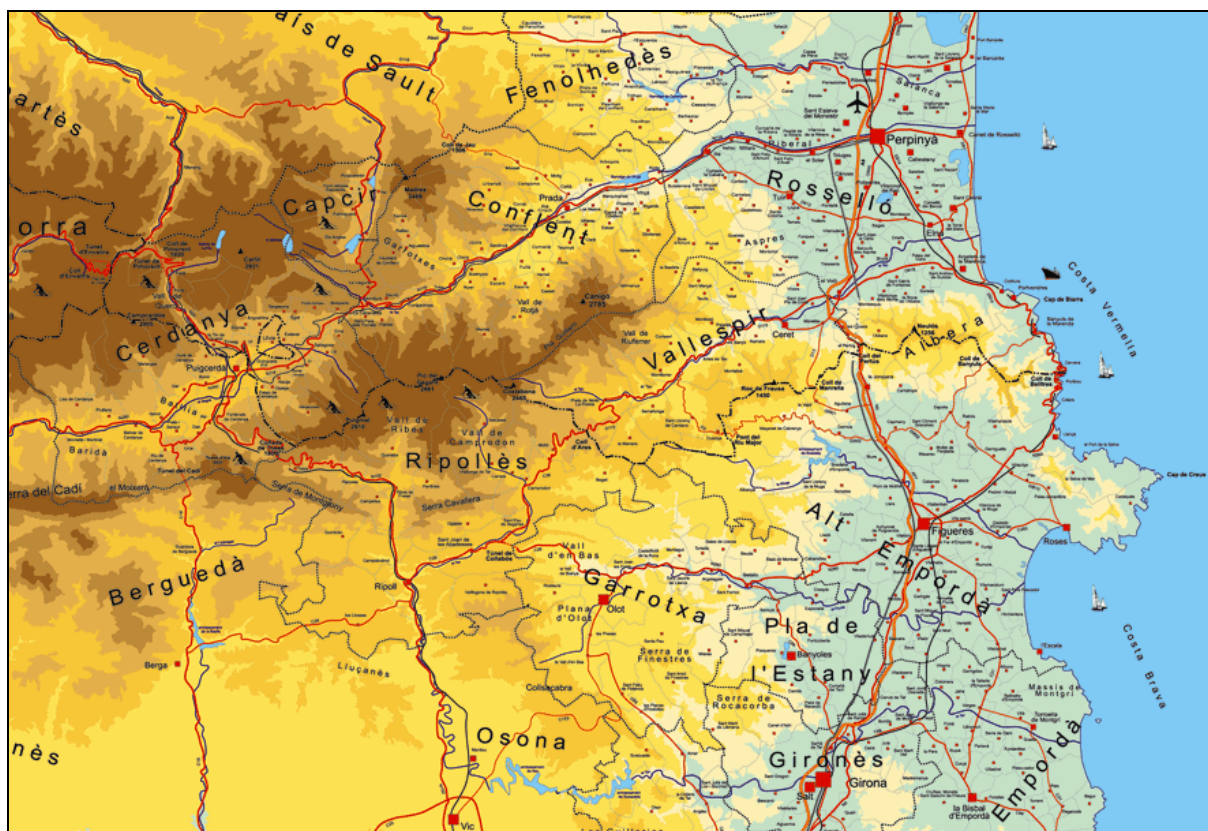


RECERC - Ouvrages de référence - 2010 - Collection Études transfrontalières n°1

Aurélie Marti

La place des Conseils Généraux dans la gestion et la mise en œuvre des politiques européennes, l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales



ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681)
Université de Perpignan Via Domitia

**La place des Conseils Généraux
dans la gestion et la mise en œuvre
des politiques européennes,
l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales**

Marti, Aurélie

La place des Conseils Généraux dans la gestion et la mise en œuvre des politiques européennes, l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Revue RECERC, Ouvrages de référence, Collection Études transfrontalières n°1

Texte en français. 140 pages

ISSN 1961-9340

I. Institut catalan de recherche en sciences sociales, Université de Perpignan Via Domitia

1. Transfrontalier - Union Européenne - Collectivités territoriales - Frontières - Pyrénées - Méditerranée - Coopération territoriale

Résumé : Les dispositifs financiers européens auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible pour la période 2007-2013 sont d'abord examinés, ainsi que les diverses structures qui s'y sont positionnées sur les questions européennes. La seconde partie analyse les stratégies d'une vingtaine de Conseils Généraux en France autour des financements européens, dont celle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, qui joue un rôle central dans son département pour les actions européennes et de coopération transfrontalière. L'ouvrage présente ensuite les grandes évolutions du contexte communautaire et propose des adaptations afin de répondre aux nouveaux enjeux.

RECERC

Revue électronique de l'Institut catalan de recherche en sciences sociales

Ouvrages de référence, Collection Études transfrontalières n°1

Première édition : avril 2011

Université de Perpignan Via Domitia

ISSN n° 1961-9340

Note : la base de cet ouvrage est le mémoire présenté par M^{lle} Aurélie Marti en octobre 2010, préparé sous la direction de M^{me} Martine Camiade dans le cadre de la mention de Master Études Européennes et Internationales, spécialité Relations Transfrontalières, à l'ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681), Université de Perpignan Via Domitia, et sous le tutorat de M. Florent Martiche, Pôle Europe-Transfrontalier-Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

RECERC - Ouvrages de référence - 2010 - Collection Études transfrontalières n°1

Aurélie Marti

La place des Conseils Généraux dans la gestion et la mise en œuvre des politiques européennes, l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Page Chapitre

6	Introduction
8	Première partie : Le département des Pyrénées-Orientales et les politiques européennes
10	1.1. Dispositifs financiers européens auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible pour la période de programmation 2007-2013
38	1.2. Dans les Pyrénées-Orientales, quelles structures sont-elles positionnées sur les questions européennes?
49	Deuxième partie : Les Conseils Généraux et leur stratégie de mise en œuvre et de gestion des dispositifs européens: l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales
50	2.1. La stratégie actuelle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales
69	2.2. Comment d'autres Conseils Généraux ont-ils mis en œuvre leur stratégie autour des financements européens?
84	Troisième partie : Les grandes évolutions du contexte communautaire actuel: comment adapter la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-Orientales afin de répondre aux nouveaux enjeux?
85	3.1. Quelles évolutions et réformes se dessinent en Europe pour l'après-2013?
96	3.2. Propositions en vue d'une adaptation de la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-Orientales
99	Conclusions
102	Bibliographie
106	Annexes
139	Table des matières

Remerciements

Je tiens à remercier toute l'équipe de la Direction Europe Développement Local du Conseil Général des Pyrénées-Orientales pour leur accueil chaleureux et pour leur soutien lors de la rédaction de mon mémoire. Ils s'adressent tout particulièrement à M. Lionel Martinez et à M. Florent Martiche. Je tiens également à remercier toutes les personnes ayant contribué à la bonne réalisation de cette année de Master, et tout particulièrement Mme Martine Camiade, directrice de l'ICRESS, et Mme Claire Sarda Vergès, directrice du Centre d'information Europe Direct Pyrénées Languedoc-Roussillon.

Introduction

L'Union Européenne est bien souvent perçue au niveau local comme un ensemble vaste et trop éloigné du citoyen. Cependant, elle est présente au quotidien sur l'ensemble de son territoire. En effet, elle met en œuvre des Politiques communes, destinées aux vingt-sept États membres, qui par le biais d'aides financières contribuent à la réalisation de nombreux projets d'initiative locale. L'Union Européenne et ses financements représentent donc un véritable enjeu pour le développement de ses territoires. La mise en œuvre des dispositifs communautaires ne se limite pas aux seules actions de l'Union Européenne. En effet, elle implique la mobilisation des différentes échelles territoriales, à savoir pour la France le niveau national, régional et départemental. Les collectivités et les services de l'État sont alors acteurs dans la mise en œuvre des politiques européennes sur leur territoire. Bien que l'échelle considérée comme la plus pertinente au niveau européen soit l'échelle régionale, les Conseils Généraux ont un important rôle à jouer sur ces questions au niveau local. En effet, plus proches du citoyen, ils sont également positionnés dans l'accompagnement des acteurs de leur territoire.

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales a développé une véritable stratégie autour des Politiques européennes, il en est aujourd'hui un acteur incontournable dans le département. Il y a différentes manières d'aborder les affaires européennes au sein d'une collectivité. Étant donné la spécificité géographique du département des Pyrénées-Orientales, le Conseil Général a principalement fondé sa stratégie sur la coopération transfrontalière. En effet, en matière de Politiques communautaires, une importance particulière est portée au développement d'échanges de coopération.

Le contexte communautaire est en constante évolution, notamment au cours de la période actuelle. L'approche des politiques européennes au sein des collectivités nécessite alors une adaptation permanente des moyens à mettre en œuvre. De nouveaux positionnements sont à imaginer pour piloter la stratégie Europe du département ainsi que pour accompagner, sensibiliser et mobiliser les territoires et les acteurs en matière européenne.

Étudiante en Master II Professionnel de Relations Transfrontalières à l'Université de Perpignan Via Domitia, j'ai choisi de réaliser mon stage de fin d'études au sein du Conseil

Général des Pyrénées-Orientales. Mon choix s'est tout particulièrement tourné vers cette institution car elle représente aujourd'hui un acteur incontournable en matière de Politiques européennes mais également sur le thème de la coopération transfrontalière. J'ai donc été accueillie en stage, pour une période de quatre mois, dans la Direction Europe – Développement Local du Conseil Général des Pyrénées-Orientales et plus particulièrement au sein du Pôle Europe - Transfrontalier - Eurodistrict.

Un projet de création du Pôle a récemment été mené au sein de la Direction. Il m'a par conséquent été proposé d'effectuer dans un premier temps un travail d'analyse de la stratégie actuelle mise en œuvre en matière de Politiques européennes au sein du Pôle, en la projetant dans le contexte communautaire actuel. D'autre part, j'ai été amenée à réaliser un travail d'étude comparative auprès d'autres Conseils Généraux, afin d'appréhender leur approche quant aux questions européennes. L'objectif de ce mémoire, qui s'inscrit à la fois dans l'aboutissement de mes études et dans le cadre de la commande proposée par l'institution, sera de poser les questionnements nécessaires à une adaptation du positionnement du Conseil Général des Pyrénées-Orientales à de nouveaux enjeux qui se dessinent au niveau communautaire.

Au regard du contexte communautaire actuel, quels moyens sont à mettre en œuvre en matière de gestion des Politiques européennes au sein d'une collectivité départementale, afin d'adapter au mieux sa stratégie aux nouveaux enjeux et de contribuer ainsi à un meilleur développement de son territoire ? Nous nous centrerons sur le cas du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

Notre travail se décline en trois parties. Dans un premier temps nous aborderons le thème des Politiques européennes dans le département des Pyrénées-Orientales. Nous évoquerons pour cela les principaux dispositifs financiers auxquels le département est éligible, ainsi que les principales structures du territoire impliquées dans les questions européennes. Dans un second temps nous étudierons le rôle des Conseils Généraux dans la mise en œuvre et la gestion des dispositifs européens au niveau local. Nous centrerons notre étude sur la stratégie actuelle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, puis nous apporterons des éléments de comparaison en abordant le fonctionnement d'autres Conseils Généraux en France. Enfin, dans une troisième partie, nous évoquerons les évolutions actuelles du contexte communautaire, puis nous émettrons des propositions concrètes d'actions quant à l'adaptation de la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-orientales à de nouveaux enjeux.

Première partie

Le département des Pyrénées-Orientales et les politiques européennes

Le département des Pyrénées-Orientales, situé à l'extrême sud de la France, sur la frontière franco-espagnole et plus précisément au nord de la Catalogne, est marqué par de fortes disparités économiques entre les différentes parties de son territoire. En effet, mise à part la ville de Perpignan et son agglomération, qui représentent la partie urbaine du département et où vivent plus de deux cent mille personnes, le reste du territoire est relativement rural. De cette ruralité en témoigne l'activité agricole et viticole encore très présente. L'économie du département connaît des difficultés depuis plusieurs années, auxquelles s'ajoutent désormais le contexte actuel difficile de sortie de crise, ainsi que les réformes nationales ayant un impact sur les collectivités locales.

Malgré les difficultés économiques que connaît le département des Pyrénées-Orientales, sa situation géographique présente de nombreux atouts : il est à la fois frontalier, méditerranéen, et c'est un territoire de montagne. Au regard des politiques de l'Union Européenne, ces caractéristiques représentent un potentiel considérable pour le département. Outre les financements mis à la disposition de tous les territoires de l'Union Européenne, dans le cadre des politiques communes, le département des Pyrénées-Orientales bénéficie, de par sa position stratégique frontalière, de financements européens dans le cadre de ses actions de coopération transfrontalière. D'autres dispositifs communautaires peuvent également contribuer à l'ouverture du département sur la Méditerranée, et le fait qu'il soit situé sur le massif des Pyrénées lui offre encore d'autres possibilités¹. En témoignent les nombreux projets structurants présents sur le territoire, qui ont pu être réalisés grâce aux aides européennes.

¹ Voir infra la Convention de Massif des Pyrénées

1.1. Les dispositifs financiers européens auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible pour la période de programmation 2007-2013

Nous allons à présent aborder les principales politiques communes de l'Union Européenne liées au thème du développement territorial dont peut bénéficier le département des Pyrénées-Orientales, ainsi que d'autres dispositifs financiers du même thème auxquels il est éligible grâce à sa situation géographique stratégique. Nous précisons que notre but n'était pas d'établir une liste de ces dispositifs qui soit la plus exhaustive possible, mais simplement d'en identifier les principaux, contribuant au développement du territoire.

La Politique de Cohésion

La Politique de Cohésion de l'Union Européenne, également appelée Politique Régionale, a vu le jour en 1989² avec l'objectif, toujours poursuivi à l'heure actuelle, de réduire les écarts de développement entre les différentes régions du territoire et de renforcer ainsi la cohésion économique et sociale de l'Union. C'est une des grandes politiques communes de l'Union Européenne. Elle repose sur l'idée qu'une redistribution des ressources est nécessaire entre les régions les plus favorisées et les régions les moins favorisées. Elle consiste pour cela au financement de projets d'initiative locale, portés par les acteurs des différentes régions, au sens territorial, de l'Union Européenne. Cette politique commune a connu un franc succès et n'a cessé de se développer depuis sa création. Elle a dû être renforcée en 2004 avec l'arrivée au sein de l'Union Européenne des dix nouveaux Pays, puis en 2007 avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie.

Pour la période 2007-2013, la politique de cohésion économique et sociale doit également permettre aux régions d'être des acteurs de la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi. Elle vise à renforcer la compétitivité et l'attractivité des régions, ainsi que l'emploi, grâce à une double approche. Celle-ci consiste tout d'abord à mettre en place des programmes de développement afin d'aider les régions à anticiper et à favoriser les changements économiques en stimulant l'innovation, la société de la connaissance, l'esprit d'entreprise, la protection de l'environnement et en améliorant l'accessibilité, puis à augmenter le nombre et la qualité des emplois en adaptant la main-d'œuvre et en investissant dans les ressources humaines.

La Politique Régionale est programmée sur des périodes de sept ans, la programmation actuelle allant de 2007 à 2013. Le financement de cette Politique de

² Nouvelle forme de la Politique de Cohésion suite à la première réforme des fonds structurels.

Cohésion représente, pour la période actuelle, 36 % du budget total de l'Union Européenne, soit près de **350 milliards d'euros** sur sept ans. Ce budget est principalement financé par les États membres, qui apportent tous les ans une partie de leur revenu national brut (RNB) à l'Union européenne.

Les outils financiers de la Politique de Cohésion sont les deux fonds structurels de l'Union Européenne : le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et le Fonds Social Européen (FSE), ainsi que le Fonds de Cohésion. Les dispositions générales relatives à ces trois fonds sont décrites, pour la période 2007-2013, dans le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil³ adopté en juillet 2006. En outre, chacun de ces fonds possède un règlement spécifique reprenant les points qui diffèrent des dispositions générales : le Règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement Européen et du Conseil⁴ relatif au FEDER, le Règlement (CE) n° 1081/2006 du Parlement Européen et du Conseil⁵ relatif au FSE et le Règlement (CE) n° 1084/2006 du Conseil⁶ relatif au Fonds de Cohésion.

Avant chaque période de programmation de sept ans, une stratégie de la Politique de Cohésion est définie. Son élaboration se décline alors en trois niveaux : communautaire, national et régional.

Niveau communautaire :

La Commission propose des **Orientations Stratégiques Communautaires** en matière de cohésion, en collaboration avec les États membres. Ces orientations stratégiques sont adoptées par le Conseil après avis conforme du Parlement européen et elles représentent les grandes priorités de l'Union Européenne pour la période de programmation concernée. Toujours au niveau communautaire sont élaborés les règlements relatifs à chaque fonds européen.

Niveau national :

Suite à l'élaboration de ces grandes orientations, chaque État membre doit émettre une stratégie nationale en cohérence avec les priorités de l'Union. Pour cela, ils préparent un

³ Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil : cf. : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:210:0025:0078:FR:PDF>

⁴ Règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement Européen et du Conseil : cf. : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:210:0001:0001:FR:PDF>

⁵ Règlement (CE) n° 1081/2006 du Parlement Européen et du Conseil : cf. : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:210:0012:0018:fr:PDF>

⁶ Règlement (CE) n° 1084/2006 du Conseil : cf. : [http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/cohesion/ce_1084\(2006\)_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/cohesion/ce_1084(2006)_fr.pdf)

Cadre de Référence Stratégique National (CRSN), un document qui définit les priorités politiques et propose des éléments clés de mise en œuvre de la Politique sur leur territoire. Cet outil doit obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- une analyse de la situation socio-économique, des forces et des faiblesses de l'ensemble du territoire national, en tenant compte des tendances de l'économie européenne et mondiale ;
- une définition de la stratégie nationale choisie ainsi que la liste des Programmes Opérationnels et les dotations annuelles qui leur sont allouées ;
- des éléments sur la contribution du CRSN aux Orientations Stratégiques Communautaires.

Niveau régional :

Des **Programmes Opérationnels** (ou DOMO : documents de mise en œuvre) sont élaborés au niveau national ou en collaboration entre États et régions, en fonction de leur caractère national ou régional. Ils présentent les axes et mesures prioritaires à mettre en œuvre sur le territoire concerné par le programme, afin de répondre au mieux aux enjeux communautaires et nationaux. La Commission européenne valide alors chaque CRSN et Programme Opérationnel. Elle s'assure qu'ils contribuent aux objectifs et aux priorités des grandes Orientations Stratégiques Communautaires.

La liste des priorités de l'Union Européenne présentée dans les Orientations Stratégiques Communautaires reste relativement ouverte afin de permettre une meilleure adaptation de ces priorités en fonction des différents contextes nationaux et régionaux. Toutefois, les CRSN et les Programmes Opérationnels sont tenus de suivre les priorités découlant des deux stratégies de Lisbonne et Göteborg.

La Stratégie de Lisbonne, adoptée lors du Conseil européen de Lisbonne en mars 2000, avait pour but de « faire de l'Union Européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010 »⁷. Cette stratégie globale pour la croissance et l'emploi doit servir de priorité pour les Etats membres et leurs régions dans la mise en œuvre de la Politique de Cohésion. Cette stratégie se décline en trois piliers, un pilier économique, un pilier social et un pilier environnemental qui est venu s'ajouter lors du

⁷ La Stratégie de Lisbonne a fixé des objectifs quantitatifs à atteindre d'ici 2010 :

- un taux d'emploi (proportion de la population européenne en âge de travailler qui occupe un emploi) de 70 % ;
- des investissements dans le domaine de la recherche et du développement représentant 3 % du budget communautaire ;
- une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 8 % comparé à 1990.

Conseil de Göteborg en juin 2001. On parle alors également de la Stratégie de Göteborg, qui souhaite allier croissance et développement durable. Son objectif est d'améliorer, de façon durable, le bien-être et les conditions de vie des générations présentes et à venir dans l'Union Européenne.

La Stratégie de Lisbonne a été révisée en 2005, ayant comme nouveaux objectifs davantage de croissance, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une meilleure gouvernance. Ces changements ont été intégrés dans les Orientations Stratégiques Communautaires.

Malheureusement, le contexte actuel n'a pas permis d'arriver aux fins de cette stratégie trop ambitieuse. En effet, l'Union européenne n'a pas atteint les grands objectifs précédemment fixés. À l'heure actuelle, une nouvelle stratégie voit le jour, la Stratégie Europe 2020, qui permettra d'aider les États membres de l'Union Européenne à sortir renforcés de cette période de crise économique⁸. Malgré l'échec des priorités des stratégies de Lisbonne et Göteborg, elles font partie intégrante de la Politique de Cohésion et ce pour toute la période de programmation. Financièrement, cela implique que les États membres doivent consacrer une majorité des crédits européens qui leur sont alloués dans des dépenses s'inscrivant dans les priorités de Lisbonne. On parle alors « **d'earmarking** » ou d'un « fléchage Lisbonne » des dépenses.

Dans son fonctionnement, la Politique régionale consiste, d'une part, en un transfert de ressources des régions prospères vers les régions les plus pauvres, afin qu'elles puissent atteindre le niveau du reste de l'Union Européenne et, d'autre part, au financement d'actions ciblées dans les régions (compétitivité, emploi et développement durable) ou dans le cadre de programmes de coopération territoriale. Elle se base sur les principes de la solidarité financière et de la cohésion et sur la gestion partagée entre l'Union Européenne, les États membres et leurs régions. Les trois fonds, la FEDER, le FSE et le Fonds de Cohésion, permettent de cofinancer des projets portés par les acteurs des territoires des différentes régions de l'Union. Ils interviennent en complément des financements nationaux, y compris des actions au niveau régional et local. Ils ne se substituent pas aux dépenses publiques.

Pour la période de programmation 2007-2013 de la Politique de Cohésion, trois grands objectifs ont été définis :

- l'Objectif Convergence
- l'Objectif Compétitivité régionale et emploi
- l'Objectif Coopération Territoriale Européenne

⁸ Nous détaillerons les priorités de cette nouvelle stratégie dans la troisième partie à propos de l'évolution du contexte communautaire actuel.

En ce qui concerne la répartition financière au sein de la Politique de Cohésion, l'Objectif Convergence mobilise une grande majorité des ressources, soit 81,5 % ; l'Objectif Compétitivité régionale et emploi représente 16 % du budget et l'Objectif Coopération Territoriale Européenne 2,5 %.

Le département des Pyrénées-Orientales ne répondant pas aux critères d'éligibilité de l'Objectif Convergence⁹ financé par le FEDER, le FSE et le Fonds de Cohésion, nous détaillerons uniquement les deux derniers Objectifs de la Politique de Cohésion, financés par le FEDER et le FSE.

Objectif « Compétitivité régionale et emploi »

L'objectif « Compétitivité régionale et emploi » de la Politique de Cohésion de l'Union Européenne a pour objectif de contribuer **au renforcement de la compétitivité et l'attractivité des régions**, en anticipant et gérant les changements économiques et sociaux. Il est financé par le FEDER et le FSE.

Toutes les régions de l'Union qui ne sont pas éligibles à l'Objectif Convergence sont potentiellement concernées par l'Objectif Compétitivité régionale et emploi. Pour la France, il s'agit donc de toutes les régions métropolitaines et la Corse.

Les deux fonds contribuent au financement de cet objectif de manières différentes : le FEDER finance des projets pour la promotion de l'innovation et de l'attractivité territoriale et le FSE pour soutenir les emplois, la formation et l'insertion professionnelle.

De manière générale, le FEDER possède des axes de financement prioritaires qui sont **la recherche, l'innovation, les questions environnementales et la prévention des risques**¹⁰.

Le rôle majeur du FSE est de promouvoir la création et l'amélioration de l'emploi dans les régions de l'Union Européenne. Il soutient la mise en œuvre de la Stratégie Européenne pour l'Emploi. Les priorités d'intervention du FSE sont : l'augmentation de la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises, l'amélioration de l'accès à l'emploi, le renforcement de l'intégration sociale des personnes défavorisées, l'augmentation et l'amélioration de l'investissement dans le capital humain et le renforcement de la capacité institutionnelle et de l'efficacité des administrations et des services publics. De manière

⁹ L'Objectif Convergence se décline en deux niveaux : l'échelle nationale et régionale. Il finance uniquement les régions dont le Produit Intérieur Brut (PIB) est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire ainsi que les États membres dont le revenu national brut (RNB) est inférieur à 90 % de la moyenne communautaire.

¹⁰ Ce fonds a été créé en 1975 lors du Conseil européen de Dublin, par le règlement n° 724/75, dans le but de permettre un développement des politiques communes européennes.

générale, il soutient les politiques nationales, régionales et locales en matière **d'emploi, de formation et d'insertion professionnelle**. Pour la période 2007-2013, la Commission attribue à l'Objectif Compétitivité régionale et emploi un montant d'environ **54,9 milliards d'euros**.

Dans le cadre de ce deuxième objectif, la Stratégie de Lisbonne est d'autant plus importante que la Commission et les États membres veillent à ce que 75 % des crédits soient accordés à des projets relevant de ses priorités.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'Objectif Compétitivité régionale et emploi en France, le gouvernement a retenu vingt-huit Programmes Opérationnels, répartis de la manière suivante.

Le FSE dispose d'un Programme Opérationnel national pour la période 2007-2013, dont la réalisation est déconcentrée dans la majorité des régions. L'Autorité de gestion nationale désignée est le Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, et les Préfectures de Régions sont chargées de la mise en œuvre du Programme Opérationnel en tant qu'autorités de gestion déléguées. La région Languedoc-Roussillon a été dotée par la Commission européenne de 160,4 millions d'euros de FSE pour la période 2007-2013. Le programme national FSE se décline en six axes :

- Adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques
- Accès à l'emploi des demandeurs d'emploi
- Cohésion, inclusion sociale, lutte contre les discriminations
- Capital humain
- Mise en réseau
- Innovation.

Le FEDER, quant à lui, est géré au travers de vingt-deux Programmes Opérationnels régionaux, de quatre Programmes Opérationnels plurirégionaux¹¹ et d'un Programme National d'assistance technique (PNAT). Pour la période 2007-2013, la région Languedoc-Roussillon est dotée par la Commission européenne de **270,4 millions d'euros**. Notre programme régional FEDER se décline en quatre axes :

- Innovation et transfert de technologies
- Environnement et prévention des risques

¹¹ Deux programmes plurirégionaux pour les massifs de montagne : les Programmes Opérationnels « Massif Central » et « Alpes » ainsi que deux programmes plurirégionaux pour les bassins hydrographiques : les Programmes Opérationnels « Loire » et « Rhône ».

- Accessibilité
- Assistance technique.

Les autorités de gestion des Programmes Opérationnels régionaux désignées sont les Préfectures de régions. Pour les quatre programmes plurirégionaux, l'autorité de gestion désignée est le préfet de région coordonnateur de bassin ou de massif, et pour le PNAT l'Autorité de gestion désignée est la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires (DATAR).

Pour les programmes FEDER et FSE, les autorités de gestion concernées confient la gestion d'une partie de la dotation via des subventions globales à des institutions régionales et même départementales habilitées. Dans notre cas, la gestion du FSE et du FEDER est à la fois confiée à la Région Languedoc-Roussillon et au Conseil Général des Pyrénées-Orientales. (cf. : partie suivante sur le rôle des structures des Pyrénées-Orientales impliquées dans les questions européennes).

Le territoire des Pyrénées-Orientales peut donc bénéficier, dans le cadre de l'Objectif Compétitivité régionale et emploi, du Programme Compétitivité régionale Languedoc-Roussillon et du Programme National Emploi.

Objectif « Coopération Territoriale Européenne »

L'Objectif « Coopération Territoriale Européenne » vise à renforcer la coopération au niveau transfrontalier, transnational et interrégional, en effaçant les frontières qui freinent le développement économique du territoire européen. Les financements alloués au titre de cet objectif sont complémentaires à ceux des Objectifs Convergence et Compétitivité régionale et emploi. Les régions bénéficiaires aussi bien de l'Objectif Convergence que de l'Objectif Compétitivité régionale et emploi sont éligibles à la Coopération Territoriale Européenne. Cet Objectif est doté par la Commission d'environ **8,7 milliards d'euros** pour la période 2007-2013. Il faut également noter que la France, avec près de 872 millions d'euros de financement FEDER, est le premier pays bénéficiaire de l'Union Européenne en matière de coopération territoriale.

Contrairement aux deux premiers Objectifs de la Politique de Cohésion, l'Objectif Coopération Territoriale Européenne est financé par un seul fonds structurel : le FEDER. Il a pour but de promouvoir des solutions communes pour les régions des différents États de l'Union qui rencontrent les mêmes problématiques. Il intervient dans de nombreux domaines, différents selon l'échelle territoriale concernée, mais les thèmes prioritaires de la coopération

sont la recherche, le développement, la société de l'information, l'environnement, la prévention des risques et la gestion intégrée de l'eau.

Ce troisième Objectif correspond à l'ancienne initiative communautaire Interreg, qui pour sa quatrième génération de programmation a été intégrée en tant qu'Objectif à part entière dans la Politique de Cohésion. Dans l'usage, il est toutefois fréquent de le retrouver sous le nom d'Interreg IV.

La coopération se décline en trois volets en fonction des différentes échelles territoriales :

- Le volet A correspond à la **coopération transfrontalière** et représente près de 73,9% du budget de l'Objectif Coopération Territoriale Européenne avec une enveloppe FEDER d'environ **6,44 milliards d'euros** ;
- Le volet B correspond à la **coopération transnationale** et représente près de 20,9% du budget avec une enveloppe FEDER d'environ **1,83 milliards d'euros** ;
- Le volet C correspond à la **coopération interrégionale** et représente près de 5,2% du budget avec une enveloppe FEDER d'environ **445 millions d'euros**.

On parle alors plus communément, selon l'échelle territoriale, d'Interreg IV-A, IV-B et IV-C.

Nous détaillerons ci-après les règles d'éligibilité relatives aux trois niveaux de coopération et nous verrons plus précisément quels dispositifs et programmes s'appliquent au département des Pyrénées-Orientales dans le cadre de la Coopération Territoriale Européenne.

Volet A : la coopération transfrontalière

Les régions de l'Union éligibles à la coopération transfrontalière sont les régions de niveau NUTS III (nomenclature européenne) correspondant en France à l'échelle des départements, situées le long des frontières terrestres et maritimes intérieures et de certaines frontières terrestres extérieures¹². La coopération transfrontalière est caractérisée par des échanges de proximité. L'échelle transfrontalière reste la seule à ne pas être contrainte de façon systématique aux grandes priorités des Stratégies de Lisbonne et Göteborg et permet donc aux acteurs locaux de développer des thématiques plus appropriées à leur échelle territoriale, telles que des actions culturelles ou touristiques. On parle alors davantage d'entrées territoriales plutôt que thématiques, c'est-à-dire que la coopération vise à contribuer au développement d'un territoire cohérent et possédant des

¹² Cf. : Annexe n°1 présentant les zones éligibles à la Coopération Transfrontalière sur tout le territoire de l'Union Européenne.

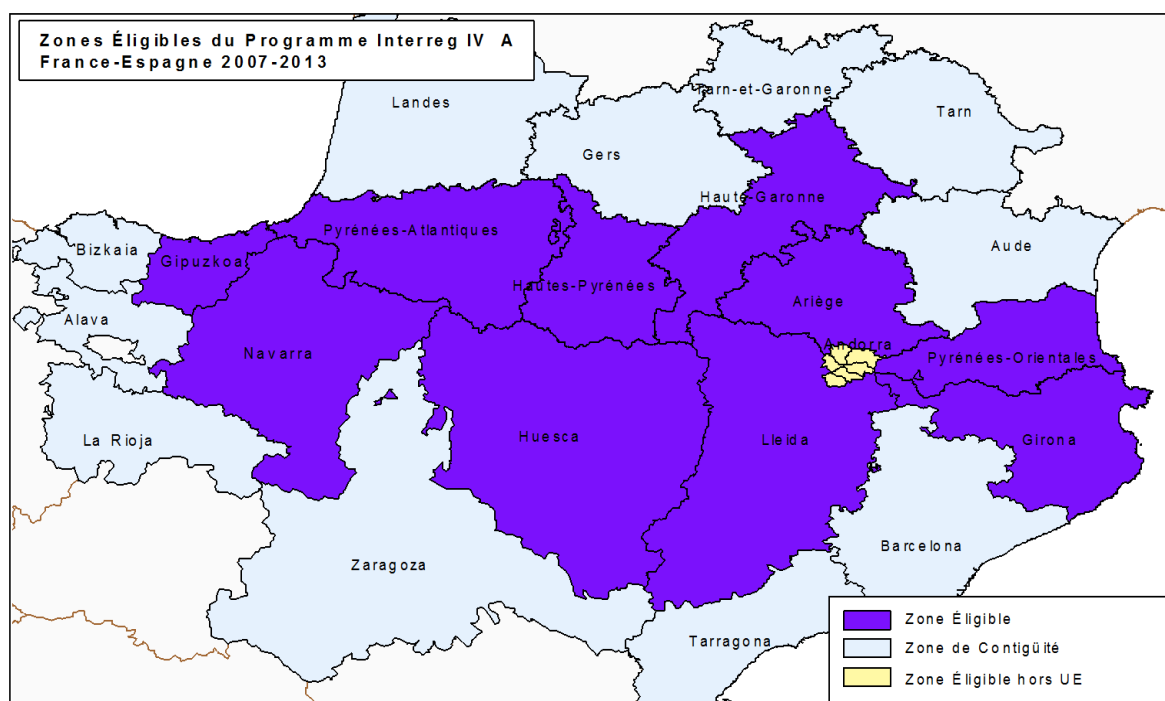
problématiques communes plutôt qu'à atteindre les grands objectifs fixés par les stratégies communautaires.

A chaque frontière s'applique a minima un programme de coopération transfrontalière. Dans notre cas, un seul Programme couvre l'ensemble de la frontière franco-espagnole, il s'agit du Programme de Coopération Transfrontalière 2007-2013 France-Espagne-Andorre (POCTEFA). Ce programme vise à accompagner financièrement des projets communs de coopération portés par des acteurs de notre territoire transfrontalier.

Le Programme de Coopération Transfrontalière 2007-2013 France-Espagne-Andorre (POCTEFA)

Les zones éligibles au programme sont les cinq départements frontaliers français (Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège et Pyrénées-Orientales), les cinq provinces frontalières espagnoles (Gipuzkoa, Navarre, Huesca, Lleida et Girona), ainsi que l'ensemble du territoire de la Principauté d'Andorre. Les départements et provinces contigus à cette zone peuvent également prétendre au dispositif dans le cas où leur participation serait indispensable à la bonne réalisation d'un projet, mais la totalité des crédits octroyés à ces territoires ne peut excéder 20 % du budget total du programme.

Territoire éligible au Programme POCTEFA



Source : Programme Opérationnel du POCTEFA

Dans le département des Pyrénées-Orientales, la grande majorité des échanges transfrontaliers s'effectue avec la province de Gérone. Plusieurs structures du département mettent en place des coopérations et mobilisent des crédits FEDER pour notre territoire¹³.

L'objectif global du programme POCTEFA 2007-2013 est de renforcer l'intégration économique et sociale de la zone transfrontalière par la coopération. Pour parvenir à la réalisation de cet objectif, trois grands axes ont été déterminés :

- Renforcer l'intégration transfrontalière en valorisant les complémentarités sur le plan des activités économiques, de l'innovation et du capital humain ;
- Valoriser les territoires, le patrimoine naturel et culturel dans une logique durable et Contribuer à la protection et à la gestion des ressources environnementales ;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations à travers des stratégies communes de structuration territoriale et de développement durable.

Chacun de ces trois axes thématiques se décline en plusieurs mesures, qui seront les fils conducteurs pour les projets déposés par les acteurs du territoire.

L'enveloppe FEDER allouée au programme pour la période 2007-2013 s'élève à environ **168 millions d'euros**. Le programme prévoit un taux de cofinancement de 65 % de FEDER du coût éligible pour les projets retenus.

Plusieurs structures ont été désignées pour assurer la gestion du Programme, chacune ayant une fonction bien définie. L'Autorité de Gestion du Programme est la Communauté de Travail des Pyrénées (CTP) et elle est appuyée par un Secrétariat Technique Conjoint (STC), basé à Jaca (Aragon). Le Ministerio de Economía y Hacienda de l'État espagnol, situé à Madrid, a été choisi pour effectuer le rôle d'Autorité de Certification et le rôle d'Autorité d'Audit est assuré par l'Intervención General de la Administración del Estado (IGAE – Ministerio de Economía i Finanzas del Estado español).

En outre, trois Organismes Territoriaux, plus proches des porteurs de projets, viennent en appui à l'Autorité de Gestion et au Secrétariat Technique Conjoint : le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques pour la zone Ouest, le Gobierno d'Aragón pour la zone Centre et la Generalitat de Catalunya pour la zone Est. Enfin, des structures ont été désignées pour apporter un soutien plus poussé aux acteurs des territoires et viennent également en appui à l'Autorité de Gestion, au Secrétariat Technique Conjoint et aux Organismes Territoriaux en tant que Points relais. Pour notre département, il s'agit du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

¹³ Voir le point suivant 1.2 présentant les structures départementales impliquées dans les questions européennes.

Jusqu'en fin 2010, 94 projets ont été retenus sur tout le territoire transfrontalier éligible au programme, dont 21 dossiers impliquant des partenaires localisés dans le département des Pyrénées-Orientales.

Volet B : la coopération transnationale

Toutes les régions de l'Union Européenne sont éligibles à la coopération transnationale. Il s'agit pour ce volet de régions de niveau NUTS 2 (nomenclature européenne), correspondant pour la France à l'échelle régionale. La Commission a déterminé, en concertation avec les États membres, treize zones de coopération¹⁴, à plus grande échelle, qui disposent chacune d'un Programme de coopération. Toutes les régions de l'Union font partie a minima d'une de ces zones.

Contrairement à la coopération transfrontalière, les projets développés au titre de la coopération transnationale sont tenus de suivre les grandes lignes des stratégies de Lisbonne et Göteborg. Le règlement FEDER met l'accent sur quatre thèmes prioritaires pour la coopération transnationale :

- L'innovation : la création et le développement de réseaux scientifiques et technologiques, et le renforcement des capacités régionales en matière de recherche, de développement et d'innovation lorsqu'elles contribuent directement au développement économique harmonieux des zones transnationales ;
- L'environnement : la gestion de l'eau, l'efficacité énergétique, la prévention des risques et les activités liées à la protection de l'environnement dont la dimension transnationale est évidente ;
- L'accessibilité : les activités contribuant à faciliter l'accès aux services de transport et de télécommunications ainsi qu'à améliorer leur qualité lorsque la dimension transnationale de ces services est évidente ;
- Le développement urbain durable : le renforcement du développement polycentrique aux niveaux transnational, national et régional dont l'impact transnational est évident.

La région Languedoc-Roussillon, et donc le département des Pyrénées-Orientales, sont éligibles à deux programmes de coopération transnationale : le Programme MED et le Programme SUDOE.

¹⁴ Cf. : Annexe n°2 : Carte présentant les treize zones éligibles à la Coopération Transnationale.

Le Programme de coopération transnationale Méditerranée (MED)

Le Programme MED poursuit deux grands objectifs pour la période 2007-2013. Il vise en premier lieu à améliorer la compétitivité de l'espace MED de façon à assurer la croissance et l'emploi pour les générations à venir, puis il souhaite promouvoir la cohésion territoriale et la protection de l'environnement dans une logique de développement durable.

Afin d'atteindre au mieux ces objectifs, quatre axes thématiques ont été identifiés, se déclinant chacun en plusieurs mesures. Tout projet présenté au titre du Programme MED devra entrer dans les critères d'une des mesures pour pouvoir prétendre à un financement FEDER. Les quatre axes thématiques sont les suivants :

- Renforcement des capacités d'**innovation** ;
- Protection de l'**environnement** et promotion d'un **développement territorial durable** ;
- Amélioration de la **mobilité** et de l'**accessibilité** des territoires ;
- Promotion d'un **développement polycentrique** et intégré de l'espace MED.

Pour la période 2007-2013, le Programme MED est doté d'une enveloppe financière d'environ **193,2 millions d'euros**. Pour la majorité des pays concernés par le programme, les projets présentés pourront bénéficier d'un cofinancement FEDER de 75 % du coût total éligible du projet. Ce taux augmente même jusqu'à 85 % pour Chypre, Malte et la Slovaquie.

Les régions concernées par l'espace Med sont les suivantes :

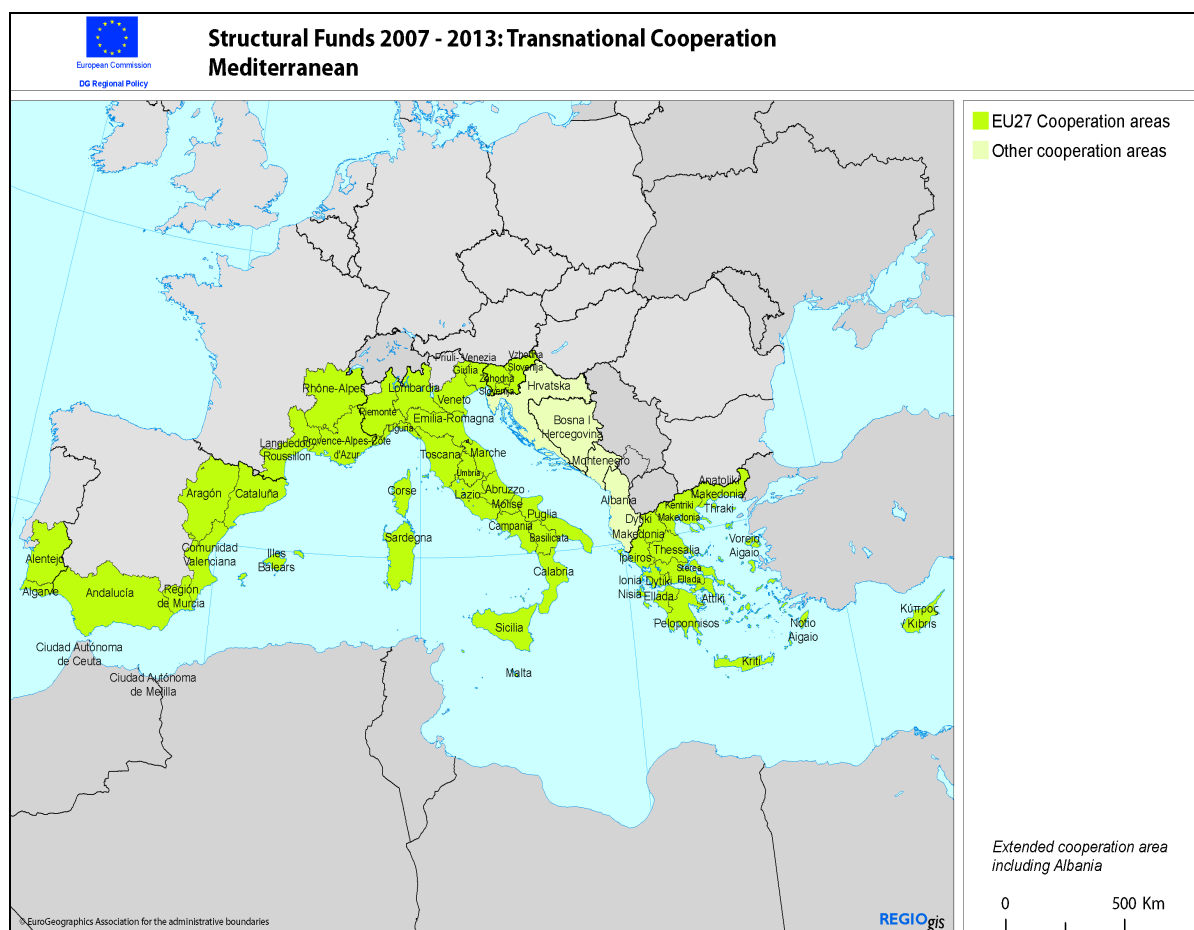
- Chypre : ensemble du territoire national
- Espagne : six Autonomies régionales et les deux villes autonomes - Andalousie, Aragon, Catalogne, îles Baléares, Murcie, Valence, Ceuta et Melilla.
- France : quatre Régions - Corse, Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Rhône-Alpes.
- Grèce : ensemble du territoire national
- Italie : dix-huit Régions : Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Emilie-Romagne, Friuli Venezia Giulia, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Ombrie, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Vénétie.

- Malte : ensemble du territoire national
- Portugal : deux Régions - Algarve, Alentejo
- Royaume-Uni : une Région de Programme Economique – Gibraltar

Slovénie : ensemble du territoire national.

A ces territoires s'ajoute la possible participation des pays candidats à l'Union Européenne, situés dans la zone méditerranéenne. Le Programme MED invite ces pays à participer aux projets de coopération, mais ils ne peuvent toutefois bénéficier d'un financement FEDER et apportent leurs propres fonds, provenant de l'Instrument d'Aide à la Préadhésion déjà financé par l'Union Européenne. Ainsi, la Croatie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie ont d'ores et déjà souhaité participer au programme.

Territoire éligible au programme MED



Source : Programme Opérationnel MED

Les acteurs de la région Languedoc-Roussillon, et donc du département des Pyrénées-Orientales, peuvent mettre en place des projets de coopération transnationale

avec les autres régions éligibles afin de bénéficier d'un cofinancement FEDER. Pour la période 2007-2013, quatre projets de coopération transnationale ont été retenus en Languedoc-Roussillon dans le cadre du programme MED (COASTANCE, NOVAGRIMED, WASMAN et WATERLOSS).

Les structures désignées pour la gestion du programme MED sont : le Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur, qui est l'Autorité de gestion du Programme ; la Caisse des Dépôts et Consignation, qui a été nommée Autorité de Certification ; et la Commission interministérielle de coordination des contrôles qui assure la fonction d'Autorité d'Audit.

Le Programme de coopération transnationale Sud-Ouest Européen (SUDOE)

L'objectif principal du Programme SUDOE pour la période 2007-2013 consiste à renforcer la cohésion économique et sociale des régions du sud-ouest européen à travers la coopération dans les domaines de l'innovation, du développement économique et du développement territorial.

Pour la réalisation de ces objectifs, quatre axes thématiques ont été déterminés :

- Promouvoir l'**innovation** et la constitution de réseaux de coopération pérenne dans le domaine des technologies ;
- Renforcer la protection et la conservation durable de l'**environnement** et du milieu naturel ;
- Intégrer de manière harmonieuse l'espace SUDOE et améliorer l'**accessibilité** aux réseaux d'information ;
- Promouvoir le **développement urbain durable** en tirant profit des effets positifs de la coopération transnationale.

Comme pour le premier Programme de coopération transnationale MED, les quatre axes thématiques du Programme SUDOE se déclinent chacun en plusieurs mesures et afin d'être retenu et de bénéficier d'un financement FEDER, un projet présenté dans le cadre du programme devra automatiquement s'inscrire dans une des mesures.

Pour la période 2007-2013, le programme SUDOE est doté par la Commission d'une enveloppe d'environ 99 millions d'euros de FEDER. Les projets retenus dans le cadre du programme SUDOE seront cofinancés par le FEDER à hauteur de 75 % du montant total éligible de l'opération.

Les régions européennes éligibles au Programme SUDOE sont les suivantes :

- Espagne : Galice, Principauté des Asturies, Cantabrie, Pays Basque, Communauté de Navarre, La Rioja, Aragon, Communauté de Madrid, Castille et León, Castille - La Manche, Estrémadure, Catalogne, Communauté de Valence, Iles Baléares, Andalousie, Région de Murcie, Ville Autonome de Ceuta, Ville Autonome de Melilla
- France : Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Languedoc-Roussillon
- Portugal : Nord, Algarve, Centre, Lisbonne, Alentejo
- Royaume-Uni : Gibraltar

Territoire éligible au Programme SUDOE



Source : Site www.eufunding.gi/.../interreg/sudoe_prog_map.jpg

Les acteurs de la région Languedoc-Roussillon et donc du département des Pyrénées-Orientales peuvent s'associer avec les autres régions éligibles au programme afin

de mettre en place des projets de coopération et de pouvoir ainsi bénéficier d'un cofinancement FEDER. A ce jour, pour la période 2007-2013, les porteurs de projets de la région Languedoc-Roussillon participent à onze projets de coopération dans le cadre du Programme (ALARMTOX, IMMUNONET, WINETECH, ECO-LAGUNES, PYROSUDOE, TELERIEG, WAT, CYBERSUDOE, LABTECHNOCULTURS, PARNET-TIC, ODYSSEA SUDOE).

En ce qui concerne la gestion du programme SUDOE, l'Autorité de gestion désignée est la Communauté Autonome de Cantabrie en Espagne, l'Autorité de certification est la Direction Générale des Fonds Communautaires du Ministère de l'Économie et des Finances de l'État espagnol et l'Autorité d'audit est l'Intervention Générale de l'Administration de l'État espagnol (IGAE).

Volet C : la coopération interrégionale

La coopération interrégionale constitue le dernier volet de l'objectif Coopération Territoriale Européenne de la Politique de Cohésion. Toutes les régions des vingt-sept États membres y sont éligibles, ainsi que la Norvège et la Suisse. La coopération interrégionale se présente sous la forme d'un seul programme pour tout le territoire de l'Union, couvrant l'ensemble des priorités des Stratégies de Lisbonne et Göteborg. La grande priorité du Programme de coopération interrégionale, plus communément appelé Interreg IV-C, est d'améliorer l'efficacité des politiques régionales afin de contribuer à la modernisation économique et à l'augmentation de la compétitivité européenne.

La réalisation de cet objectif passe par la désignation de deux axes thématiques qui seront ensuite déclinés en mesures. Les projets présentés dans le cadre du programme devront correspondre a minima à une mesure. Les deux axes qui ont été développés sont les suivants :

- l'innovation et l'économie de la connaissance ;
- l'environnement et la prévention des risques.

La réalisation de ces deux objectifs passe par la promotion de réseaux d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les différentes régions de l'Union Européenne. Financé par le FEDER, au même titre que les deux autres échelles de coopération, le Programme unique Interreg IV-C est doté de 445 millions d'euros.

L'Autorité de gestion du programme, située en France, est le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais.

Depuis son entrée en vigueur en 1986, la Politique de cohésion a contribué, à travers ses trois objectifs, au financement de nombreux projets provenant d'initiatives locales. Elle constitue une ressource financière précieuse pour le développement de toutes les régions de l'Union Européenne. En effet, tous les territoires de l'Union y sont éligibles. Les deux premiers Objectifs, « Convergence » et « Compétitivité régionale et emploi », interviennent en complémentarité, couvrant à eux deux l'ensemble du territoire communautaire ; et l'Objectif Coopération Territoriale Européenne, à travers ses volets de coopération transnationale et interrégionale, s'applique également à toutes les régions. En outre, tous les territoires de l'Union Européenne ne peuvent prétendre à un financement dans le cadre du volet de coopération transfrontalière. Le département des Pyrénées-Orientales, de par son positionnement frontalier, a l'opportunité de faire partie de ces territoires, ce qui a permis à ses acteurs de bénéficier de l'appui de l'Union pour la réalisation d'actions de coopération avec leurs partenaires de la Catalogne sud.

L'aspect transfrontalier est perçu aujourd'hui comme un atout. Les territoires frontaliers, situés en périphérie du territoire national, ont souvent présenté des difficultés économiques et de développement, liées à leur éloignement trop fréquent de la richesse et du dynamisme de la capitale. De manière générale, la proximité de la frontière a bien souvent été identifiée comme un handicap pour le développement des territoires. Désormais, certaines collectivités locales frontalières appréhendent leurs politiques à une échelle différente en envisageant la mise en place de bassins de vie transfrontaliers. Cette nouvelle vision de la frontière a été amplifiée avec la première application, en 1995, de l'accord Schengen. Cet accord a permis l'ouverture des frontières impliquant la libre circulation des biens et des personnes entre les pays signataires ; et a donc facilité les échanges et les actions de coopération entre les territoires frontaliers. En effet, il s'est avéré qu'en outre la présence d'une frontière les séparant, ces régions relativement proches présentaient des problématiques communes (par exemple en ce qui concerne la gestion de l'environnement) et possédaient donc les mêmes déterminations. La notion de coopération transfrontalière s'est alors développée sur l'ensemble des frontières internes et externes de l'Union Européenne et a été perçue par les autorités communautaires comme un élément favorable à la construction européenne.

D'autres facteurs ont contribué au développement de la coopération transfrontalière. D'une part au niveau communautaire, grâce aux outils juridiques et règlements mis en place par l'Union européenne en faveur de la coopération, mais également au niveau des États membres, grâce aux politiques de décentralisation qui se sont peu à peu généralisées en Europe et qui ont permis aux collectivités locales d'acquérir davantage de compétences,

notamment celle permettant de conclure des accords de coopération avec une collectivité étrangère.

Dans les Pyrénées-Orientales, plusieurs collectivités, structures ou associations¹⁵ ont su mettre à profit le caractère frontalier du département en développant une politique de coopération transfrontalière en partenariat avec leurs homologues situés de l'autre côté des Pyrénées. Cela est notamment le cas dans le cadre du volet A de l'Objectif de Coopération Territoriale de la Politique de Cohésion.

L'Objectif « Coopération Territoriale Européenne » de la Politique de Cohésion témoigne de l'importance accordée à la coopération aux frontières intérieures de l'Union Européenne. En effet, cette thématique représente une grande priorité de l'Union aujourd'hui en ce qui concerne le renforcement de la construction européenne.

En outre, une attention particulière est désormais portée aux échanges de l'Union Européenne avec ses partenaires extérieurs. En effet, en 2004, suite à l'élargissement de l'Union Européenne, une nouvelle politique a vu le jour, la Politique Européenne de Voisinage, destinée à la coopération aux frontières extérieures de l'Union.

La Politique Européenne de Voisinage

La Politique Européenne de voisinage a été créée en 2004 dans le but d'éviter de nouvelles lignes de fracture entre l'Union européenne élargie et ses Pays voisins ; et ainsi d'assurer la prospérité, la stabilité et la sécurité aux frontières extérieures de l'Union. Elle a pour objectif de renforcer la coopération politique, sécuritaire, économique et culturelle entre l'Union européenne et ses nouveaux voisins.

Dans le cadre de sa Politique de Voisinage, l'Union Européenne souhaite travailler étroitement avec ses partenaires voisins. Elle a pour but d'aller au-delà des liens déjà existants et de proposer des relations politiques et une intégration économique plus poussée. Elle finance, à travers l'**Instrument Européen de Voisinage et Partenariat** (IEVP) mais également en partie avec du FEDER, des projets de coopération portés entre les États membres et les partenaires extérieurs. La période actuelle de programmation s'étend de 2007 à 2013, au même titre que les autres politiques communes de l'Union.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage, afin de bénéficier de financements au titre de l'IEVP, les pays voisins doivent avoir conclu au préalable des **accords de coopération et de partenariat** ou des **accords d'association** avec l'Union Européenne. Ensuite, la Commission prépare des rapports sur chacun des

¹⁵ Voir infra les différentes structures des Pyrénées-Orientales impliquées dans les affaires européennes et transfrontalières.

pays, soumis au Conseil, qui décide s'il faut ou non l'associer à la démarche. Enfin, la Commission et les États membres, en accord avec chaque pays voisin, élaborent un **plan d'action** qui fixe les priorités des réformes politiques et économiques. Par la suite, les plans d'action devront faire l'objet de rapports annuels d'évaluation.

Pour la période budgétaire 2007-2013, le financement communautaire mis à disposition de la Politique de Voisinage s'élève à environ **12 milliards d'euros**. Cette Politique se décline en **programmes nationaux, régionaux et de coopération transfrontalière**. Les programmes nationaux et régionaux représentent 95 % du budget, soit environ 10,6 milliards d'euros et les programmes de coopération transfrontalière représentent 5% du budget, soit près d'un milliard d'euros.

Les territoires éligibles aux **programmes nationaux et régionaux** sont les pays voisins directs de l'Union Européenne, terrestres ou maritimes, et leurs régions. La Politique de Voisinage était initialement adressée aux nouveaux pays voisins de l'Est, puis s'est ensuite étendue aux pays de la rive sud de la Méditerranée. Sont alors concernés : l'Arménie, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, la Libye, la Moldavie, le Maroc ; le Territoire palestinien occupé, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine. Les relations avec la Russie sont fondées sur un partenariat stratégique déjà établi.

Liste des projets de coopération transfrontalière IEVP 2007-2013

Programmes établis pour les frontières terrestres	Programmes établis pour les routes maritimes
Programme Kolarctique - Finlande/Russie	Espagne/Maroc
Programme Carélie – Finlande/Russie	Programme CTF atlantique
SE Finlande/Russie	Italie/Tunisie
Estonie/Lettonie/Russie	
Lettonie/Lituanie/Belarus	
Lituanie/ Pologne /Russie	Programmes pour bassin maritime
Pologne/Belarus/Ukraine	Région de la mer Baltique
Hongrie/Slovaquie/Roumanie/Ukraine	Mer Noire
Roumanie/Moldova/Ukraine	Méditerranée

Source : Document de stratégie IEVP sur la coopération transfrontalière 2007-2013.

Les territoires éligibles aux **programmes IEVP de coopération transfrontalière** sont les territoires de niveau NUTS III situés le long des **frontières terrestres et maritimes** extérieures de l'Union Européenne ainsi que les territoires de niveau NUTS II donnant sur un

bassin ou une route maritime commun à des États membres de l'Union Européenne et à des pays voisins.

Pour la période de programmation actuelle 2007-2013, au titre de l'IEVP de coopération transfrontalière, neuf programmes sont situés sur des frontières terrestres, 3 programmes sont établis en rapport avec une route maritime et 3 programmes couvrent des bassins maritimes.

Le Programme IEVP de Coopération Transfrontalière 2007-2013 « Bassin Maritime Méditerranée »

Le département des Pyrénées-Orientales est éligible à un des trois programmes IEVP de coopération transfrontalière couvrant un bassin maritime¹⁶ : le **Programme IEVP de Coopération Transfrontalière « Bassin Maritime Méditerranée »**. En effet, outre son positionnement frontalier avec l'Espagne et la Catalogne, le territoire présente également une ouverture sur la Méditerranée. Cette dimension apparaît déjà dans le volet de coopération transnationale, à travers le programme MED, mais le programme « Bassin Maritime Méditerranée » présente une échelle de coopération plus vaste, puisqu'il permet de développer des partenariats avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.

Ce Programme de coopération complète les priorités prévues dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, lancé en 1995 au travers du « Processus de Barcelone », qui continue à être le pilier des relations de l'Union Européenne avec les pays méditerranéens.

Le Programme de coopération « Bassin Maritime Méditerranée » présente des enjeux pour le département des Pyrénées-Orientales. Il mobilise pas moins de 117 régions de niveau NUTS II appartenant à dix-neuf États méditerranéens. Dans le cadre du Programme, les acteurs publics ou privés des Pyrénées-Orientales ont la possibilité de mettre en place des partenariats transfrontaliers méditerranéens avec leurs homologues des pays partenaires, afin de monter des projets de coopération suite à des appels à propositions. Les territoires concernés sont l'Autorité palestinienne, Chypre, l'Égypte, la Grèce, Israël, l'Italie, la Jordanie, la Liban, Malte, le Portugal, la Syrie et la Tunisie. En France, seulement trois régions sont concernées par ce Programme : la région Languedoc-Roussillon, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse.

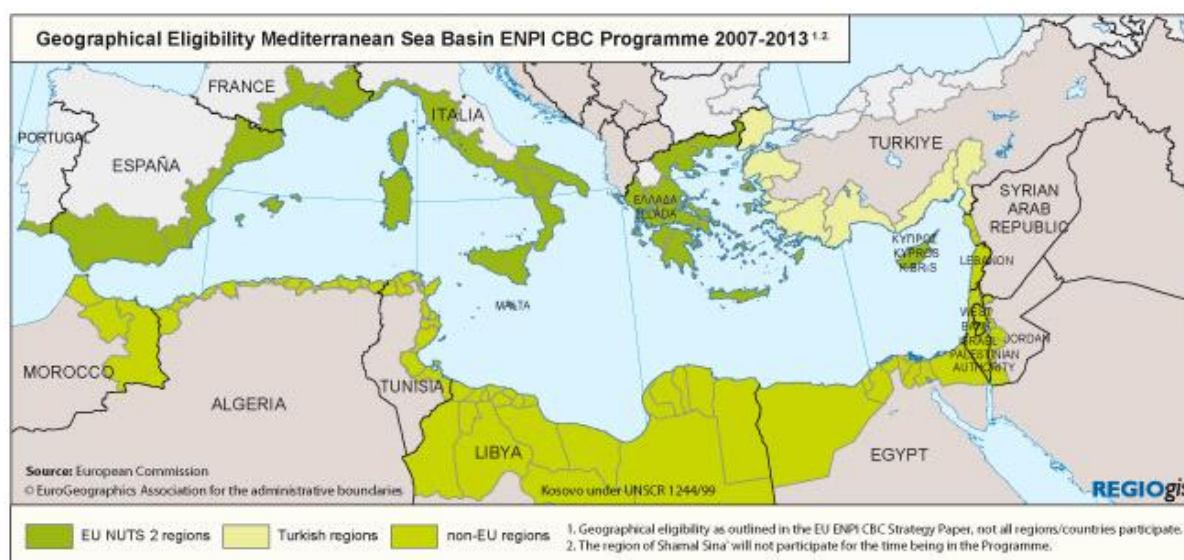
L'objectif du programme « Bassin maritime Méditerranée » est de renforcer la coopération entre les régions de l'Union européenne et celles des pays partenaires situées

¹⁶ Voir l'annexe n°3 présentant les différents programmes IEVP Coopération Transfrontalière de bassin.

le long des côtes de la mer Méditerranée. Le programme est doté pour cela d'environ 173 millions d'euros. Les pays impliqués dans le Programme ont conjointement défini 4 priorités à mettre en œuvre dans le processus de coopération en bassin méditerranéen, qui apparaissent dans le Programme Opérationnel Conjoint :

- la promotion du développement socio-économique et renforcement des territoires ;
- la promotion de la durabilité environnementale au niveau du bassin ;
- la promotion de meilleures conditions et modalités de circulation des personnes, des marchandises et des capitaux ;
- la promotion du dialogue culturel et de la gouvernance locale.

Territoires éligibles au Programme de Coopération Transfrontalière IEVP « Bassin Maritime Méditerranée »



Source : Initiative de Renforcement des Capacités Administratives Régionales, assistance aux pays partenaires participant aux programmes IEVP de coopération transfrontalière 2007-2013. http://www.rcbi.info/cgi-bin/migc_preview.pl?lg=3&page=62

Au titre de ces quatre priorités, le Programme a identifié deux typologies de projets qui peuvent être présentés : les projets « stratégiques » et les projets « standards ». Les projets stratégiques répondent aux grandes priorités du programme. Ils sont thématiques et ciblés sur les grands défis du bassin méditerranéen et les dépenses totales doivent s'élever entre 2 millions et 5 millions d'euros. Ces projets doivent être portés par un partenariat d'au moins quatre pays, incluant a minima un pays méditerranéen membre de l'Union Européenne et un pays méditerranéen partenaire. Les projets dits « standards » sont proposés par les acteurs locaux organisés en partenariats transfrontaliers, en réponse aux appels à propositions lancés par le Programme. Leur coût total, moins important que celui

des projets stratégiques, doit être compris entre 500 000 euros et 2 millions d'euros. Ces projets doivent être portés par un partenariat d'au moins trois pays incluant a minima un pays méditerranéen membre de l'Union Européenne et un pays méditerranéen partenaire.

En ce qui concerne la gestion du programme de coopération « Bassin Maritime Méditerranée », la Région Autonome de la Sardaigne (Italie), qui a été désignée Autorité de Gestion, est responsable de la gestion opérationnelle et financière du Programme. Elle est appuyée par un Secrétariat Technique Conjoint, un bureau international également basé à Cagliari (Région Autonome de la Sardaigne, Italie). En parallèle, les représentants de chaque pays participant composent un Comité de Suivi Conjoint, alors organe de décision, qui supervise et assure la bonne mise en œuvre du Programme et sélectionne les projets financés. En outre, des Points de Contact Nationaux communiquent sur les opportunités offertes par le Programme et font la promotion de ses résultats auprès des populations des territoires éligibles.

Les projets financés au titre du Programme peuvent bénéficier d'un taux de cofinancement allant jusqu'à 90 % du coût total du projet, impliquant un autofinancement d'au moins 10 % pour les partenaires du projet.

Le département des Pyrénées-Orientales, à travers son Conseil Général, s'est intéressé depuis peu au Programme IEVP de coopération « Bassin Maritime Méditerranée ». Cependant, ayant intégré le programme entre deux appels à propositions, la collectivité n'est encore impliquée dans aucun projet de coopération. Elle se situe actuellement dans une phase de prise de contact en vue de former par la suite d'éventuels partenariats de coopération. Des projets auxquels participent d'autres acteurs en Languedoc-Roussillon ont été toutefois retenus et ont été financés par l'IEVP dans le cadre du projet.

Nous venons de présenter une première partie des dispositifs financiers européens auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible dans le domaine du développement territorial, à savoir la Politique de Cohésion et la Politique de Voisinage de l'Union Européenne. Ces politiques suivent principalement une approche territoriale. Le positionnement d'un territoire peut donc se révéler être un facteur déterminant voire stratégique en ce qui concerne la mobilisation de crédits européens. En ce sens, la dimension à la fois frontalière et méditerranéenne du département des Pyrénées-Orientales représente un atout majeur.

Outre cette approche territoriale, l'Union Européenne met également à disposition de ses États membres d'autres sources de financements, plus sectorielles, dans lesquelles les territoires sont plus ou moins impliqués en fonction des besoins et enjeux majeurs qu'ils

présentent. Si l'on considère toujours le territoire du département des Pyrénées-Orientales, il est pertinent d'étudier une autre Politique Commune de l'Union Européenne dont il est bénéficiaire et qui est particulièrement importante pour le département étant donné son caractère rural. Il s'agit de la Politique Agricole Commune.

La Politique Agricole Commune

La Politique Agricole Commune, communément appelée la PAC, est la plus ancienne Politique de l'Union Européenne. Elle a été créée par le Traité de Rome en 1957 et mise en place en 1962, dans l'optique d'augmenter la production alimentaire en Europe, qui connaissait alors une époque dévastatrice de sortie de guerre. Très vite, la PAC a atteint l'objectif principal qui lui était assigné, c'est-à-dire assurer l'autosuffisance alimentaire de la Communauté Européenne. Elle finançait pour cela le revenu des agriculteurs et la modernisation des exploitations. La PAC a contribué à faire de l'Europe une puissance agricole mondiale. Depuis les années 90, la PAC est en constante évolution et a connu une série de réformes, afin globalement d'être plus respectueuse de l'environnement, et de satisfaire à la fois les agriculteurs et les consommateurs. Les dernières modifications ont été apportées en 2009, avec le processus du « bilan de santé de la PAC¹⁷ » adopté par les Ministres Européens de l'Agriculture. L'objectif de cette initiative lancée en 2007 était d'améliorer le fonctionnement de la PAC et de l'adapter aux nouveaux défis d'une Europe à vingt-sept membres.

La PAC représente en 2010 la deuxième dépense d'intervention de l'Union européenne, après la Politique de cohésion. Elle est financée par deux fonds, le Fonds Européen Agricole de Garantie (FEAGA) et le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), dans le cadre d'une gestion partagée entre la Commission Européenne et les États membres. Les règles relatives au financement de la PAC sont décrites dans un document unique : le Règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil relatif au financement de la Politique Agricole Commune¹⁸.

Elle est également programmée sur des périodes de sept ans, l'actuelle programmation allant de 2007 à 2013. Cinq objectifs principaux lui ont été assignés :

- Accroître la productivité de l'agriculture ;

¹⁷ Le « bilan de santé de la PAC » propose une réorientation ciblée sur 4 objectifs :

- Consolider l'économie et l'emploi dans les territoires
- Instaurer un nouveau soutien pour l'élevage à l'herbe et un soutien aux fourrages
- Accompagner un mode de développement durable
- Instaurer un dispositif de gestion des risques

¹⁸ Règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil relatif au financement de la Politique Agricole Commune. Cf. : <http://www.paca.pref.gouv.fr/sgar/europe/docs/reg-ce-1290-2005.pdf>

- Assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ;
- Stabiliser les marchés ;
- Garantir la sécurité des approvisionnements ;
- Assurer des prix raisonnables aux consommateurs ;

À ces grandes priorités s'ajoutent les principes de respect de l'environnement, d'attachement à une alimentation saine et de qualité et de développement rural.

La Politique Agricole Commune de l'Union Européenne se décline en deux « piliers ».

Le premier pilier de la PAC

Le premier pilier de la PAC soutient les **marchés** et les **prix agricoles** par des **aides directes**. Il est financé par le **Fonds Européen Agricole de Garantie (FEAGA)** et permet le soutien direct aux agriculteurs. Ce pilier représente la plus grande part des crédits de la PAC. Il existe deux formes d'aides directes : les aides « découplées » et les aides « couplées ».

- Les aides « découplées » concernent tous les producteurs agricoles qui détiennent des droits à paiement unique (DPU). Les DPU sont le nouveau support des aides directes aux exploitants agricoles, depuis 2006. Cela repose sur un dispositif de droits à paiement individuels liés à la surface de l'exploitation, mais non liés à la production. Le versement de cette aide est subordonnée au respect des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales.
- Les aides couplées sont liées à la production à l'année. Dès 2010, ces aides apportent des soutiens spécifiques, limités, correspondant à des objectifs précis tels que les productions fragiles, l'agriculture durable et la couverture des risques.

Le deuxième pilier de la PAC : la Politique de Développement Rural

Elle constitue une Politique commune à part entière : la **Politique de Développement Rural**. Ce second objectif est financé par le **Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)** qui intervient en complément des actions nationales, régionales et locales qui contribuent aux priorités de la Communauté. Le FEADER est doté d'un budget de 96,319 milliards d'euros pour la période 2007-2013, soit 20% des fonds dédiés à la PAC.

La Politique de Développement Rural est fondée à la fois sur le Règlement (CE) n° 1618/2005 du Conseil relatif au FEADER¹⁹ et sur les **Orientations Stratégiques Communautaires** pour le développement rural.

Le Règlement relatif au FEADER prévoit quatre axes qui devront être développés dans les programmes de développement rural :

- Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier ;
- Amélioration de l'environnement et de l'espace rural ;
- Qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ;
- Approche LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale)

En parallèle, afin de renforcer le contenu stratégique de la Politique de Développement Rural, la Commission a établi des **Orientations Stratégiques Communautaires** dans lesquelles elle définit les grandes priorités à appliquer sur l'ensemble du territoire de l'Union en matière de développement rural²⁰. Ces Orientations insistent sur le respect des Stratégies de Lisbonne et Göteborg, qui représentent le fil conducteur de toutes les Politiques de l'Union Européenne. Sur la base des Orientations Stratégiques, chaque État membre élabore son **Plan Stratégique National de développement rural**, qui servira alors de plan de référence pour la mise en œuvre des **Programmes de Développement Rural**. Dans ces Programmes apparaissent les mesures retenues, les dispositifs d'aide détaillés (nature de l'aide, public éligible...), ainsi que les crédits qui leurs sont affectés.

En France, le Plan de Référence Stratégique est élaboré en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Il fixe trois objectifs à la programmation 2007-2013 de développement rural :

- un **objectif économique** pour la compétitivité et l'emploi dans tous les secteurs ;

¹⁹ Règlement (CE) n° 1618/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Voir : http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/general_framework/l60032_fr.htm

²⁰ Six priorités de la Communauté en matière de Développement rural sont définies dans les Orientations Stratégiques Communautaires :

- Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier
- Amélioration de l'environnement et du paysage
- Amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales et encouragement de la diversification de l'économie rurale
- Constitution de capacités locales pour l'emploi et la diversification
- Garantir la cohérence de la programmation
- Complémentarité entre les instruments communautaires

- un **objectif humain** qui favorise un développement pour et avec les populations et acteurs locaux ;
- un **objectif environnemental et territorial** pour une gestion durable du patrimoine rural, qui intègre les particularités des territoires.

Le Plan de Référence Stratégique national français se décline en six Programmes de Développement Rural. Un Programme unique de développement rural a été élaboré pour toute la métropole (hors Corse) appelé **Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH)** auquel le département des Pyrénées-Orientales est éligible. Un autre Programme a été mis en place pour le seul territoire de la Corse ainsi qu'un Programme pour chaque département d'Outre-mer. Chacun de ces Programmes a pour objectif principal de contribuer à la mise en valeur économique, sociale et environnementale des territoires ruraux.

Le PDRH se compose d'un socle commun applicable aux 21 régions concernées, ainsi que de 21 volets régionaux élaborés sous la responsabilité de chaque Préfet de Région. Les volets régionaux du PDRH sont alors mis en œuvre par les acteurs dans chaque région. Puis, en complément, des **Documents Régionaux de Développement Rural (DRDR)** sont élaborés au niveau de chaque région, avec l'ensemble des partenaires régionaux. Cet outil est alors le Document de Référence quant à la mise en œuvre des aides européennes pour le développement rural en régions. Il présente un état des lieux de la situation régionale en matière de développement rural, ainsi que la stratégie adoptée par la région et les priorités retenues pour l'intervention du FEDER. Dans le document est également précisée l'organisation régionale retenue pour la mise en œuvre du programme : partenariat, suivi, programmation, accompagnement, articulation avec les autres fonds européens pouvant intervenir dans le soutien aux secteurs agricoles ou en milieu rural. Dans le cadre de la gestion partagée entre la Commission européenne et les États membres, ces derniers doivent désigner pour chaque Programme régional de développement rural une Autorité de gestion, un Comité de suivi, un organisme de paiement ainsi qu'un organisme de certification.

En ce qui concerne notre territoire, il s'agit donc du volet régional Languedoc-Roussillon du PDRH et du Document Régional de **Développement Régional Languedoc-Roussillon**. Ce dernier a été validé en décembre 2007 par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, en conformité avec les priorités du PDRH et les Orientations Stratégiques Communautaires, puis modifié en dernière date en avril 2010. La stratégie de développement rural en Languedoc-Roussillon repose sur trois grands axes²¹ :

²¹ Ces trois axes sont définis dans le DRDR Languedoc-Roussillon : http://www.reseau-rural-languedoc-roussillon.eu/sites/default/files/file/DRDR_languedoc_roussillon_volet1_v4_250510.pdf

- Renforcer et dynamiser le secteur agricole, agroalimentaire et sylvicole ;
- Préserver un espace rural, agricole et forestier de qualité en recherchant un équilibre entre activités humaines et l'utilisation raisonnée des ressources naturelles ;
- Maintenir et développer l'attractivité des territoires ruraux, pour les positionner comme des pôles de développement, en s'appuyant sur la diversité des ressources, des activités et des acteurs.

La stratégie de la programmation 2007-2013 de la Politique de Développement rural, au même titre que la Politique de Cohésion, est conjointement élaborée au niveau communautaire, national, et régional. En outre, l'approche LEADER permet même d'impliquer les acteurs de territoires encore plus réduits. La PAC, à travers son deuxième pilier, privilégie particulièrement l'émergence d'initiatives locales et associe à la démarche un grand nombre d'acteurs locaux qui, plus proches de leur territoire, ont une meilleure vision du développement local. On parle alors d'une Politique basée sur une approche « bottom up », c'est-à-dire que les réflexions et les décisions émergent des territoires locaux.

Le quatrième axe du Règlement relatif au FEADER, l'« **approche LEADER** », représente un Programme à part entière, doté d'un financement FEADER différencié des autres financements prévus dans la Politique de Développement Rural. Il s'agit d'une initiative permettant de financer des projets spécifiques lancés **au niveau local** afin de dynamiser les zones rurales et de résoudre les problèmes locaux. La mise en œuvre de ce dispositif est gérée directement par des partenariats locaux public-privés appelés « Groupes d'Action Locale » (GALs). Ces GALs sont constitués d'acteurs publics (élus locaux, représentant d'établissement publics...) et d'acteurs privés (entreprises, chambres consulaires, associations...) et représentent des territoires ruraux bien définis. Ils mettent en œuvre une stratégie locale de développement rural, qui permettra de financer des projets portés par des acteurs locaux et qui devra atteindre les objectifs d'au moins une des trois priorités du Règlement FEADER précédemment citées.

On compte 220 GALs en France. L'ensemble du territoire national est éligible à l'axe LEADER, à l'exception des aires urbaines de plus de 50 000 habitants.

Dans chaque région, pour chaque période de programmation, les GALs sont sélectionnés, après expertise technique, conjointement par la Préfecture de Région et le Conseil Régional dans le cadre d'un appel à projet. En Languedoc-Roussillon, douze GALs ont été sélectionnés, disposant d'une dotation globale de FEADER de près de 18 millions d'euros. Si l'on considère l'échelle du département des Pyrénées-Orientales, trois GALs ont été sélectionnés pour la période de programmation 2007-2013, portés par les trois Pays présents sur le territoire :

- le GAL Pays Pyrénées-Méditerranée
- le GAL Pays de la Vallée de l'Agly
- le GAL Pays Terres Romanes en Pays Catalan.

Chacun de ces Groupes d'Action Locale a la responsabilité de la sélection des opérations et projets qu'il souhaite mettre en œuvre sur son territoire. Il bénéficie pour cela d'une dotation financière globale dans le cadre de conventions passées avec l'Autorité de gestion.

Tous les GALs ont également la possibilité de mettre en œuvre des projets de coopération interterritoriaux, qui peuvent avoir une vocation transfrontalière, transnationale ou interrégionale. Ils sont encouragés à développer des actions communes avec leurs homologues appartenant à d'autres GALs, ou territoires organisés, situés sur le territoire national, dans les 26 autres États membres, ou dans des pays tiers. Il s'agit alors d'une autre opportunité pour les acteurs du département des Pyrénées-Orientales de mettre à profit son caractère frontalier et de contribuer à la mise en œuvre d'une véritable politique de coopération transfrontalière, eurorégionale ou méditerranéenne.

Dans le cadre de l'« approche LEADER », les stratégies de développement étant élaborées au niveau local, elles s'inscrivent toutefois dans les orientations régionales, nationales et communautaires.

Associant acteurs locaux publics et privés, cette initiative constitue une démarche transversale, apportant une valeur ajoutée pour les territoires par rapport aux politiques classiques de développement local. Elle bénéficie d'autant plus aux acteurs du département des Pyrénées-Orientales, du fait d'un territoire à caractère majoritairement rural.

Nous venons d'aborder les principales Politiques communes de l'Union Européenne auxquelles le département des Pyrénées-Orientales est éligible et pouvant contribuer, par le financement de diverses initiatives locales, au développement du territoire. En outre, nous devons mentionner deux autres dispositifs, moins importants, mais tout de même présents sur le territoire étant donné ses particularités géographiques. Il s'agit d'une part de la Politique de la Pêche, dont le département des Pyrénées-Orientales est bénéficiaire grâce à sa configuration côtière, et d'autre part la Convention Interrégionale de Massif des Pyrénées.

Enfin, le département des Pyrénées-Orientales bénéficie d'autres programmes communautaires, axés sur d'autres thématiques que le développement territorial, comme par exemple les Programmes Life, Education et Formation tout au long de la vie, Europe pour les citoyens, ou encore Jeunesse en action.

1.2. Dans les Pyrénées-Orientales, quelles structures sont-elles positionnées sur les questions européennes?

Dans ce département plusieurs structures, collectivités ou associations travaillent au quotidien sur le thème de l'Europe. Il y a bien sûr l'aspect financier, comme nous venons de le voir dans la partie précédente, avec toutes les aides que l'Union européenne met à disposition des territoires, mais travailler avec l'Europe c'est aussi réaliser des actions d'animation, de sensibilisation et d'appui auprès de la population locale. Nous allons, dans cette partie de notre travail, aborder les principales structures du département des Pyrénées-Orientales impliquées dans les questions européennes. Dans ce point, nous ne mentionnerons pas de manière volontaire le Conseil Général, car celui-ci fera l'objet d'une étude plus approfondie dans la partie suivante de notre travail.

Nous pouvons distinguer plusieurs typologies de structures positionnées sur les questions européennes dans le département des Pyrénées-Orientales. Il y a tout d'abord des collectivités ou des services de l'État, qui de par leur statut, sont directement impliqués dans la gestion des dispositifs financiers européens abordés dans la partie précédente. Il s'agit pour notre territoire de la Région et de la Préfecture de département. Le Conseil Régional, bien qu'étant un acteur extérieur au département, est impliqué dans la mise en œuvre de tous les Programmes européens s'appliquant dans les Pyrénées-Orientales. Il en est de même pour la Préfecture de département, qui a pour mission de représenter l'État dans la mise en œuvre des dispositifs financiers européens.

La Préfecture de département des Pyrénées-Orientales

Service déconcentré de l'État, la Préfecture de département des Pyrénées-Orientales joue elle aussi un rôle dans les actions européennes. Au niveau organisationnel, la Préfecture de département des Pyrénées-Orientales est composée d'un Cabinet, et de plusieurs Directions, dont l'une d'entre elles, qui intéresse tout particulièrement notre travail, étant la Mission des Politiques Interministérielles. Cette mission coordonne, à l'échelon départemental, les politiques interministérielles principalement dans les domaines économique, social et de l'aménagement du territoire. Elle prend également en charge la

liquidation des dotations et subventions au profit des collectivités locales ainsi que le suivi des engagements financiers des services déconcentrés de l'État.

Au sein de la Mission des Politiques Interministérielles est présent le Bureau de la programmation et du pilotage de l'action territoriale de l'État. Ce bureau intègre une section « programmation, Europe et aménagement du territoire », dans laquelle on retrouve la gestion des fonds européens FEDER, FEADER et FSE²² ainsi que l'implication de la Préfecture dans le programme transfrontalier Interreg IV A France-Espagne-Andorre. En effet, la Préfecture est partenaire du programme et participe donc à toutes ses étapes. Elle siège aux Comités de Suivi et de Programmation, participe à l'instruction des dossiers présentés mais est également impliquée lors de l'élaboration en amont des Programmes. La Préfecture de département représente alors l'État dans la mise en œuvre des Politiques européennes sur son territoire et il faut noter qu'elle est également relativement impliquée dans la coopération transfrontalière, qui représente un atout majeur pour le département des Pyrénées-Orientales.

Le Conseil Régional Languedoc-Roussillon : Direction des Politiques Européennes et Contractuelles (DPEC)

Dans la nomenclature européenne, les régions françaises correspondent à l'échelle territoriale NUTS II (NUTS III pour les départements). Cette échelle a été choisie comme étant le niveau de référence, le mieux adapté, pour favoriser un développement harmonieux sur tout le territoire de l'Union Européenne. La Région Languedoc-Roussillon joue par conséquent un rôle déterminant dans la mise en œuvre et la gestion des questions européennes et notamment à l'échelle départementale.

Le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon possède une Direction des Politiques Européennes et Contractuelles (la DPEC), chargée de la mise en œuvre des actions en lien avec l'Europe. Cette Direction occupe au sein de l'institution régionale une place équivalente à celle de la Direction nous concernant au sein du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, c'est-à-dire qu'elle appartient à une Direction Générale Adjointe.

Au sein de la DPEC, le Service des Affaires Européennes gère des cellules thématiques, en fonction de la nature des financements européens. On retrouve alors une cellule consacrée au FSE, trois cellules consacrées au FEDER, et des référents chargés de la gestion du FEAGA, du FEADER (et du programme LEADER), du FEP et des dispositifs Interreg de Coopération Territoriale Européenne.

²² Dans le cadre des Politiques de Cohésion et de Développement Rural de l'Union Européenne.

La Région Languedoc-Roussillon a développé une forte implication en matière de coopération territoriale. Elle a notamment fait le choix d'intégrer deux organismes interrégionaux de coopération, qui sont d'une part l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée et d'autre part la Communauté de Travail des Pyrénées. La Région est d'ailleurs actuellement à la présidence de l'Eurorégion (présidence tournante tous les dix-huit mois) et elle a assuré la présidence de la Communauté de Travail des Pyrénées entre 2007 et 2009.

En outre, la Région participe également aux différents Programmes européens de coopération auxquels elle est géographiquement éligible. Au niveau transfrontalier, elle est membre, aux côtés du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, du Programme de coopération POCTEFA. Elle participe à ce titre aux Comités de programmation et de suivi, et aux réunions techniques. Au niveau transnational, la Région intervient dans les programmes MED et SUDOE.

A la différence du transfrontalier où l'échelle départementale est considérée comme étant la plus pertinente, c'est l'échelle régionale qui est privilégiée au niveau de la coopération transnationale. En effet, la Région intervient dans toutes les étapes des deux programmes MED et SUDOE. Elle participe aux différents Comités, elle joue un rôle de co-financier et de porteur de projet, elle apporte une assistance technique aux porteurs de projets ainsi qu'un soutien politique si nécessaire. Par contre, au niveau interrégional, dans le cadre du programme Interreg IV-C, la Région intervient peu. En effet, seulement deux projets concernent le territoire. La région est également éligible au dernier dispositif financier de coopération, l'IEVP (Instrument Européen de Voisinage et Partenariat) Bassin Méditerranéen.

Enfin, l'implication du Conseil Régional Languedoc-Roussillon dans un grand nombre d'associations et de réseaux de coopération aussi bien à l'échelle nationale qu'européenne témoigne du choix stratégique de la collectivité de se positionner sur ces questions. Nous mentionnerons par exemple la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes (CRPM) au sein de laquelle la Région Languedoc-Roussillon intègre la commission géographique Inter Méditerranée, l'Association des Régions d'Europe (ARE), l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), l'Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE) et l'Assemblée des Régions Européennes Fruitières, Légumières et Horticoles. (AREFLH). A travers ces réseaux, la Région Languedoc-Roussillon développe de fortes actions de lobbying afin de valoriser son territoire à l'échelle nationale et européenne.

La Région Languedoc-Roussillon a donc un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre des politiques européennes sur notre territoire. En tant que collectivité régionale, elle a davantage de poids au niveau national et européen, ce qui lui permet de développer un

important travail de lobbying auprès des associations et des institutions européennes. Toutefois, en termes de coopération transfrontalière, par principe de subsidiarité, les régions sont moins concernées et impliquées dans les dispositifs que les structures départementales.

Outre les collectivités ou services de l'État obligatoirement impliqués dans les dispositifs financiers européens au niveau local, comme le Conseil Régional et la Préfecture de département que nous venons d'étudier, d'autres collectivités ou structures, qui n'avait pas nécessairement vocation à y être impliquées, ont fait le choix de se positionner sur les questions européennes, et notamment pour notre territoire, sur les questions transfrontalières. Cela est le cas notamment de la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée mais également du Pays Pyrénées-Méditerranée.

La Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée

La Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée est un établissement public de coopération intercommunale, à personnalité juridique propre, regroupant à ce jour vingt-six communes. Elle fut créée en 2001, remplaçant alors la Communauté de Communes existante (Têt Méditerranée), en application à la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite Loi Chevènement. Elle prend en 2003 son nom actuel de Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération (PMCA), regroupant alors dix-sept communes. Depuis 2003, les communes alentours y ont progressivement adhéré, jusqu'à former en 2010 un regroupement de vingt-six communes²³.

Les règles de fonctionnement de la PMCA, au même titre que l'ensemble des Communautés d'Agglomération en France, sont principalement définies par le Code Général des Collectivités Territoriales sans préjudice des autres dispositions applicables. Les compétences de la PMCA ont été clairement définies lors de la rédaction de ses statuts. Outre les compétences obligatoires (développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre de l'espace social de l'habitat et politique de la ville) et les compétences optionnelles (voirie et parcs de stationnement d'intérêt communautaire, assainissement, eau et protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie) qui lui sont dévolues, la Communauté d'Agglomération exerce un certain nombre de compétences facultatives qui lui ont été transférées par les communes membres. Une de ces compétences facultatives, qui intéresse tout particulièrement notre étude, est l'Action Extérieure de la PMCA.

²³ Un projet de fusion a été lancé en septembre 2010, afin que dix nouvelles communes intègrent la PMCA, ce qui amènerait le nombre de communes membres à trente-six.

La compétence de l'Action Extérieure a été transférée à la Communauté d'Agglomération le 1er janvier 2009 (elle était auparavant du ressort de la Ville de Perpignan, et ce depuis 1993). Elle est actuellement gérée par le service des Relations Extérieures de Perpignan Méditerranée, placé sous l'autorité du Directeur Général des Services. Cette compétence, définie d'intérêt communautaire, comprend la coopération décentralisée, les relations extérieures et la coopération transfrontalière. À ce titre, la PMCA met en œuvre et participe à la politique de promotion et de valorisation de son territoire au niveau transfrontalier, européen et international. Ainsi, elle met en œuvre et participe à des projets, actions et politiques transfrontalières relevant de ses compétences. En ce qui concerne les actions à l'échelle transfrontalière, la PMCA est notamment un membre actif de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier en cours de création. La Communauté d'Agglomération apporte également une assistance technique, administrative ou un soutien financier sur des projets, actions et politiques sur son territoire, présentant un intérêt pour sa valorisation ou son action publique. En outre, la PMCA informe la population sur l'action de l'Union Européenne.

Avant le transfert de la compétence de l'Action Extérieure à la Communauté d'Agglomération, une Délégation du Service des Relations Extérieures de la Mairie de Perpignan était présente à Barcelone. Aujourd'hui, il a été décidé de fermer cette Délégation, afin d'ouvrir une Délégation de la PMCA à Gérone (Catalogne). Il apparaît clairement de la part de la Communauté d'Agglomération la volonté de se positionner davantage à l'échelle transfrontalière.

Au même titre que la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée, des structures comme les Pays ont fait le choix de s'impliquer dans les domaines de l'Europe et du transfrontalier. Le département des Pyrénées-Orientales compte trois Pays, le Pays Pyrénées-Méditerranée, le Pays Terres Romanes en Pays Catalan, et le Pays de la Vallée de l'Agly, ainsi qu'un Parc Naturel Régional. Ces structures se sont positionnées dans le domaine des questions européennes et ont particulièrement développé des actions d'accompagnement et de sensibilisation pour les acteurs de leurs territoires souhaitant monter une demande de financement. Ces structures sont en outre positionnées en tant que porteurs de projets de développement pour leurs territoires.

Dans cette partie de notre travail nous mentionnerons uniquement le cas du Pays Pyrénées-Méditerranée, qui a su tout particulièrement développer des actions dans ces domaines et en a fait une priorité dans l'élaboration de sa stratégie de travail.

Le Pays Pyrénées-Méditerranée

Le Pays Pyrénées-Méditerranée, créé en 1998, est une association régie par la Loi 1901. Un statut associatif a été choisi plutôt qu'un syndicat mixte ou un Groupement d'Intérêt Public afin d'éviter un empilement administratif supplémentaire ainsi que des lourdeurs administratives. Il s'étend sur un territoire de soixante-trois communes. Il est gouverné par un Conseil de développement réunissant plusieurs collèges d'acteurs du territoire, comme les élus politiques, les acteurs socio-économiques, le monde associatif, ou encore un collège syndical. De plus, une équipe technique, composée de chargés de missions selon les thématiques de travail, assure le fonctionnement du Pays Pyrénées-Méditerranée.

Territoire du Pays Pyrénées-Méditerranée



Source : <http://www.payspyreneesmediterranee.org>

Les actions menées par le Pays reposent sur une stratégie territoriale, la stratégie 2007-2013, élaborée par concertation de l'ensemble des acteurs locaux. Au niveau national, le Pays Pyrénées Méditerranée est labellisé « Pôle d'Excellence Rurale », « Agenda 21 local » et possède l'agrément « Comité de Bassin d'Emploi ». En outre, le Pays Pyrénées-

Méditerranée a la spécificité de s'être fortement positionné sur les démarches relatives aux questions européennes. En effet, le Pays a été retenu comme Groupe d'Action Locale (GAL) LEADER et Groupe FEP. En tant que GAL, dans le cadre de la programmation LEADER 2007-2013, le Pays a présenté une candidature qui lui a permis d'obtenir la gestion d'une enveloppe FEADER destinée à financer des projets portés par les acteurs de son territoire. La priorité ciblée par le Pays est la « valorisation économique des ressources patrimoniales du territoire ». Au titre des crédits FEADER octroyés, le Pays Pyrénées-Méditerranée a déjà sélectionné vingt-huit projets en Comité de Programmation. En outre, en tant que Groupe FEP, le Pays a déposé une candidature dans le cadre de l'appel à projet de l'axe 4 du Fonds Européen pour la Pêche et a ainsi mis en place une Stratégie de Développement Local pour son territoire.

Outre son implication dans les dispositifs financiers européens, le Pays Pyrénées-Méditerranée a toujours accordé une importance particulière à la coopération transfrontalière. Dès la création de l'association en 1998, les acteurs du territoire impliqués dans la démarche ont affiché leur volonté d'intégrer la dimension transfrontalière à la stratégie du Pays. Développer des actions avec les homologues de la Catalogne sud semblait être une évidence pour le Pays étant donné sa position stratégique frontalière. Le Pays Pyrénées-Méditerranée a d'ailleurs participé, dès 2001, au programme Interreg III-A, dans le cadre duquel il a porté cinq projets. Au total, pour la période de programmation 2000-2006, près de 1 500 000 euros de FEDER ont été mobilisés pour le territoire du Pays Pyrénées-Méditerranée. Les partenaires privilégiés du Pays, situés en Catalogne, sont les Comarques de l'Alt Empordà, de la Garrotxa, et du Ripollès. La Charte de territoire élaborée par le Pays, qui contient un axe exclusivement consacré au « développement de la coopération et des échanges transfrontaliers », témoigne de l'importance accordée par l'association à la coopération transfrontalière. Il faut également ajouter que le Pays a obtenu le label de « Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier » pour le Vallespir et la Vall de Camprodon ».

En outre, le Pays Pyrénées-Méditerranée a su développer, à travers son équipe technique, une importante ingénierie de projets pour les acteurs du territoire, mais également mobiliser des financements européens conséquents en tant que porteur de projet.

Enfin, dans le département des Pyrénées-Orientales, nous devons mentionner des structures, à caractère associatif, qui n'ont pas vocation à participer à la gestion des différents Programmes européens mais qui sont toutefois entièrement consacrées à l'accompagnement et à la sensibilisation des acteurs du territoire aux questions européennes. Nous aborderons dans notre travail deux structures financées par le Conseil

Général des Pyrénées-Orientales²⁴, qui sont aujourd'hui des structures de référence dans le département sur ces domaines : l'Agence de Développement Rural Europe et Territoires (A.D.R.E.T.). et la Maison de l'Europe Pyrénées-Roussillon.

L'Agence de Développement Rural Europe et Territoires (A.D.R.E.T.) - Centre d'Information Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon

L'A.D.R.E.T. (Agence de Développement Rural Europe et Territoire), est une association loi 1901, créée en 1993, regroupant des personnes morales comme le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée, l'Association des maires et adjoints des Pyrénées-Orientales, les chambres consulaires et bien d'autres collectivités territoriales et associations. Depuis sa création, elle a développé des actions d'information et de sensibilisation sur l'Union Européenne. Elle a su constituer un véritable trait d'union entre l'Europe et le citoyen. Située dans notre département, sur la commune de Prades, l'A.D.R.E.T. est aujourd'hui, et ce depuis 2005²⁵ labellisée « Centre d'information Europe Direct » dans le cadre du Réseau officiel de l'Union Européenne.

Le réseau Europe Direct, mis en place par l'Union Européenne, compte aujourd'hui plus de 500 centres d'information répartis dans les vingt-sept États membres. Ces centres offrent un service d'information générale sur l'Union Européenne. Leurs missions principales sont les suivantes :

- donner aux citoyens des informations adaptées à leurs besoins, des conseils et des réponses à leurs questions sur l'Union Européenne, son fonctionnement, ses actions et ses financements ;
- encourager activement le débat local et régional sur l'Union Européenne et ses politiques ;
- rendre compte aux institutions européennes des questions, des avis ou des suggestions des citoyens.

Ces centres ont donc pour objectif d'offrir un service d'information, d'animation et de conseil au niveau régional.

²⁴ La Direction Europe - Développement Local du Conseil Général des Pyrénées-Orientales consacre une ligne budgétaire spécialement au financement de ces deux associations.

²⁵ De 1994 à 2004, l'A.D.R.E.T. était labellisée par la Commission européenne « carrefour rural européen ».

L'A.D.R.E.T., qui développe cette activité sous le terme de « Centre d'Information Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon », fait office dans le département d'intermédiaire entre l'Union Européenne et la population locale. Elle est l'un des cinquante-quatre centres d'information du réseau Europe Direct en France.

En tant que membre du réseau, l'A.D.R.E.T. développe un grand nombre d'activités à destination de la population locale. L'Agence dispose dans ses locaux d'un grand espace de documentation gratuite sur l'Union Européenne et ses institutions et elle possède également un site Internet complet²⁶, offrant des informations sur l'actualité européenne, le fonctionnement de l'Union ou encore sur les financements européens disponibles sur le territoire. Les actions de l'A.D.R.E.T. sont destinées à tous les publics, allant des scolaires aux acteurs du territoire. L'A.D.R.E.T. détient un rôle important de relais d'information auprès des citoyens au niveau local (animations, journées informatives...), elle apporte en retour son point de vue aux institutions européennes et elle s'est également spécialisée dans l'accompagnement des porteurs de projets. Un partenariat avec la Représentation de la Commission européenne à Barcelone permet également à l'A.D.R.E.T. de disposer de documentation sur l'Europe en catalan, (cette documentation est notamment transmise à la Casa de la Generalitat de Catalunya à Perpignan ou aux écoles bilingues) du département.

En tant que relais « Europe Direct », l'A.D.R.E.T. conduit un travail de lobbying important auprès des institutions européennes à Bruxelles, ce qui représente un enjeu de taille pour le département des Pyrénées-Orientales. Enfin, la spécificité de l'A.D.R.E.T. par rapport aux autres structures « européennes » du département, est son ancrage sur les questions agricoles et rurales. L'AD.R.ET. (en complément de sa mission de généraliste de l'Union européenne via le Centre Europe Direct) assure un appui aux structures agricoles sur la PAC (Politique Agricole Commune) et a été retenue comme structure animatrice du Réseau rural régional Languedoc Roussillon. Ce réseau, qui se décline également au niveau national et européen, a pour vocation de faciliter la mise en œuvre du FEADER en Languedoc Roussillon, de développer des échanges entre acteurs ruraux et d'accompagner les GALs Leader.

La Maison de l'Europe Pyrénées Roussillon

La Maison de l'Europe Pyrénées Roussillon, située à Perpignan, est une association régie par la Loi 1901 créée en 1993. Elle est affiliée à la Fédération Française des Maisons de l'Europe (FFME) ainsi qu'au Réseau Européen de Formation et d'Éducation à l'Europe (EUNET).

²⁶ www.europedirectplr.fr

Quatre missions principales caractérisent l'association. Le premier objectif de la Maison de l'Europe Pyrénées-Roussillon est de constituer une interface entre les institutions européennes et le tout public. Elle dispose pour cela, tout comme le relais Europe Direct de Prades, d'une bibliothèque européenne d'accès gratuit comprenant livres, brochures, documents, fiches et périodiques. La Maison de l'Europe organise également tout au long de l'année diverses manifestations sur le thème de l'Europe comme par exemple des conférences, des exposés sur des thèmes européens ou des animations en milieu scolaire, mais l'évènement le plus important reste la Journée de l'Europe, qu'elle met en place chaque année le 9 mai. En organisant de telles manifestations, en plus des cours de langues, la Maison de l'Europe contribue au développement d'une éducation et d'une citoyenneté européenne. En outre, elle joue également un rôle d'appui technique à destination des acteurs du territoire souhaitant monter des projets européens.

La Maison de l'Europe de Perpignan s'est définie une quatrième mission, celle d'ouvrir son champ d'action au niveau transfrontalier. En effet, elle a su développer depuis quelques années des liens privilégiés avec el Casal d'Europa de Berguedà, un de ses homologues en Catalogne. Les deux associations ont notamment été à l'initiative, en 2006, du projet « La culture catalane et les jeunes de deux territoires européens » impliquant diverses structures et associations des deux territoires, dans le cadre du programme européen LEADER +²⁷.

Dans la première partie de notre travail, nous avons constaté que l'Union Européenne pouvait représenter un enjeu considérable pour le développement des territoires au niveau local. En effet, à travers ses politiques communes et les dispositifs financiers qu'elle met à disposition des territoires, l'Union Européenne contribue au financement de nombreuses initiatives locales et elle mobilise également de nombreux acteurs locaux.

A partir de ces données, il nous a semblé pertinent de dresser un panorama des principaux dispositifs financiers européens en lien avec la thématique du développement local auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible, dans un premier temps au même titre que tout les autres territoires de l'Union, mais également ceux auxquels il peut prétendre de par ses caractéristiques et son positionnement géographique. Nous avons donc constaté que de nombreuses opportunités financières européennes étaient présentes sur le territoire, notamment en terme de coopération territoriale, et que celles-ci impliquaient la mobilisation d'un grand nombre d'acteurs et de structures du département. Ces structures (collectivités, associations ou services de l'État), dans le cadre de leurs compétences respectives, jouent un rôle important d'interface entre l'Union Européenne et la population

²⁷ Nom donné, au cours de la période de programmation précédente, à l'approche LEADER actuelle.

locale et peuvent également être acteurs dans la mise en œuvre des politiques communautaires au niveau local.

Après avoir abordé dans cette première partie les principales structures du département des Pyrénées-Orientales impliquées dans des actions relatives aux questions européennes, nous allons à présent centrer notre étude sur le rôle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales dans ce domaine, en définissant la stratégie mise en place par l'institution. Nous tenterons alors d'identifier les complémentarités existant entre les actions développées par les structures déjà abordées et celles du Conseil Général, ainsi que de déterminer les spécificités faisant de la collectivité un acteur incontournable dans la mise en œuvre des politiques européennes dans les Pyrénées-Orientales.

Deuxième partie

Les Conseils Généraux et leur stratégie de mise en œuvre et de gestion des dispositifs européens: l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

2.1. La stratégie actuelle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales joue un rôle central dans le département en matière de gestion des financements européens et de coopération transfrontalière. En ce qui concerne le fonctionnement et l'organisation de l'Institution dans ces domaines, elle dispose d'une Direction Europe – Affaires Transfrontalières – Développement local, au sein de laquelle un Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict est chargé de mettre en place toutes les actions relatives aux questions européennes et transfrontalières. La Direction regroupe la dimension européenne, le développement local et les politiques territoriales. Une telle organisation institutionnelle témoigne du lien existant entre ces thématiques et de l'impact que les actions liées aux affaires européennes et transfrontalières peuvent avoir sur le développement du territoire.

Nous allons à présent procéder à une présentation des actions menées par Pôle Europe - Transfrontalier - Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales sur les questions relatives à l'Europe et au transfrontalier. Il s'agira de repérer les complémentarités avec les structures précédemment citées et d'identifier clairement le rôle stratégique de la collectivité dans ces domaines.

Le Pôle dispose d'un effectif de quatre personnes (un chef de Pôle et trois chargés de mission), auxquels il faut ajouter la création prochainement d'un poste. La stratégie mise en œuvre au sein du Pôle suit une **approche territoriale**. En effet, quatre profils de postes différents se dessinent, chacun correspondant à une entrée territoriale différente en fonction des missions effectuées. Cette structuration, relativement récente, a été déterminée lors du lancement d'un projet de réorganisation du Pôle. Elle a été jugée comme étant la plus pertinente et la plus adaptée pour la mise en œuvre des questions européennes sur notre territoire. En effet, les profils de postes présents au sein du Pôle ont été déterminés afin de s'adapter au mieux aux caractéristiques du département des Pyrénées-Orientales. L'approche territoriale de la stratégie du Pôle Europe - Transfrontalier - Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales se traduit alors par les profils de postes suivants :

- un profil « Régional »
- un profil « Transfrontalier / Ibérique »

- un profil « Méditerranée / Programmes thématiques Commission Européenne »
- un profil « Espace Catalan Transfrontalier ».

Nous détaillerons à présent les missions assignées à chacune des personnes travaillant sur ces postes, tout en repérant les complémentarités avec les actions menées par les autres structures du département précédemment citées, compétentes elles aussi sur les questions européennes.

Entrée territoriale « Régionale »

La personne possédant ce profil de poste « régional » travaille spécialement sur les **fonds européens FEDER et FEADER**, dans le cadre de l'Objectif « Compétitivité Régionale et Emploi » de la Politique de Cohésion, et du deuxième pilier de la Politique Agricole Commune : la Politique de Développement rural. Il s'agit plus particulièrement du suivi du **Programme Opérationnel régional « Compétitivité Régionale et Emploi » Languedoc-Roussillon** pour le FEDER, et du **volet régional du Programme Opérationnel de Développement Rural** pour le FEADER.

En tant que collectivité territoriale, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales est partenaire de ces deux programmes et en est donc un membre actif. En ce sens, le Pôle a participé activement en amont à l'élaboration des programmes pour la période 2007-2013. Il est à présent impliqué dans le suivi de ces programmes, pour le FEDER et le FEADER. En effet, la chargée de mission du Pôle travaillant sur ce poste siège à tous les Comités de Suivi et de Programmation organisés au niveau régional. Ce statut permet d'émettre des avis au nom de l'institution et de défendre les projets présentés dans le département des Pyrénées-Orientales. Le Pôle joue également un rôle d'information et d'accompagnement, aussi bien en externe auprès des porteurs de projets du territoire, qu'en interne pour les autres Directions thématiques de l'institution souhaitant mobiliser des financements. En ce sens, il informe les porteurs de projets sur les Programmes, recherche éventuellement des porteurs de projets potentiels en fonction de leurs compétences et les appuie dans le montage de leurs dossiers. Le Pôle est ensuite chargé du suivi des dossiers instruits dans le département et est donc en capacité d'intervenir en cas de difficulté rencontrée par les porteurs de projets, que ce soit pour les acteurs du territoire en externe ou pour les Directions de l'institution en interne. Enfin, lorsque le Conseil Général est sollicité en tant que co-financeur pour des projets FEDER ou FEADER relevant de ces Programmes, le Pôle coordonne l'instruction de tous les dossiers co-financés, avec les Directions thématiques de l'institution concernées.

Si l'on procède à une comparaison des actions menées par le Conseil Général des Pyrénées-Orientales dans ces deux domaines et des actions menées par les autres structures du département dans le cadre de cet objectif de la Politique de Cohésion, nous pouvons noter que son statut même de collectivité territoriale le positionne en tant qu'acteur incontournable au sein des Programmes. En effet, les structures associatives comme la Maison de l'Europe, l'Agence de Développement Rural Europe et Territoires (A.D.R.E.T.), ou encore les Pays, n'ont pas vocation à siéger aux Comités de Suivi et de Programmation. Toutefois, la Préfecture de département et le Conseil Régional sont partenaires au même titre que le Conseil Général. Ils contribuent à l'élaboration des Programmes en amont et participent aux différents Comités. Toutefois, la Région, au même titre que le SGAR (Préfecture de Région), a un rôle plus important. Ce sont eux les véritables gestionnaires des Fonds.

En ce qui concerne l'accompagnement des porteurs de projets du territoire et la diffusion d'informations relatives aux Programmes Opérationnels FEDER et FEADER, les structures associatives de la Maison de l'Europe et de l'A.D.R.E.T. se sont largement positionnées. Elles ont développé un rôle important de sensibilisation du public sur toutes les questions relevant de l'Union Européenne, et notamment sur les opportunités de financements. L'A.D.R.E.T. s'est tout particulièrement spécialisée sur les questions rurales avec le FEADER et accompagne les porteurs de projets dans leurs démarches dans le cadre de la Politique Agricole Commune et donc la Politique de Développement Rural. En outre, le Pays Pyrénées-Méditerranée représente également un important relais d'information et d'accompagnement pour les acteurs de son territoire.

Le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales est à la fois partenaire des Programmes Opérationnels et spécialisé dans l'accompagnement des porteurs de projets du département. L'addition de ces deux caractéristiques permet au Conseil Général de se positionner en tant qu'acteur incontournable de la mise en œuvre de la Politique de Cohésion et de la Politique Agricole Commune sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales.

En ce qui concerne l'autre fonds structurel de l'Union Européenne, le FSE, intervenant également dans le cadre de l'Objectif « Compétitivité Régionale et Emploi » de la Politique de Cohésion, le Pôle est moins présent que sur les deux autres Fonds précédemment mentionnés. Au sein du Conseil Général, une subvention globale est gérée par la Direction de la Solidarité, qui lui permet de financer des projets présentés par les acteurs du territoire (notamment les chantiers d'insertion) au titre du Programme Opérationnel National du FSE. Toutefois, la Direction de la Solidarité est seulement positionnée sur deux mesures du programme, ce qui implique une mobilisation très limitée

du FSE dans le département. Une des piste explorée au sein du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict serait de renforcer son rôle sur le suivi du FSE, en coordination avec la Direction de la Solidarité pour la période de programmation à venir, mais également de se positionner sur l'information et l'accompagnement des porteurs de projets.

Entrée territoriale « Transfrontalier / Ibérique »

La personne possédant ce profil de poste « transfrontalier / ibérique » est spécialisée dans le suivi des Programmes de Coopération Interreg mis en place à l'échelle transfrontalière et orientées vers les territoires de la péninsule ibérique. Ces programmes, dont la zone des territoires éligibles inclut le département des Pyrénées-Orientales, sont le Programme de Coopération transfrontalière POCTEFA et le Programme de Coopération Transnationale SUDOE²⁸. Il s'agit de Programmes élaborés dans le cadre de l'Objectif « Coopération Territoriale Européenne » de la Politique de Cohésion.

Le Programme de coopération transnationale SUDOE

L'implication du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict n'est cependant pas la même dans les deux Programmes. Dans le cadre de la coopération transnationale, l'échelle territoriale départementale (ou NUTS III dans la nomenclature européenne), n'entre pas dans la mise en œuvre des Programmes. Les Conseils Généraux ne participent pas à l'élaboration en amont des Programmes, ne siègent à aucun Comité et ne possèdent donc pas de pouvoir de décision. Les territoires impliqués, plus vastes, sont ceux de niveau NUTS II (les régions en France) des différents États membres. Toutes les procédures concernant des dossiers présentés par un partenaire des Pyrénées-Orientales sont directement gérées au niveau régional. Pour le territoire du Languedoc-Roussillon, le Conseil Régional est donc la seule collectivité à participer aux Comités de Programmation et de Suivi. Cela s'explique par l'étendue des Programmes transnationaux sur de grandes échelles, couvrant des régions de plusieurs États membres. L'échelle départementale est alors trop réduite pour être impliquée dans la mise en œuvre de ces Programmes de coopération.

Toutefois, le Pôle est présent pour informer et accompagner les porteurs de projets du département des Pyrénées-Orientales souhaitant monter un projet de coopération avec des partenaires situés dans la zone éligible au Programme. La chargée de mission consacrée à ce poste effectue un suivi de la programmation du SUDOE ainsi qu'un travail de veille de tous les appels à projets afin d'apporter un appui aussi bien aux acteurs du territoire en externe qu'aux autres Services de la collectivité en interne lorsqu'ils sollicitent le Pôle.

²⁸ Voir supra, première partie : « Objectif Coopération Territoriale »

Enfin, un des récents objectifs du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict, est de se positionner son institution en tant que porteur ou partenaire de projets de coopération. Ne pouvant intervenir dans la gestion et la mise en œuvre des Programmes à l'échelle transnationale, cette opportunité serait une occasion pour le Conseil Général des Pyrénées-Orientales de développer un rôle différent. En participant à des projets de coopération à l'échelle transnationale, notamment dans le cadre du Programme SUDOE, ou tout simplement en encourageant les autres Services de l'institution à s'impliquer, le Pôle permettrait ainsi la mobilisation de crédits européens spécifiquement pour le Conseil Général. Ainsi, au cours de la période actuelle de programmation, le Pôle a accompagné plusieurs Services de l'institution pour le montage de dossiers qui seront prochainement présentés dans le cadre d'un appel à projets. Les Directions concernées pourront ainsi bénéficier d'un co-financement FEDER pour la réalisation de leurs actions de coopération.

Le Programme de coopération transfrontalière POCTEFA

Toujours dans la même entrée territoriale, la deuxième grande mission concerne la coopération transfrontalière, dans le cadre du dispositif Interreg IV-A de la Politique de Cohésion. A cette échelle de coopération, contrairement à l'échelle transnationale que nous venons d'aborder, les Conseils Généraux sont largement impliqués dans la gestion et la mise en œuvre des Programmes. Cela s'explique par le fait qu'au niveau européen, l'échelle territoriale NUTS III (donc celle des départements pour la France), est l'échelle de référence pour la coopération transfrontalière. En effet, la Commission s'est basée sur ces territoires pour délimiter les zones éligibles des Programmes de coopération au niveau des différentes frontières des États membres. Ce positionnement offre donc au Conseil Général des Pyrénées-Orientales un rôle central dans la mise en œuvre du Programme de Coopération Transfrontalière France-Espagne-Andorre (POCTEFA).

Le Pôle est tout d'abord présent dans l'élaboration en amont du Programme, c'est-à-dire qu'il participe avec tous les partenaires des différents territoires concernés à la détermination des axes et mesures qui figureront dans le document du Programme Opérationnel. Il participe également à toutes les réunions techniques, et siège aux Comités de Suivi et de Programmation. En parallèle, un important travail d'information et d'accompagnement envers les porteurs de projets est fourni, en interne comme en externe. En ce qui concerne l'accompagnement des Services de l'institution en interne, le Pôle intervient à la fois pour les Services positionnés en tant que porteurs de projets et pour les Services sollicités en tant que co-financeurs pour un projet.

Enfin, l'intervention du Pôle dans le cadre du Programme POCTEFA implique le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble des projets portés dans le département des Pyrénées-Orientales. Il s'agit des projets portés aussi bien par les acteurs du territoire que par les

différents Services du Conseil Général. Le Pôle joue ce rôle de suivi en tant que partenaire du Programme, c'est-à-dire qu'il est en lien direct avec les Autorités de gestion, de certification et le Secrétariat Technique Conjoint qui lui transmettent toutes les informations concernant les dossiers retenus dans les Pyrénées-Orientales, mais également de par son statut de Point Relais²⁹ au sein du Programme. Il constitue alors le premier échelon entre les gestionnaires du Programme et les porteurs de projets. En ce qui concerne le nombre de projets portés en maîtrise d'ouvrage par des Directions de l'institution en interne, une évolution est à noter entre la période de programmation précédente (2000-2006) et la période actuelle (2007-2013). En effet, cinq projets ont été retenus pour la période actuelle, contre seulement deux entre 2000 et 2006. Sur les cinq projets de coopération transfrontalière, un projet est porté directement par le Pôle. Cela le positionne alors, outre toutes ses actions d'accompagnement et de gestion du Programme, en tant que porteur de projets. La chargée de mission du Pôle spécialisée dans le suivi du Programme POCTEFA gère directement ce projet en interne.

Ce profil de poste témoigne alors du choix stratégique du Pôle de se positionner sur la coopération à travers les Programmes européens. Le Pôle s'est tout d'abord positionné en matière de coopération transfrontalière, puis s'implique désormais dans les Programmes de coopération à l'échelle transnationale. Si l'on procède à une analyse du rôle du Conseil Général dans le département des Pyrénées-Orientales en ce qui concerne le Programme de coopération transfrontalière, on s'aperçoit qu'il est aujourd'hui un acteur incontournable dans ce domaine. En effet, son statut de collectivité lui permet d'être impliqué directement dans la gestion du Programme pour l'ensemble des acteurs du territoire et il a en parallèle développé une importante mission d'accompagnement et d'ingénierie de projet. En outre, son statut de Point relais lui permet d'être l'institution ressource pour tous les acteurs du département.

Si l'on observe en parallèle les missions réalisées par les autres structures du département, on constate que d'autres institutions sont également impliquées dans la mise en œuvre du Programme.

La Préfecture de département, en tant que Service déconcentré de l'État, est également partenaire du Programme et représente l'État au sein de tous les Comités de Suivi et de Programmation, ainsi qu'au moment de l'élaboration en amont du Programme. En revanche, elle est moins impliquée dans la gestion directe des projets portés dans le département. En outre, en tant que collectivité territoriale, le Conseil Régional Languedoc-Roussillon est également présent au cours de toutes les étapes de programmation et de suivi. Le Conseil Général reste tout de même la collectivité la plus impliquée étant donné que l'échelle de référence du Programme est l'échelle départementale. La Région effectue un

²⁹ Voir supra, première partie : Objectif « Coopération Territoriale Européenne »

suivi global de la programmation mais est moins présente dans l'accompagnement des acteurs du département des Pyrénées-Orientales du fait de son éloignement. D'autre part, si l'on compare le rôle du Conseil Général dans le Programme POCTEFA avec celui de la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée ainsi que du Pays Pyrénées-Méditerranée, nous constatons qu'elles sont positionnées différemment. En effet, elle n'ont pas vocation à participer à la mise en œuvre du Programme. Le Pays Pyrénées-Méditerranée est toutefois très impliqué en tant que porteur de projets déposés dans le cadre du Programme et est également très présent dans l'accompagnement des acteurs de son territoire. En revanche, la Communauté d'Agglomération n'est pas aujourd'hui un acteur essentiel de la coopération au sein même du Programme POCTEFA. Elle a tout de même participé à un projet en tant que partenaire, mais ses principales actions dans le domaine du transfrontalier ne concernent pas ce Programme de coopération. Enfin, les structures associatives telles que l'A.D.R.E.T. et de la Maison de l'Europe son très performantes dans l'accompagnement des acteurs du territoire, y compris concernant les questions transfrontalières. Connaissant tous les dispositifs européens, elles orientent les porteurs de projets dans leurs démarches. Elles représentent donc, avec le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, des structures ressources pour les porteurs de projets.

On peut constater une complémentarité entre les différentes structures du département des Pyrénées-Orientales participant au Programme de Coopération Transfrontalière POCTEFA. À travers son Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict, le Conseil Général est donc la seule institution à être à la fois impliqué au cœur de la gestion du Programme et positionné dans l'ingénierie de projets pour tous les porteurs de projets du territoire. Ces aspects en font un acteur incontournable du département des Pyrénées-Orientales dans la mise en œuvre du programme POCTEFA.

Il en est de même pour le positionnement des autres structures du département dans les Programmes d'échelle transnationale, dans ce cas précis le programme SUDOE, simplement le Conseil Général n'y joue pas un rôle central car tout est géré au niveau régional.

Après avoir détaillé les deux premiers axes de la stratégie de travail du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict Pays Catalan du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, nous allons à présent aborder la troisième approche territoriale faisant partie des priorités du Pôle, celle d'une ouverture sur le bassin méditerranéen, pouvant également offrir des opportunités sur la coopération décentralisée³⁰.

³⁰ La Coopération Décentralisée représente tous les échanges et partenariats menés avec des collectivités étrangères situées hors du territoire de l'Union Européenne.

Entrée territoriale « Méditerranée / Programmes thématiques Commission européenne ».

La mise en place d'un poste consacré à ces questions est relativement récente. C'est en effet en début d'année 2010 que le Pôle a réellement décidé de renforcer ces compétences dans le domaine de la coopération à l'échelle méditerranéenne. Cette seconde échelle de coopération, plus vaste que l'échelle transfrontalière, témoigne de l'importance accordée au développement des actions de coopération du Pôle. En effet, s'étant largement spécialisé dans les relations transfrontalières, et pas uniquement dans le cadre des Programmes européens³¹, le Pôle souhaite désormais exploiter davantage les opportunités de coopération à l'échelle du bassin méditerranéen. Le département des Pyrénées-Orientales a la caractéristique principale d'être frontalier, certes, mais il est également tourné vers la Mer Méditerranée. De nombreux enjeux sont donc à exploiter en développant des échanges avec les collectivités d'autres territoires. D'autres Conseils Généraux situés sur le pourtour méditerranéen ont déjà fait de cet espace leur priorité d'actions. Ils ont fait ce choix soit car de vrais enjeux existent dans la coopération avec d'autres territoires méditerranéens, soit car ils n'ont pas d'autres opportunités de coopération comme par exemple à l'échelle frontalière. Il semblait pertinent pour le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict d'exploiter davantage ce nouvel axe de coopération, en le considérant désormais comme une des quatre priorités de sa stratégie.

Le Programme de coopération transnationale MED.

Dans la zone du bassin méditerranéen, l'Union Européenne a mis en place un Programme de coopération transnationale dans le cadre de l'Objectif « Coopération Territoriale Européenne » de la Politique de Cohésion, au même titre que le programme SUDOE orienté vers la Péninsule ibérique que nous avons abordé ci-dessus. Il s'agit du Programme MED³². En ce qui concerne les missions du Pôle dans le cadre de ce Programme, elles sont de même nature que pour l'autre Programme de Coopération Transfrontalière SUDOE. Dans le cadre de ce profil de poste, la chargée de mission effectue également le suivi de toute la programmation, sans pour autant intervenir dans la mise en œuvre du Programme, ce rôle étant réservé à l'échelle régionale. Ainsi le Pôle est présent pour accompagner et informer les acteurs du territoire souhaitant monter un projet de coopération, aussi bien en externe qu'en interne à l'institution comme pour l'ensemble des

³¹ Au niveau transfrontalier, le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict a développé d'importants partenariats transfrontaliers n'entrant pas dans le cadre du Programme européen POCTEFA (Cf. : partie suivante concernant le quatrième profil de poste du Pôle)

³² Toutes les informations concernant le Programme MED apparaissent dans la première partie.

dispositifs européens. La place du Conseil Général en matière de coopération à cette échelle territoriale, par rapport aux autres structures mentionnées, est alors la même que dans le Programme SUDOE précédemment cité. S'agissant de deux dispositifs de mise en œuvre identique, l'implication de chaque membre dans les Programmes est la même.

Le Programme IEVP de coopération transfrontalière « Bassin Maritime Méditerranée ». Un autre outil européen de coopération est disponible pour le département des Pyrénées-Orientales, permettant de développer cette fois-ci des projets de coopération avec des partenaires situés sur les deux rives de la Méditerranée, il s'agit du Programme IEVP de Coopération Transfrontalière « Bassin Maritime Méditerranée »³³, un des Programmes de Coopération Transfrontalière de la Politique Européenne de Voisinage. La participation à ce programme entre également dans les actions développées au titre de ce profil de poste. Étant donné le positionnement récent du Pôle dans le suivi de ce Programme, aucun partenariat n'a encore été concrétisé en vue de répondre à un appel à projets. Cela s'explique notamment par le fait que le Pôle se soit impliqué dans le Programme au cours d'une période située entre deux appels projets. Toutefois, le Pôle mène d'importantes actions de lobbying auprès des centres de décisions du Programme c'est-à-dire auprès de la Région Autonome de Sardaigne, qui est l'Autorité de Gestion du Programme et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a la compétence de Point de Contact national. En outre, le Pôle est également dans une phase de prise de contact avec des partenaires potentiels entrant dans le territoire du Programme, le but étant de former des réseaux pouvant amener au développement de partenariats plus solides. Cependant, ce travail de prise de contact est long et implique l'adaptation aux différentes méthodes de travail rencontrées, aux côtés de partenaires avec lesquels le Conseil Général des Pyrénées-Orientales n'avait jamais collaboré. Les ambitions du Pôle sont alors de s'informer davantage sur les orientations des appels à projet à venir et de développer un réel service d'accompagnement sur le territoire et pour les autres Directions de l'institution afin d'envisager prochainement l'émergence d'un projet de coopération IEVP dans le département des Pyrénées-Orientales.

L'implication dans ce Programme de coopération représente une nouvelle étape dans la stratégie du Pôle, mais également pour l'image de l'institution. En effet, au niveau du Conseil Général, aucune initiative n'a encore été lancée. Enfin, développer des échanges avec des partenaires de la rive sud de la méditerranée permettrait d'ouvrir le champ à d'éventuels partenariats de Coopération Décentralisée.

³³ Toutes les informations concernant le Programme IEVP de Coopération Transfrontalière « Bassin Méditerranéen » apparaissent dans la Partie 1 du travail, paragraphe 1.2. La Politique Européenne de Voisinage.

L'Association Arc Latin

A la marge des programmes européens de coopération, d'autres dispositifs sont également mis en place à travers des partenariats développés entre collectivités locales de divers États membres. À l'échelle méditerranéenne, le département des Pyrénées-Orientales fait partie d'un réseau de coopération associant une soixantaine de collectivités espagnoles, françaises et italiennes situées sur le pourtour nord méditerranéen. Il s'agit de l'association Arc Latin, officiellement constituée en 2002. Les collectivités membres de l'Arc Latin sont exclusivement de niveau NUTS III, c'est-à-dire l'équivalent des départements en France.

Territoires membres de l'Arc Latin



Source : Site Internet du Conseil Général de l'Hérault: <http://www.herault.fr/international/l-arc-latin>

Concrètement, l'Arc Latin est un espace de coopération politique et technique entre collectivités territoriales, au sein duquel sont mises en œuvre des actions communes essentiellement en matière de cohésion sociale et économique. Il permet également aux collectivités, en s'associant, d'être plus compétitives et de s'affirmer davantage au niveau européen. L'Arc Latin est représenté par les Présidents de ses différentes collectivités membres. En France, dix autres Conseils Généraux sont membres de l'Arc Latin, à savoir

les Conseils Généraux des Bouches-du-Rhône, de la Corse du sud, de l'Ardèche, de l'Aude, de l'Hérault et de la Drôme, des Alpes-Maritimes, du Gard, du Var, et de la Haute-Corse.

Les membres de l'Arc Latin ont défini cinq priorités dans lesquelles doivent s'inscrire leurs actions :

- Définir une stratégie intégrée de développement et d'aménagement de l'espace Arc Latin, en y incluant et en mobilisant les acteurs socio-économiques, avec une perspective de la base vers le sommet ;
- Établir une concertation périodique, dynamique et flexible, centrée sur les domaines les plus importants dans le développement du territoire ;
- Travailler sur des projets et des initiatives communes ;
- Défendre les intérêts et les nécessités de ses territoires auprès des institutions communautaires et nationales ;
- Ouvrir un espace de coopération avec les pays du Sud de la Méditerranée.

La gouvernance de l'Arc Latin est principalement constituée d'une Assemblée Générale, d'un Conseil d'Administration, d'un Secrétariat Technique ainsi que de quatre Commissions Thématiques (cohésion sociale, cohésion économique, cohésion territoriale et coopération en Méditerranée). Ce sont les collectivités elles-mêmes qui président chacune de ces instances, sur le principe de la Présidence tournante. Les actions de coopération menées au sein de l'Arc Latin, qui suivent les grandes priorités mentionnées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre d'un plan de travail nommé « Arc Latin 2010 : un territoire méditerranéen durable ». Les quatre Commissions Thématiques travaillent actuellement sur l'élaboration d'un nouveau plan stratégique : « Arc Latin 2015 ».

Fortement impliqué dans l'Arc Latin, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales a déjà présidé une Commission Thématique sur le thème de la Culture. Aujourd'hui, l'un de ses objectifs est d'obtenir à nouveau prochainement la présidence d'une Commission Technique, afin de se positionner en tant que membre stratégique. En ce qui concerne l'implication du Conseil Général des Pyrénées-Orientales dans l'Arc Latin, il a déjà présidé dans le passé une Commission Thématique, sur le thème de la culture. D'ailleurs, un de ses objectifs aujourd'hui est d'obtenir à nouveau prochainement la présidence d'une Commission Technique, afin de se positionner en tant que membre stratégique. En outre, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales est positionné en tant que partenaire d'un projet financé dans le cadre de l'Association. En effet, l'Arc Latin dispose d'une ligne budgétaire propre et ses membres ont la possibilité de proposer des projets de coopération en Conseil d'Administration, en s'associant avec d'autres collectivités, afin d'obtenir un cofinancement

d'un taux de 50 % du projet par l'Association, le reste des crédits étant financé par les partenaires eux-mêmes. Le Pôle travaille actuellement sur le suivi d'un projet en lien avec une Direction de l'Agriculture, qui s'est positionnée en tant que partenaire dans un projet de valorisation des foires itinérantes et des produits du terroir. Enfin, dans le cadre des divers séminaires organisés sur le territoire de l'Arc Latin, dernièrement, en avril 2010, le Conseil Général a eu la responsabilité d'en organiser un sur le thème de « l'adaptation des territoires méditerranéens aux changements climatiques ».

L'objectif affiché désormais par l'ensemble des membres de l'Arc Latin est de participer aux Programmes européens présents sur le bassin Méditerranéen. En effet, l'association pourrait se positionner directement en tant que porteur de projets de coopération dans le cadre des programmes MED et IEVP Bassin Maritime méditerranéen. L'Arc Latin mène pour cela de nombreuses actions de lobbying, en participant à des manifestations européennes tels que les Open Days ou encore en étant membre de nombreuses associations au niveau européen, comme par exemple la Conférence des régions Périphériques et Maritimes d'Europe (CRPM) ou la Confédération Européenne des Pouvoirs Locaux intermédiaires (CEPLI).

Il faut également noter que dans les Pyrénées-Orientales, en tant que collectivité territoriale, seul le Conseil Général est impliqué dans l'association de l'Arc Latin. À travers le réseau Arc Latin, le Conseil Général a développé davantage son champs de coopération. En effet, cette association n'est pas un Programme communautaire (comme les autres dispositifs abordés auparavant), mais il permet à des territoires de s'associer et de pouvoir mener des actions de lobbying auprès des instances européennes. Enfin, l'Arc Latin est une opportunité pour le Conseil Général d'échanger, de coopérer avec des partenariats espagnols et italiens en abordant des thèmes représentant des enjeux pour l'ensemble des collectivités membres.

Nous venons d'aborder le troisième point de la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict Pays Catalan du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, concernant le développement d'échanges à l'échelle du bassin méditerranéen. Le Pôle a su saisir plusieurs opportunités afin de se positionner sur cette nouvelle échelle de coopération. Il est impliqué dans le suivi des Programmes de coopération européens MED et IEVP Bassin Maritime Méditerranéen, dans un premier temps en tant qu'accompagnateur pour le développement d'initiatives locales, puis dans un second temps son objectif et de faire porter des projets au nom de l'institution. En outre, il est membre de l'association Arc Latin, qui lui permet de s'associer avec d'autres territoires équivalents et d'obtenir plus de poids au niveau européen. Son implication dans ces trois dispositifs témoigne de la volonté de l'institution

d'élargir son champ d'actions. Enfin, il faut noter que la chargée de mission positionnée sur cette entrée territoriale suit également tous les appels à propositions directement lancés par la Commission européenne, ainsi que les Programmes européens thématiques n'entrant pas dans les Politiques communes de l'Union Européenne.

À travers cette nouvelle piste de travail, le Pôle élargit ses compétences en matière de coopération et développe ainsi son rôle d'acteur de la coopération en se distinguant des autres structures du département des Pyrénées-Orientales. Ces structures se sont également positionnées, comme par exemple l'A.D.R.E.T. et la Maison de l'Europe, qui, au même titre que tous les dispositifs européens sont en mesure d'accompagner les acteurs du territoire, ou encore la Préfecture de département et le Conseil Régional, qui font partie des partenaires du Programme MED et sont impliqués dans sa mise en œuvre. Cependant, toutes ces structures n'ont pas forcément vocation à se positionner en tant que porteur de projets.

Nous allons à présent aborder le dernier axe de la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, liée à une entrée territoriale plus réduite, centrée sur les échanges transfrontaliers de proximité : le profil « Espace Catalan Transfrontalier ».

Entrée territoriale « Espace Catalan Transfrontalier »

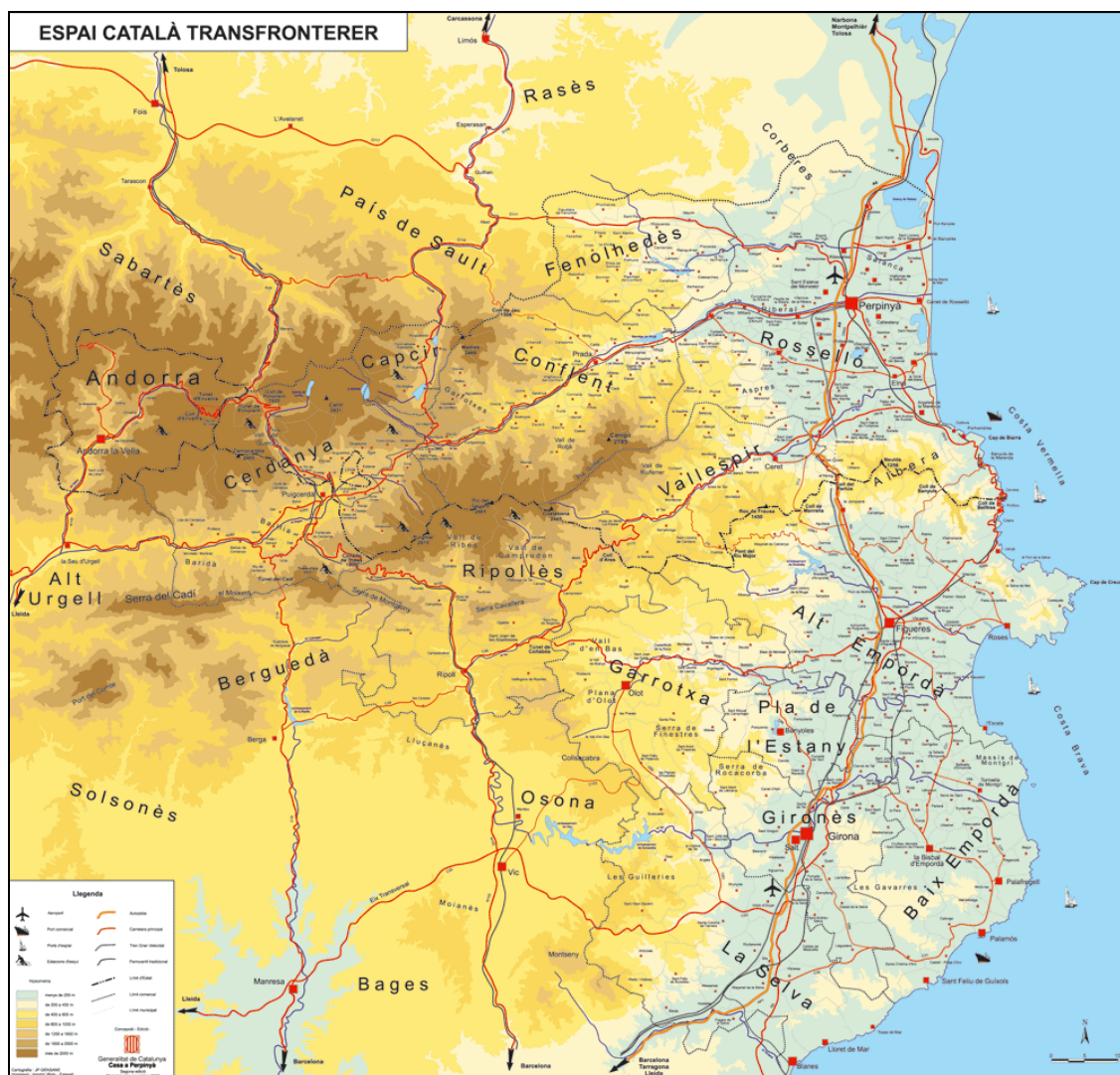
Nous avons déjà constaté la forte implication du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict dans le Programme de coopération transfrontalière POCTEFA. Cependant, le Pôle a développé bien d'autres actions transfrontalières en parallèle, à la marge de tout dispositif. En effet, depuis la création en 2003 d'une représentation officielle de la Generalitat de Catalogne³⁴ dans les Pyrénées-Orientales à Perpignan, appelée la Casa de la Generalitat, des échanges se sont développés avec le Conseil Général, jusqu'à aboutir aujourd'hui à un véritable partenariat transfrontalier de coopération. Ce quatrième profil de poste, alors présent au sein du Pôle est en grande partie consacré aux actions de coopération menées dans le cadre de ce partenariat. La mission principale de la Casa de la Generalitat est d'ailleurs la promotion de la coopération entre les Catalans du nord et du sud dans tous les domaines de la vie institutionnelle, socio-économique et culturelle³⁵. Cette institution représente alors la Generalitat de Catalunya dans toutes ses fonctions en Catalogne Nord. Le Conseil Général et la Casa de la Generalitat ont développé un

³⁴ Gouvernement de la Catalogne autonome.

³⁵ Pour plus d'éléments voir le site Internet de la Generalitat de Catalogne: <http://www20.gencat.cat/portal/>

accompagnement en commun afin de contribuer à la formation de partenariats entre les porteurs de projets de chaque côté de la frontière ainsi que l'émergence de projets de coopération.

Espace Catalan Transfrontalier



Source : Site Internet du Conseil Général des Pyrénées-Orientales. La coopération de proximité: <http://www.cg66.fr/339-la-cooperation-transfrontaliere-de-proximite.htm>

L'Accord-cadre de Coopération et ses Conventions d'application

En 2006 a été signé un **accord-cadre entre le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Generalitat de Catalunya**³⁶. Cet accord-cadre présente alors trois objectifs principaux :

³⁶ Voir l'annexe n°4 : Accord-Cadre de Coopération Transfrontalière

- mettre en œuvre une coopération transfrontalière approfondie et pérenne entre les deux institutions, afin de faciliter les échanges transfrontaliers entre la province de Gérone et les Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord) ;
- fédérer et coordonner les initiatives et projets transfrontaliers développés par les populations locales, le milieu associatif, les entreprises, les collectivités publiques ;
- préparer ensemble l'après-2006, en particulier le nouveau Programme européen « Coopération territoriale France/Espagne/Andorre » (POCTEFA).

Suite à la signature de cet Accord-cadre, depuis 2006, chaque année les deux institutions signent une **Convention d'application**, qui détermine les actions qui seront portées en commun au cours de l'année à venir. À ce jour, trois Conventions ont alors été signées entre les deux collectivités. Nous allons à présent aborder les grandes lignes de ce que chacune de ces Conventions ont pu apporter sur le territoire. Le territoire concerné est un espace transfrontalier, incluant le département des Pyrénées-Orientales ainsi que les comarques³⁷ de la province de Gérone (en Catalogne Sud). Ce territoire, appelé l'**Espace Catalan Transfrontalier**, est l'espace déterminé par les deux institutions pour la réalisation des actions transfrontalières, leur but étant de créer un véritable bassin de vie transfrontalier.

La première Convention d'application (juin 2006-juin 2007) a permis par exemple la réalisation de deux études menées sur l'Espace Catalan Transfrontalier, sur des thématiques concrètes, concernant les handicaps que la présence d'une frontière implique sur la vie quotidienne de la population locale. Il s'agissait d'une « étude sur la faisabilité de la création de lignes transfrontalières de transport en commun » et d'une « étude sur l'amélioration des services postaux et téléphoniques transfrontaliers ». Comme autre exemple de réalisation concrète sur le territoire, nous pouvons citer la mise en place d'une signalétique bilingue sur tous les sites du département des Pyrénées-Orientales gérés par le Conseil Général. Il s'agit par exemple des sites touristiques et naturels ou encore des routes. Les deux institutions ont également créé un **Service commun d'aide aux porteurs de projets transfrontaliers**, en informant les porteurs de projets de chaque côté de la frontière de dispositifs comme le Programme POCTEFA et en aidant à la recherche de partenaires. Enfin, dans le cadre de cette première Convention d'application, un guide a été élaboré à destination des associations, nombreuses sur le territoire aussi bien d'un côté de la frontière que de l'autre, afin de faciliter leurs démarches de coopération. Il s'agit du **Guide méthodologique sur la coopération entre associations**³⁸.

³⁷ Échelon territorial de la Catalogne qui, de par ses dimensions, correspond à une taille intermédiaire entre un canton et un arrondissement français. C'est une division géographique, historique, culturelle, ethnographique, économique, dans un territoire défini.

³⁸ Elaboré en lien avec les associations du CI&RA et du Support Associatiu.

La deuxième Convention d'application (juin 2007-juin 2008), prévoyait la création d'un Comité politique de suivi ainsi que d'un Comité technique pour l'ensemble du territoire de l'Espace Catalan Transfrontalier, en vue de mettre en place un **Eurodistrict**³⁹. Cette Convention a permis également la réalisation d'une étude de faisabilité d'un Fonds financier commun pour favoriser le développement de projets transfrontaliers, qui permettrait alors sa mise en place dès la Convention suivante. Enfin, de multiples manifestations communes à destination de la population locale ont été menées.

La troisième Convention d'application (juin 2008-juin 2009) prévoyait la mise en œuvre d'une **démarche commune de prévention du risque incendies** à l'échelle du Massif des Albères, massif possédant un versant de chaque côté de la frontière franco-espagnole, sur le territoire de l'Espace Catalan Transfrontalier. Cette convention a également permis la réalisation d'un **guide administratif transfrontalier**, reprenant tous les échelons administratifs présents de chaque côté de la frontière afin qu'ils puissent être bien identifiés par les acteurs de l'Espace Catalan Transfrontalier. En effet, les deux institutions ont constaté l'existence d'une méconnaissance réciproque des institutions entre territoires, et un tel outil avait déjà été sollicité. En outre, suite à l'étude de faisabilité préalablement menée, un **Fonds commun d'appui aux projets transfrontaliers** a été mis en œuvre, alimenté par les deux institutions, permettant le financement de « micro-projets » portés au niveau de l'Espace Catalan Transfrontalier », qui ne seraient pas retenus dans le cadre de Programmes de coopération plus importants comme le POCTEFA qui finance des projets plus structurants, sur la base de sommes plus conséquentes. Dans le cadre de cette troisième Convention, le premier appel à projets a alors été lancé, permettant la réalisation de plusieurs « micro-projets » de coopération portés par les acteurs de l'Espace Catalan Transfrontalier, comme par exemple des associations. Les porteurs de projets doivent alors déposer un dossier auprès de leur institution respective et tous les projets sont ensuite instruits en commun entre le Conseil Général et la Generalitat de Catalogne.

Cette initiative du Fonds commun a été pérennisée et depuis, deux autres appels à projets annuels ont été lancés. Chaque année le nombre de dossiers déposés est en augmentation et il est apparu également au cours de l'appel à projet 2010 une amélioration qualitative des projets. La mise en œuvre du Fonds commun est alors au centre des démarches de coopération entre les deux institutions.

L'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier

Nous avons mentionné dans les actions prévues par la seconde Convention d'application de l'Accord-cadre de coopération entre le Conseil Général et la Generalitat de

³⁹ Un Eurodistrict est une entité administrative européenne regroupant des territoires situés de part et d'autre d'une frontière d'États afin de favoriser la coopération transfrontalière.

Catalogne l'objectif de création d'un Eurodistrict. En effet, un Comité de Pilotage a été créé afin de lancer la mise en œuvre de l'**Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier**. Cet organisme, dont le territoire s'étendrait sur l'ensemble de l'Espace Catalan Transfrontalier, serait alors un « organisme de gestion commun à toutes les institutions de la zone, permettant de mettre en œuvre une unification européenne de proximité et d'apporter une réponse concrète aux problèmes liés à la frontière rencontrés par les acteurs socio-économiques et la population »⁴⁰. En juillet 2007, une Déclaration d'intention⁴¹ a été signée à Céret par vingt-sept institutions du département des Pyrénées-Orientales et des comarques de la province de Gérone, constituant ainsi l'ensemble des membres de l'Eurodistrict. Cet acte était entre autres présidé par le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Generalitat de Catalogne, qui ont été les deux institutions à l'initiative de cette démarche. Cette **Déclaration d'intention** a alors permis de donner l'impulsion au projet de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan transfrontalier et de constituer un Comité de Pilotage, composé d'un organe politique et d'un organe technique, qui sera chargé de la mise en œuvre de la démarche.

À la suite au lancement de la démarche de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier en 2007, une étude a été réalisée conjointement par la Mission Opérationnelle Transfrontalière et l'Université de Gérone. Il s'agissait de l'étude « **Mission d'accompagnement de l'Espace Catalan Transfrontalier pour l'élaboration d'un schéma de développement et d'aménagement concerté** ». Basé sur les résultats mis en avant par cette étude, un second Comité de Pilotage a été organisé en novembre 2008, cette fois-ci à Gérone, de l'autre côté de la frontière, en vue de proposer un programme de travail ainsi qu'une structuration juridique de l'Eurodistrict. L'objectif était alors de faire de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier un « organisme collégial de coopération intégrée, doté de personnalité juridique et d'autonomie financière, afin de mener à bien une politique de gouvernance transfrontalière entre les comarques de région de Gérone et le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord) ». Le programme de travail élaboré lors de ce second Comité de Pilotage, mentionné dans la **Feuille de route pour la consolidation de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier**⁴², était alors basé sur cinq priorités, l'une d'entre elles étant de donner un statut juridique à l'Eurodistrict. Il a été

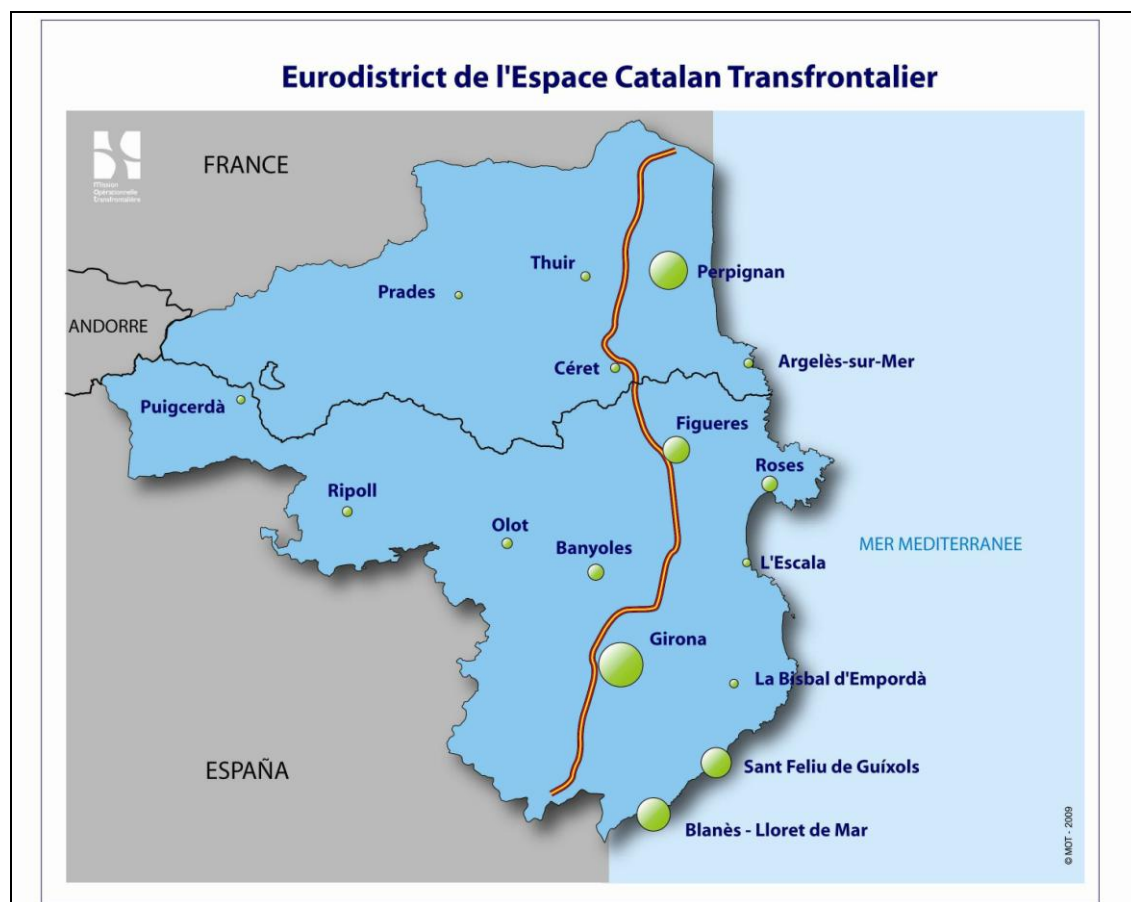
⁴⁰ Définition donnée sur le site Internet du Conseil Général des Pyrénées-Orientales <http://www.cg66.fr/340-la-demarche-de-cooperation-entre-le-conseil-general-et-la-generalitat-de-catalunya.htm>

⁴¹ Voir l'annexe n° 5 : Déclaration d'intention pour la création d'un Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier.

⁴² Voir l'annexe n°6: Feuille de route pour la consolidation de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier

choisi de créer un **Groupement Européen de Coopération Transfrontalière (GECT)**⁴³, qui s'est avérée être la structure juridique la plus appropriée à la démarche.

Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier



Source : Mission Opérationnelle Transfrontalière. <http://www.espaces-transfrontaliers.org/indexsite.php>

Un processus de rédaction des Statuts du GECT de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier a alors été lancé et ceux-ci ont été soumis au cours du premier semestre 2009 à l'approbation des États espagnol et français, comme le prévoit le règlement européen. À l'heure actuelle, les membres de l'Eurodistrict sont toujours en attente d'un retour des États, afin de pouvoir lancer de façon définitive l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier. Cette démarche permettrait au territoire de posséder un organisme de gestion commun à toutes les institutions, afin de mieux répondre aux problématiques et aux enjeux de l'Espace Catalan Transfrontalier et de créer un véritable bassin de vie transfrontalier. Toutes ces actions quant à la création de l'Eurodistrict sont menées dans le

⁴³ Site Europa et RECERC-Ouvrages de référence n°4, Céline Peille : *Le GECT, Groupement Européen de Coopération Territoriale, un nouvel instrument pour la coopération territoriale*, 2010. Mickael Dabau : posar el lligam

cadre d'un projet de coopération retenu au titre du Programme POCTEFA : le projet EUROCAT. Les institutions bénéficient donc d'un co-financement FEDER pour la mise en œuvre de ces actions.

Si l'on analyse le rôle du Conseil Général à cette échelle, il est la seule structure du département à avoir développé un tel partenariat transfrontalier. Cet axe représente donc la spécificité du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict, qui souhaite désormais, à travers la mise en place de l'Eurodistrict, impliquer un grand nombre d'acteurs de son territoire dans la démarche afin d'atteindre les objectifs fixés avec la Generalitat de Catalogne dans le cadre de cette étroite collaboration. Les démarches du Conseil Général dans le domaine du transfrontalier sont basées sur les actions concrètes, et apportent de véritables résultats quant à la création d'un bassin de vie transfrontalier. Le Fonds commun en est alors une démarche exemplaire.

Nous avons abordé la stratégie mise en place au sein du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict en matière de questions européennes. Nous pouvons donc constater qu'à travers ses quatre profils de poste, le Pôle a largement orienté sa stratégie sur la coopération. En effet, si l'on observe la structuration du Pôle, une personne est chargée du suivi des fonds FEDER et FEADER et les autres postes sont tous positionnés sur les actions de coopération. Une véritable politique de coopération s'est ainsi dessinée au sein de la collectivité. Le Conseil Général est tout particulièrement compétent en matière de coopération transfrontalière, d'une part avec son rôle majeur au sein du Programme POCTEFA, mis en place sur toute la frontière franco-espagnole, et d'autre part avec le partenariat privilégié qu'il a su développer avec la Generalitat de Catalogne. Le Conseil Général est d'ailleurs à l'initiative, avec la Generalitat de Catalogne, de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier qui devrait d'ici peu voir le jour sur le territoire. Après avoir exploité un maximum de pistes concernant la coopération à l'échelle transfrontalière, le Conseil Général a peu à peu élargi son champ d'actions et s'est tourné vers des Programmes européens transnationaux concernant des zones plus vastes, orientés vers la péninsule ibérique ou sur le bassin méditerranéen. En outre, le Conseil Général s'est récemment positionné sur une échelle de coopération plus large, à travers son implication dans le programme IEVP « Bassin Maritime Méditerranée », qui inclut, dans son territoire éligible, une grande partie des pays de la rive sud de la Méditerranée. Cet axe pourrait ouvrir la porte au Conseil Général des Pyrénées-Orientales sur le domaine de la Coopération Décentralisée.

Entre chaque période de programmation, le contexte européen est en constante évolution et implique ainsi une adaptation permanente des stratégies développées autour

des questions européennes. En effet, les structures doivent d'adapter afin de rester réactives dans certains domaines, ou alors le devenir. En 2010, en plein milieu de la période de programmation actuelle 2007-2013, nous entrons désormais dans une phase de bilan et de redéfinition des Politiques communautaires pour la future période de programmation. Il est donc important pour le Conseil Général des Pyrénées-Orientales d'anticiper les changements et de rendre son institution plus compétitive pour répondre à de nouveaux enjeux. A ce contexte de mutation au niveau européen vient s'ajouter le contexte général de sortie de crise économique, ainsi que dans notre cas les réformes nationales concernant les collectivités.

Par conséquent, avant ne nous pencher plus précisément sur les évolutions du contexte actuel, nous avons décidé de mener une enquête auprès d'autres Conseils Généraux en France afin d'observer comment d'autres collectivités appréhendent les questions européennes sur leur territoire.

2.2. Comment d'autres Conseils Généraux ont-ils mis en œuvre leur stratégie autour des financements européens?

Afin d'évaluer l'efficacité de la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, nous avons décidé de la comparer à celles mises en œuvre au sein d'autres Conseils Généraux en France. Nous nous sommes donc intéressés aux actions développées en matière de questions européennes et internationales au sein d'autres collectivités départementales. Pour cela, un questionnaire a été élaboré et envoyé à des Services homologues au sein d'autres Conseils Généraux, afin de procéder à une analyse comparative des stratégies des institutions.

Dans un premier temps, un travail de consultation des sites Internet des différents Conseil Généraux a été réalisé. Le but était d'identifier les Services positionnés en matière de questions européennes, internationales et/ou transfrontalières en fonction du caractère frontalier ou non de l'institution. Il s'agissait également d'élaborer un annuaire des différentes personnes ressources pouvant être contactées au vu de notre travail.

Afin que le travail d'analyse soit pertinent, quatre typologies de départements ont été au préalable identifiées, nous permettant d'adapter nos questions en fonction de la situation géographique du département que l'on souhaitait contacter :

- les départements frontaliers ;

- les départements non frontaliers ;
- les départements frontaliers et méditerranéens ;
- les départements non frontaliers méditerranéens.

Il a été décidé de différencier les territoires frontaliers des non frontaliers afin de cibler certains Conseils Généraux et de questionner davantage les personnes impliquées sur le développement de leur stratégie transfrontalière. En outre, il semblait pertinent de consacrer une partie de notre questionnaire sur le développement des coopérations méditerranéennes étant donné le positionnement récent du Conseil Général des Pyrénées-Orientales sur cet aspect-là. Il a donc été décidé d'intégrer cette typologie dans notre travail. Avant de procéder à l'envoi des questionnaires, une première sélection de Conseil Généraux a été réalisée, en fonction de la pertinence et de la visibilité des informations se trouvant sur leur site Internet.

Contenu des questionnaires soumis aux autres collectivités départementales

En ce qui concerne le contenu du questionnaire soumis aux homologues de la Direction Europe – Affaires Transfrontalières – Développement Local du Conseil Général des Pyrénées-Orientales travaillant dans d'autres collectivités, un premier ensemble de questions a été élaboré pour l'ensemble des destinataires, indépendamment des typologies identifiées. Il s'agissait de demander divers renseignements sur les pratiques générales du Service concerné quant aux questions européennes, mais également de recueillir des informations sur le fonctionnement et le positionnement global de l'institution.

Nous décrivons ci-après les grands ensembles de questions soumis à tous les destinataires de l'enquête en développant uniquement les thématiques les plus importantes, afin de faire ressortir les grandes lignes de notre questionnaire.

- Une première interrogation portait sur l'existence ou non d'une **Commission thématique en lien avec les questions européennes ou internationales** au sein de l'Institution, sur la fréquence à laquelle elle était réunie mais également sur les retours que cette Commission pouvait apporter quant aux actions menées par le Service concerné. Cet aspect a été soulevé car en ce qui concerne le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, une telle Commission existe mais elle n'est pas réellement mise en pratique. Il s'agissait alors d'identifier les éventuels enjeux que pouvait représenter la mise en place d'une Commission thématique, réunie régulièrement, qui permettrait de traiter nos actions en amont des Commissions Permanentes.

- Une seconde partie de notre questionnaire portait sur les **habitudes de travail en interne** des Services Europe/International. Nous cherchions à savoir si ces Services ont développé un rôle d'accompagnement et d'appui pour les autres Directions de leur institution lorsque celles-ci sont impliquées dans des démarches en lien avec l'Europe, la coopération ou l'international. Nous souhaitions également cibler les typologies de Services avec lesquels ces échanges sont fréquemment menés. Nous voulions savoir en outre si nos homologues étaient les seuls à travailler sur les questions européennes ou alors si d'autres Directions possèdent des référents techniques compétents. Le but était de nous inspirer des différentes stratégies de travail pouvant être mises en place dans d'autres Conseils Généraux en vue de la réorientation de la Direction Europe de notre institution. Dans notre cas, la Direction effectue un travail transversal d'accompagnement et il n'y a pas de référents compétents dans les autres Directions thématiques. En termes de coopération, le suivi des projets portés par les différents Services de l'institution est alors centralisé au niveau de notre Direction. Seuls quelques fonds spécifiquement centrés sur un thème sont gérés directement par des Directions concernées (cf. : partie du questionnaire spécifique aux fonds structurels).
- Les questions suivantes portent sur le **suivi des fonds européens**. Nous souhaitions savoir si nos Directions homologues étaient concernées par tous les fonds ou alors si la gestion de certains était confiée en interne à d'autres Services. Dans notre cas, la Direction est positionnée en matière d'accompagnement en interne et en externe sur tous les fonds européens, mais en termes de gestion, le FSE et le FEAGA ne sont pas actuellement du ressort du Service⁴⁴.
- Il semblait intéressant, pour notre analyse, de connaître le **nombre moyen de personnes** travaillant dans les Directions homologues, mais également d'identifier les **profils de postes** présents. Comme nous l'avons vu précédemment, au sein de notre Pôle se dessine actuellement une logique plutôt territoriale des profils de postes, c'est-à-dire que chaque chargé de mission développe des actions spécifiques à une échelle territoriale donnée. Nous nous sommes également intéressés à une éventuelle évolution budgétaire et de personnel entre la période de programmation précédente (2000-2006) et l'actuelle (2007-2013).
- Une autre partie du questionnaire est consacrée au **niveau hiérarchique** occupé par les différentes Directions contactées au sein de leur collectivité, ainsi qu'aux répercussions et aux enjeux qu'un tel positionnement implique quant aux actions

⁴⁴ Actuellement, une dotation globale pour le FSE est gérée directement par la Direction de la Solidarité et le FEAGA, qui intervient au titre du premier pilier de la PAC, est directement géré par le Pôle Agriculture.

menées. Cinq niveaux de positionnements ont été intégrés dans le questionnaire⁴⁵. Notre Direction est rattachée à la Direction Générale Adjointe Économie et Territoires, occupant alors le quatrième niveau hiérarchique identifié.

- Nous souhaitions ensuite connaître les **politiques de coopération** menées par les différents Services interrogés en nous renseignant pour cela sur leur implication dans les dispositifs européens de coopération ainsi que les différents réseaux. Notre Direction étant actuellement en période d'adaptation de sa stratégie, nous souhaitions connaître les champs d'actions définis par d'autres collectivités. Cette première partie du questionnaire étant destinée à tous les départements au niveau national, elle exclue alors toute demande concernant la coopération transfrontalière. Nous avons cependant souhaité connaître le positionnement des différents Services en matière de coopération transnationale et interrégionale (Interreg IV-B et IV-C), mais également en matière de coopération décentralisée. La stratégie de notre Direction est essentiellement centrée sur la coopération au niveau transfrontalier et exclu pour le moment tout échange entrant dans le cadre de la coopération décentralisée. Le but de notre démarche est alors de nous renseigner sur le développement de ces actions dans d'autres collectivités, notamment celles situées dans une zone frontalière.
- Enfin, les dernières questions de la partie de notre enquête commune à tous les départements français concerne les **actions d'audit et d'évaluation** menées dans les différentes Directions. Ces actions sont-elles davantage réalisées en interne, par des personnes qui y sont spécialement consacrées, ou alors les Services externalisent-ils ces démarches en les confiant à des cabinets d'évaluation ? Cette question semblait pertinente étant donné les coûts actuels que représentent ces prestations lorsqu'elles sont réalisées en externe, comme cela est le cas dans notre Direction. Dans un contexte actuel de réductions budgétaires, il serait intéressant d'avoir une vision générale sur le positionnement des autres collectivités sur ces questions afin d'envisager d'éventuelles actions en interne.

Nous venons de présenter les grandes lignes de la partie de notre questionnaire destinée à tous les départements, dont vous trouverez les questions détaillées dans les documents complets⁴⁶. Ce premier ensemble de questions a ensuite été complété en fonction de la typologie de la collectivité interrogée. En effet, pour les départements frontaliers, une partie a été ajoutée, concernant la mise en œuvre de la coopération transfrontalière, aussi bien dans

⁴⁵ Question 7 des questionnaires

⁴⁶ Annexe n° 7 : Ensemble des questionnaires envoyés aux différents Conseils Généraux.

le cadre des dispositifs Interreg de la Politique de Cohésion de l'Union Européenne, que dans le cadre de partenariats transfrontaliers développés directement avec des institutions situées de l'autre côté de la frontière, comme dans notre cas avec la Generalitat de Catalogne. Cette partie du questionnaire nous permettra d'obtenir des précisions quant à la mise en œuvre des politiques transfrontalières au sein d'autres Conseils Généraux frontaliers. Nous pourrons ainsi comparer nos méthodes d'actions avec celles qui sont développées ailleurs, sur d'autres frontières. Enfin, afin que notre analyse soit la plus pertinente possible, nous avons décidé d'ajouter une série de questions destinées aux Conseils Généraux des départements méditerranéens, en distinguant les frontaliers et les non frontaliers. Ce dernier ensemble de questions ciblera exclusivement les échanges développés à l'échelle du bassin méditerranéen, notamment dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage en bassin méditerranéen.

Ce travail d'analyse comparative nous permettra d'observer les grandes tendances de fonctionnement au sein d'autres institutions et ainsi d'envisager de nouvelles perspectives afin d'adapter la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

Analyse des réponses obtenues

Les différents questionnaires ont été soumis à une soixantaine de Conseils Généraux partout en France, auprès des Services liés à l'Europe, l'International et/ou la Coopération. Suite à ces envois, vingt institutions ont apporté leur collaboration en nous retournant le questionnaire dûment complété, ce qui représente une participation d'environ un tiers des collectivités sollicitées. Ce nombre de réponses, relativement important, représente une base solide pour la réalisation de notre travail d'analyse comparative. Il nous permettra d'identifier et d'analyser les stratégies de travail les plus fréquemment mises en œuvre au sein des Services consacrés aux questions européennes et internationales. Notre questionnaire a également été soumis aux quatre départements d'Outre-mer, mais aucun retour n'a été obtenu.

Sur ces vingt départements concernés, neuf sont frontaliers et trois sont méditerranéens. Il s'agit des départements suivants :

- Ain
- Aude
- Corse-du-Sud
- Côtes-d'Armor

- Creuse
- Dordogne
- Drôme
- Gard
- Haute-Garonne
- Jura
- Meurthe-et-Moselle
- Pas-de-Calais
- Sarthe
- Haute-Savoie
- Yvelines
- Deux-Sèvres
- Vendée
- Vienne
- Territoire de Belfort
- Essonne

Nous donnerons tout d'abord quelques données générales sur l'ensemble des cent collectivités départementales françaises, dont nous avons obtenu des informations en consultant leurs sites Internet. En ce qui concerne la typologie des départements, 38 % d'entre eux sont situés en zone frontalière (terrestre ou maritime). Également, sur la totalité des Conseils Généraux, 22 % d'entre eux ne possèdent pas de Service dédié à l'Europe ou l'International dans leur organigramme institutionnel, dont seulement 2 % sont frontaliers. Ce critère nous a donc permis d'identifier les destinataires de notre enquête.

Nous allons désormais nous pencher sur les résultats obtenus des vingt Conseils Généraux ayant apporté leur collaboration. Voici des éléments de réponses que l'analyse des questionnaires permet d'afficher.

Plus de la moitié des Conseils Généraux interrogés (onze) a une **Commission Thématique consacrée aux affaires européennes, internationales et/ou à la coopération transfrontalière** pour les départements frontaliers. Au sein du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, une telle Commission existe, mais n'est pas effective et n'a donc

pas d'impact en termes d'orientation sur les actions menées par le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict. Nous avons donc également cherché à savoir quelle était la nature des éléments traités en présence des élus au cours de ces Commissions, en amont des Commissions Permanentes. Voici les grandes lignes observées dans les réponses (départements frontaliers et non frontaliers confondus) :

- Délibérations et validations budgétaires des Services Europe/International
- Présentation de rapports annuels en vue d'une validation
- Présentation des orientations et stratégies en matière de coopération en vue d'une validation
- Instruction de dossiers de demande de financement afin d'obtenir un premier avis
- Affectation de subventions pour des acteurs du territoire
- Impulsion de projets de coopération en amont
- Suivi des accords de coopération

En règle générale, la mise en place d'une Commission Thématique sur les questions européennes et internationales alimente les réflexions et débats des élus et permet de traiter des dossiers en amont des Commissions Permanentes. Les élus sont alors davantage au fait des actions menées par les Services concernés, émettent des avis, et ainsi permettent d'accélérer certaines procédures. Dans la majorité des Conseils Généraux, la création d'une Commission Thématique sur ces questions est relativement récente. Cela démontre la prise de conscience de l'importance des enjeux liés aux financements européens aujourd'hui. Selon les réponses obtenues, la fréquence à laquelle cette Commission se réunit va d'une fois par mois à deux fois par an selon les collectivités. Au Conseil Général des Pyrénées-Orientales, une Commission spécialisée existe sur le thème des « Affaires Européennes, Coopération décentralisée, Relations Internationales, Politique contractuelle avec l'État », mais elle n'est jamais réunie. Il serait donc envisageable de relancer la mise en œuvre effective de cette Commission.

Sur les vingt Services interrogés spécialisés sur les questions européennes, **tous travaillent en interne en lien avec d'autres Services de leur institution**. En évaluant les réponses obtenues, nous observons les actions suivantes d'accompagnement en interne :

- information sur les appels à projets sortants, grâce à un travail de veille
- organisation de réunions d'information sur les questions européennes
- accompagnement pour le montage de projets de financement et/ou de coopération portés par les Services

- mise en œuvre administrative et financière des projets
- suivi des co-financements apportés par les Services pour des projets entrant dans le cadre de programmes européens
- suivi de la programmation des dispositifs européens et proposition de bilans pour les différents Services
- recherche de partenaires potentiels
- orientation des Services vers le dispositif européen correspondant le mieux au projet en termes d'éligibilité
- gestion et évaluation de tous les projets portés en interne

Nous constatons qu'en matière d'accompagnement des Services en interne, les éléments de réponses obtenus correspondent en grande majorité aux actions effectuées par le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales. En ce qui concerne la typologie générale des Services avec lesquels travaillent les personnes interrogées, la plupart du temps toutes les Directions sont concernées, avec une légère prédominance des Directions liées à la Culture, l'Environnement et la Solidarité. Dans certains Conseils Généraux, on trouve même des référents techniques présents dans les différentes Directions thématiques, qui travaillent en lien avec les Services dédiés aux questions européennes. Ces référents techniques sont souvent présents dans la Direction de la Solidarité (cela s'explique par la gestion d'une dotation globale de FSE par ces Directions), ou alors dans des Directions qui ont déjà été porteuses de plusieurs projets et qui mobilisent une personne sur ces questions.

Les résultats des questionnaires révèlent également qu'en moyenne, les **effectifs** travaillant dans les différents Services spécialisés sur les questions européennes sont au nombre d'environ quatre personnes. Les effectifs sont très différents d'un Conseil Général à l'autre et s'étendent d'une à dix personnes selon la situation géographique du département, c'est-à-dire que les effectifs les plus importants sont présents dans les Conseil Généraux situés en zone frontalière. Suite à des demandes de renseignements quant à l'évolution de ces effectifs entre la période de programmation précédente (2000-2006) et la période actuelle (2007-2013), nous constatons, que dans la majorité des cas les effectifs sont restés équivalents ou ont été diminués. Ces diminutions s'expliquent notamment par des postes qui n'ont pas été remplacés dans un contexte actuel de restrictions budgétaires. Toutefois, dans trois des Conseils Généraux interrogés, les effectifs ont largement augmenté au cours de la période de programmation actuelle, cela est le cas notamment lorsque le Service lié aux questions européennes est très récent, ou alors quand la thématique représente une priorité pour la collectivité et ses élus.

Le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales ayant fondé sa stratégie sur des profils de postes suivant une approche territoriale, nous avons souhaité savoir **quels profils de postes pouvaient être présents dans d'autres collectivités**, à savoir des profils plutôt thématiques, relatifs également à une logique territoriale. Nous constatons ainsi qu'il y a autant de Services fonctionnant sur des profils de postes thématiques que de Services utilisant une stratégie d'approche territoriale. Dans certaines collectivités, notamment celles qui sont positionnées sur les actions de coopération, des profils identiques à ceux du Conseil Général des Pyrénées-Orientales se dessinent. Les profils de postes plutôt thématiques sont liées à la gestion des dispositifs européens par fonds, notamment le FSE qui est souvent géré à la marge des autres. Enfin, dans trois des Conseils Généraux interrogés, les postes sont multifonctions, notamment lorsque le Service concerné est réduit et qu'une ou deux personnes seulement sont chargées de travailler sur les questions européennes.

Si l'on considère le positionnement des Directions interrogées sur **le suivi des fonds FEDER, FEADER et FSE**, nous constatons que la moitié d'entre elles en sont chargées. Certaines Directions ne sont pas impliquées dans la gestion des Programmes relatifs à ces fonds, car ces compétences sont pas exercées au niveau départemental mais au niveau régional. Dans d'autres cas, les questions relatives aux financements européens sont gérées indépendamment de celles concernant la coopération. Ces compétences sont alors réparties entre deux Services distincts, comme nous avons pu le constater au sein d'une des collectivités interrogées.

En ce qui concerne le FSE, nous nous sommes aperçus qu'il n'était pas géré dans la même configuration que les autres fonds européens. L'analyse des réponses nous a permis de voir que le FSE était géré de deux façons différentes selon les collectivités. Dans près de 50 % des cas, une dotation globale est gérée par la Direction liée aux Affaires Sociales comme cela est le cas pour le Conseil Général des Pyrénées-Orientales. Mais dans les autres cas, c'est le Service chargé des Affaires Européennes qui en a directement la gestion.

La question relative à la place occupée par les Services interrogés dans l'organigramme institutionnel nous a amené à constater que sur les vingt collectivités interrogées :

- un Service est directement rattaché au cabinet de la Présidence ou à un élu ;
- quatre Services sont rattachés à la Direction Générale des Services (DGS) ;
- quatre Services constituent une Direction Générale Adjointe (DGA) ou une Direction thématique à part entière ;
- six Services sont rattachés à une DGA ;

- quatre Services sont rattachés à une Direction thématique ;
- un Service est éclaté entre plusieurs Directions dans l'institution.

Nous observons alors six cas de figures relativement différents, qui peuvent influencer sur le fonctionnement même du Service. En effet, les Services étant rattachés à la DGS ou à la Présidence du Conseil Général ont dans l'ensemble déclaré recevoir du soutien de la part des élus pour la mise en œuvre de leur stratégie.

En ce qui concerne les réseaux nationaux, plus de la moitié des Conseils Généraux affirme faire partie de l'Assemblée des Départements de France⁴⁷ (ADF). En outre, six départements sont membres de l'Association Française de Conseil des Communes et Régions d'Europe⁴⁸ (AFCCRE). Le réseau national le plus fréquemment intégré après les deux premiers que nous venons de citer est celui des Cités Unies France⁴⁹, consacré à la Coopération Décentralisée. Deux Services ont également affirmé être membre de l'Association Nationale des Directeurs et responsables des Relations Internationales et de la Coopération Décentralisée⁵⁰ (ARRICOD) et d'autres réseaux nationaux ont été mentionnés, comme le réseau RAFHAEL⁵¹, qui est réseau d'Agglomérations, Lianes Coopération⁵², qui est un réseau d'appui à la solidarité internationale ou encore l'association CERCOOP⁵³, qui est un Centre de Ressources pour la Coopération Décentralisée. Sur tous les réseaux nationaux mentionnés par les différents Conseils Généraux, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales est seulement membre de l'Assemblée des Départements de France (ADF). Il serait intéressant pour le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict d'intégrer davantage de réseaux afin de pouvoir s'associer avec ses homologues. Il faut noter qu'une grande majorité des réseaux mentionnés ci-dessus sont orientés vers la solidarité internationale ou la coopération décentralisée.

D'autre part, seulement neuf collectivités sur vingt ont déclaré faire partie de réseaux européens ou internationaux. On retrouve majoritairement dans les réponses le réseau de l'Arc Latin, pour les collectivités positionnées sur le pourtour méditerranéen. A été mentionné

⁴⁷ Site Internet de l'Assemblée des Départements de France : <http://www.departement.org/>

⁴⁸ Site Internet de l'AFCCRE : <http://www.afccre.org/>

⁴⁹ Site Internet du réseau des Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/>

⁵⁰ Site Internet du réseau ARRICOD : <http://www.arricod.com/page.php>

⁵¹ Site Internet du réseau RAFHAEL : <http://www.rafhael.org/rafhael/origine.html>

⁵² Site Internet du réseau Lianes Coopération : <http://www.lianESCOOPERATION.org/>

⁵³ Site Internet du réseau CERCOOP : <http://www.cercoop.org/-L-association->

également le réseau Euromontana⁵⁴, qui est une association européenne pour la coopération et le développement des territoires de montagne, le réseau des Cités et Gouvernements Locaux Unis⁵⁵ (CGLU), qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux sur la scène mondiale, la Confédération Européenne des Pouvoir Locaux Intermédiaires⁵⁶ (CEPLI), qui vise à renforcer l'implication des pouvoirs locaux intermédiaires dans les programmes européens, dont la Politique de Cohésion, et l'Association des Marques de Qualité Territoriales Européennes⁵⁷ (MQTE), visant à promouvoir le développement local des GALs et autres associations de territoires ruraux. Enfin, les Conseils Généraux appartiennent à des réseaux spécifiques aux Programmes de coopération auxquels ils participent. On note à travers le recueil de ces réponses qu'en moyenne les Conseils Généraux sont relativement peu impliqués dans les réseaux supranationaux.

Nous allons désormais détailler les réponses des différentes collectivités aux questions relatives à la thématique de la coopération. Concernant les questionnaires envoyés aux **neuf Conseils Généraux situés en zone frontalière**, il en ressort que tous sont impliqués dans les Programmes de coopération transfrontalière mis en œuvre sur leur territoire. Il s'agit des Programmes suivants :

- le Programme Interreg IV-A France-Suisse pour les Conseils Généraux du Jura, de l'Ain et du Territoire de Belfort ;
- le Programme Interreg IV-A Italie-France Maritime pour le Conseil Général de la Corse du Sud ;
- le Programme Interreg IV-A France(Manche)-Angleterre pour les Conseils Généraux des Côtes-d'Armor et du Pas-de-Calais ;
- le Programme POCTEFA (France-Espagne-Andorre) pour le Conseil Général de la Haute-Garonne ;
- le Programme Interreg IV-A Grande Région (France-Belgique-Luxembourg-Allemagne) pour le Conseil-Général de la Meurthe-et-Moselle ;
- le Programme ALCOTRA (France-Italie) pour le Conseil Général de la Haute-Savoie, qui est alors éligible à deux Programmes de coopération transfrontalière.

⁵⁴ Site Internet du réseau Euromontana : http://www.euromontana.org/default_fr.htm

⁵⁵ Site Internet du réseau CGLU : <http://www.cities-localgovernments.org/#>

⁵⁶ Site Internet du réseau CEPLI : <http://www.cepli.eu/>

⁵⁷ Cette association regroupe des territoires ruraux espagnols, italiens, grecs, et un seul GAL français, le GAL Pays Cathare. Site Internet de l'Association MQTE : <http://www.ruralquality.eu/fr/home/>

Une des questions posées sur ce thème concernait le nombre de projets portés par l'institution au cours de la période de programmation actuelle (2007-2013), mais également au cours de la précédente (2000-2006). Notre but était d'observer si la période de programmation actuelle avait suscité davantage de mobilisation comme cela a été le cas pour le Conseil Général des Pyrénées-Orientales. En effet, on note une évolution dans le nombre de projets transfrontaliers portés par la majorité des collectivités interrogées. Ces données révèlent un meilleur accompagnement en interne des Services consacrés aux affaires européennes, qui fournissent davantage d'informations aux Directions thématiques et les aident au montage des dossiers de coopération. Les résultats indiquent également qu'environ 50 % de ces Services interrogés situés en zone frontalière donnent une priorité à l'accompagnement en interne plutôt que pour les acteurs du territoire. L'autre moitié d'entre eux affirme ne pas donner d'ordre de priorité et apporter un soutien en fonction de la demande, tout en informant aussi bien les autres Services de la collectivité que la population locale. Cet attachement à l'accompagnement en interne, qui selon les collectivités interrogées provient soit d'un choix stratégique du Service concerné soit d'une commande de la hiérarchie, témoigne d'une volonté de mobiliser davantage de crédits européens pour l'institution, afin de favoriser le développement de grands projets structurants.

La deuxième partie des questions relatives à la coopération transfrontalière portait sur la mise en place de partenariats transfrontaliers privilégiés, comme cela est le cas entre le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Casa de la Generalitat a Perpinyà. Il s'agissait de connaître le degré de coopération développé mais également d'identifier la place des autres Conseils Généraux dans ces partenariats transfrontaliers. Sur les neuf Conseils Généraux frontaliers, six ont mis en place des partenariats transfrontaliers privilégiés. Les coopérations qui y sont menées vont du simple échange d'information à la mise en œuvre d'une structure transfrontalière commune, en passant par le montage de projets de coopération en commun, ou la signature d'accords de coopération. Il a notamment été mentionné la mise en œuvre d'un GECT, comme l'initiative en cours d'approbation du Conseil Général des Pyrénées-Orientales. Certaines des collectivités interrogées ont également déclaré détenir un rôle central dans la mise en œuvre de ces structures, et même en être un membre fondateur. Dans deux Conseils Généraux, un poste au sein du Service est spécifiquement consacré à la gestion d'une structure transfrontalière.

La forte mobilisation des Conseils Généraux dans des démarches au sein de partenariats transfrontaliers démontre la volonté des collectivités de créer de véritables bassins de vie transfrontaliers. Dans le cadre de ces coopérations de proximité, des résultats concrets sont visibles sur le territoire et apportent une plus-value locale dans de nombreux

domaines. Il faut également noter que dans une majorité des cas la mise en œuvre des structures transfrontalières est relativement récente, et que déjà nombreuses aux frontières européennes, elles sont enclin à se développer.

Nous avons également demandé des renseignements sur le positionnement des Conseils Généraux en matière de coopération transnationale et interrégionale. Sur les vingt Services, seulement six sont impliqués. Ont été mentionnés le Programme Espace Alpin, le Programme SUDOE, le Programme Nord-ouest de l'Europe, ainsi que le Programme de coopération interrégionale Interreg IV-C. L'implication des Conseils Généraux dans ces Programmes de coopération transnationale ou interrégionale est indépendante du caractère frontalier ou non de l'institution. En effet, en ce qui concerne notre questionnaire, les six territoires impliqués sont également répartis. La tendance qui ressort du questionnaire en matière de coopération décentralisée est que le nombre de projets de coopération portés par les Conseils Généraux est limité, même si l'on note une évolution par rapport à la période de programmation précédente. Certaines des collectivités interrogées sont seulement impliquées dans le suivi de la programmation, la sensibilisation du public, mais ne sont partenaires d'aucun projet. Dans d'autres cas, des projets ont déjà été présentés mais non retenus en Comité de Programmation.

Les données que nous souhaitons obtenir en matière de coopération méditerranéenne dans le cadre du Programme IEVP « Bassin Maritime Méditerranéen »⁵⁸ n'ont pas abouties. En effet, sur les trois collectivités situées sur le pourtour méditerranéen interrogées, aucune d'entre elle ne s'est positionnée dans ce Programme.

Enfin, si l'on s'intéresse aux réponses des Conseils Généraux en ce qui concerne la coopération décentralisée, treize Services sur les vingt interrogés sont impliqués. Sur ces treize territoires, six sont frontaliers. Le développement d'actions de coopération décentralisée est alors indépendant de la typologie du département, au même titre que pour la coopération transnationale. Cet axe serait à développer au sein du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, qui n'a pour l'instant développé aucun partenariat dans ce domaine. Les réponses aux questions par les différentes collectivités révèlent que les partenariats peuvent être développés directement avec des collectivités locales ou des associations présentes sur le territoire étranger, ou alors par le biais d'associations françaises locales qui jouent un rôle de médiateur entre les territoires. Les territoires avec lesquels les Conseils Généraux interrogés déploient des actions de coopération décentralisée sont en majorité des pays d'Afrique centrale, du Maghreb puis certains pays d'Europe de l'Est et dans un des cas un pays d'Amérique latine. Les collectivités impliquées dans la coopération internationale ont indiqué pour la majorité d'entre elles que ces actions contribuaient à

⁵⁸ Du fait du récent positionnement du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

l'amélioration de l'image de leur département, à son rayonnement à l'échelle internationale mais également à une meilleure lisibilité politique du territoire. Les sources de financements sollicitées par les collectivités interrogées sont au niveau national le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes⁵⁹ (MAEE) ainsi que le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire⁶⁰ (MIIINDS), qui financent des projets de coopération à travers des appels à projets. Au niveau européen, des Programmes spécifiques financent également des projets de coopération décentralisée, à travers par exemple le Programme Jeunesse en action mentionné dans les réponses à notre questionnaire. Dans d'autres cas, aucune de ces sources de financement n'est sollicitée mais les projets sont menés dans le cadre d'une ligne budgétaire spécifiquement consacrée à la coopération internationale.

La dernière question soumise au Services portait sur le thème de l'évaluation. En effet, les dispositifs financiers européens impliquent une étape d'évaluation des actions menées dans le cadre des projets. En outre, de tels rapports d'évaluation peuvent également servir en interne pour communiquer auprès des élus sur la plus-value des questions européennes sur les territoires. Notre étude a révélé que certains des Services interrogés effectuaient les évaluations en interne, en consacrant spécifiquement un poste sur ces questions-là. Cependant, par manque de temps, la majorité des Services fait appel ponctuellement à des cabinets d'expertise externes.

Dans cette deuxième partie de notre travail, nous avons décrit la stratégie actuelle du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales. Nous avons pu observer le fort positionnement de la collectivité en matière de coopération, notamment au niveau transfrontalier⁶¹. La collectivité a élargi peu à peu son champs d'action afin d'être positionnée désormais à l'échelle transnationale et méditerranéenne. Il ressort également de la stratégie adoptée par le Pôle l'importance qu'il accorde à l'accompagnement des acteurs du territoire et des Services de l'Institution en interne, quant au montage de projets de financements. En effet, le Pôle est positionné sur une grande majorité des fonds et des Programmes européens.

Nous avons également pu évaluer les différents champs d'actions développés au sein d'autres Conseils Généraux, qui ont accepté d'apporter leur contribution en répondant à

⁵⁹ Site Internet <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

⁶⁰ Site Internet <http://www.immigration.gouv.fr/>

⁶¹ Aussi bien dans le cadre du Programme de Coopération POCTEFA qu'à travers la mise en place du partenariat avec la Generalitat de Catalogne

notre enquête. Nous allons désormais utiliser ces données afin de proposer de nouvelles perspectives quant à la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict, tout en observant les évolutions actuelles du contexte communautaire, qui nécessitent une certaine adaptation de la part des structures impliquées dans les questions européennes.

Troisième partie

**Les grandes évolutions
du contexte communautaire actuel:
comment adapter la stratégie du
Conseil Général des Pyrénées-Orientales
afin de répondre aux nouveaux enjeux?**

Nous aborderons dans cette partie de notre travail les principales évolutions que connaît actuellement le contexte communautaire, qui, de par leur incidence sur les Politiques appliquées à l'ensemble du territoire de l'Union auront donc des répercussions sur leur mise en œuvre au niveau local. Nous tenterons par la suite de proposer des pistes quant à l'éventuelle adaptation de la stratégie d'une collectivité locale à ces nouveaux enjeux, en nous centrant sur le cas du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

3.1. Quelles évolutions et réformes se dessinent en Europe pour l'après-2013?

Si l'on considère le contexte communautaire actuel, nous sommes à présent à mi-parcours de la période de programmation 2007-2013, appliquée à l'ensemble des Politiques communes et à la majorité des dispositifs financiers mis en place par l'Union Européenne. En outre, nous sommes en fin de période de réalisation de la Stratégie de Lisbonne, qui avait pour échéance l'année 2010. Des bilans quant à la réalisation des grands objectifs que l'Union Européenne s'était fixés ont déjà pu être dressés et de nouvelles réflexions émergent quant à la définition de la future période de programmation allant de 2014 à 2020. De grandes tendances commencent à se dessiner quant aux évolutions et aux adaptations que connaîtront les Politiques communes de l'Union Européenne, à savoir principalement la Politique de Cohésion et la Politique Agricole Commune ; et une nouvelle stratégie a été élaborée par la Commission, afin de remplacer la Stratégie de Lisbonne.

La Stratégie Europe 2020

La Stratégie de Lisbonne élaborée en mars 2000 lors du Conseil de Lisbonne, qui avait pour objectif de faire de l'Union Européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici 2010 » arrive désormais à échéance. Cette stratégie prévaut sur toutes les actions menées au niveau communautaire. La mise en œuvre des Politiques communes de l'Union Européenne, comme nous l'avons vu dans la

première partie de notre travail, est alors conditionnée aux priorités de cette stratégie depuis son lancement. En 2010, si l'on s'intéresse au bilan qui a été dressé aujourd'hui sur la pertinence de la Stratégie de Lisbonne, on s'aperçoit que les résultats attendus, certainement trop ambitieux, n'ont pas été atteints. Malgré la révision de la Stratégie à mi-parcours en 2005, qui prévoyait de recentrer ses priorités sur la croissance et l'emploi, elle n'a pas prouvé son efficacité. À ces difficultés s'ajoute la crise économique sans précédents que l'Union Européenne a connu au cours de ces deux dernières années, une crise qui a en outre annulé tous les progrès qui avaient été réalisés en Europe en termes de croissance et d'emploi depuis les années 2000.

Une nouvelle stratégie a alors été élaborée par la Commission européenne, la **Stratégie Europe 2020**⁶², qui sera la nouvelle ligne directrice de toutes les Politiques mises en œuvre par l'Union Européenne. Elle a été formellement adoptée le 17 juin 2010, et se veut moins ambitieuse que la Stratégie de Lisbonne. Son objectif principal est clairement de faire en sorte que l'Union Européenne se relève plus forte de la période de crise économique actuelle et qu'elle connaisse une « **croissance intelligente, durable et inclusive** » afin de recouvrer un niveau relativement élevé d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Selon José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, malgré ses difficultés actuelles, « l'Europe possède de nombreux atouts », elle est dotée d'une « main d'œuvre douée », d'une « base technologique et industrielle puissante » ainsi que d'un « marché intérieur et d'une monnaie unique » qui ont permis de limiter les effets de la crise sur l'économie européenne. C'est pourquoi la mise en œuvre aujourd'hui de la Stratégie Europe 2020 doit venir conforter ces atouts afin d'atteindre les priorités qu'elle s'est fixées. La Stratégie Europe 2020 prévoit alors trois grands axes :

- une **croissance intelligente**, qui vise à développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- une **croissance durable**, qui souhaite promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- une **croissance inclusive**, qui vise à encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Afin que les progrès liés à cette stratégie soient visibles et mesurables à l'horizon 2020, la Commission a proposé la mise en place de **cinq objectifs quantitatifs**, qui une fois déterminés pour l'ensemble de l'Union Européenne, devront être déclinés en objectifs nationaux par les vingt-sept États membres. La Stratégie Europe 2020 prévoit donc que d'ici dix ans :

⁶² Stratégie Europe 2020: <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/>

- 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi ;
- 3 % du PIB de l'Union Européenne devrait être investi dans le domaine de la recherche et du développement ;
- les objectifs « 20/20/20 »⁶³ en matière de climat et d'énergie, qui avaient été fixés par la Commission européenne en janvier 2008, devraient être atteints ;
- le taux d'abandon scolaire devrait être ramené à moins de 10 % et au moins 40 % des jeunes générations devraient obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur ;
- le nombre de personnes menacées par la pauvreté dans l'Union Européenne devrait être réduit de 20 millions.

Afin de mener à bien la réalisation de ces objectifs, la Stratégie Europe 2020 prévoit la mise en œuvre, aussi bien au niveau des autorités locales, des États membres que de l'Union Européenne, de sept actions phares axées sur les thèmes de l'innovation, l'éducation, la société numérique, le climat et l'énergie, la compétitivité, les emplois et la lutte contre la pauvreté, qui représentent alors le corps de la stratégie :

- « Une **Union pour l'innovation** », qui vise à améliorer l'accès aux financements pour la recherche et l'innovation, le but étant de mettre en place des services créateurs de croissance et d'emplois.
- « **Jeunesse en mouvement** », qui vise à renforcer la performance des systèmes éducatifs et à faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail.
- « Une **stratégie numérique pour l'Europe** » vise à accélérer le déploiement de l'Internet à haut débit, afin que tous les Européens y aient accès d'ici 2013.
- « Une **Europe efficace dans l'utilisation des ressources** » prévoit une croissance économique qui ne serait plus basée sur l'utilisation abondante des ressources naturelles mais qui favoriserait au contraire l'emploi des sources d'énergie renouvelable. Le but final est de réduire de manière considérable les émissions de carbone.
- « Une **politique industrielle à l'ère de la mondialisation** » vise dans un premier temps à améliorer l'environnement des entreprises et en deuxième temps à bâtir une industrie forte à l'échelle de l'Union Européenne afin de pouvoir se confronter à la concurrence mondiale.

⁶³ Ces objectifs prévoient une réduction de 20 % des émissions européennes de gaz à effet de serres, une amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique et un taux de 20 % de consommation d'énergies renouvelables.

- « Une **stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois** » prévoit une modernisation des marchés du travail, un meilleur équilibre entre l'offre et la demande d'emplois et une mise en avant de la mobilité professionnelle.
- « Une **plateforme européenne contre la pauvreté** » vise à garantir une cohésion économique, sociale et territoriale. Les personnes menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale devraient être appuyées afin de pouvoir s'intégrer à nouveau à la société.

La mise en œuvre de la Stratégie Europe 2020 sera encadrée par une gouvernance renforcée afin de mieux évaluer la réalisation des objectifs fixés et de ne pas répéter les erreurs commises dans la mise en œuvre de la précédente Stratégie de Lisbonne. Pour cela, les États membres devront réaliser des rapports quant aux freins à la croissance rencontrés et aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.

Les priorités de la Stratégie Europe 2020, qui sera effective dès la fin de l'année 2010, devront être mises en œuvre sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne et constitueront le fil conducteur de toutes les actions qui seront menées dans le cadre de la future période de programmation.

L'année 2010 marque donc l'échéance de la Stratégie de Lisbonne et la mise en place de la Stratégie Europe 2020, mais elle implique également la définition des nouveaux enjeux pour la prochaine période de programmation. En effet, suite à de nombreux débats et consultations menés depuis deux ans sur l'avenir des Politiques communes, aujourd'hui certaines propositions émergent quant à l'après 2013. Nous nous intéresserons particulièrement aux deux principales Politiques communes de l'Union, à savoir la Politique de Cohésion et la Politique Agricole Commune (PAC), qui suscitent d'autant plus d'interrogations étant donné l'importance des enjeux qu'elles représentent pour l'ensemble du territoire. Les orientations qui seront fixées pour la période de programmation 2014-2020 auront des répercussions sur l'application des Politiques au niveau local et supposent donc une certaine anticipation de la part des collectivités territoriales impliquées dans les différents Programmes européens.

L'avenir de la Politique de Cohésion

En ce qui concerne la Politique de Cohésion de l'Union Européenne, des propositions concrètes de la part de la Commission devraient être faites en fin d'année 2010. Ces propositions seront alors le résultat d'une longue période de réflexions et de débats entamée depuis 2007, dont nous allons présenter les documents de référence. En effet, des initiatives

ont été prises au niveau communautaire afin d'évaluer la mise en œuvre de la Politique actuelle et de préparer au mieux la prochaine période de programmation.

La Direction Générale de la Commission Européenne en charge de cette Politique de Cohésion, la DG Regio, a lancé entre septembre 2007 et janvier 2008 une **consultation publique sur l'avenir de la Politique de Cohésion après 2013**. Suite à cette consultation, un **Cinquième Rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale**⁶⁴ a été publié, dont on retiendra les deux points principaux suivants :

- La coopération territoriale est considérée comme un élément essentiel de la Politique de Cohésion et devrait à l'avenir être facilitée, notamment au niveau de la coopération à échelle transnationale, mais également avec les Pays voisins de l'Union Européenne.
- La gouvernance de la Politique de Cohésion devrait être renforcée mais également clarifiée en ce qui concerne les responsabilités de chaque niveau impliqué, à savoir la Commission, les États membres et les autorités régionales et locales.

En outre en novembre 2008, la DG Regio a publié le rapport « **Régions 2020 : Évaluation des défis qui se poseront aux régions de l'Union Européennes** »⁶⁵, qui analyse les principaux défis auxquels l'Europe sera confrontée à l'horizon 2020, à savoir la mondialisation, l'évolution démographique, le changement climatique et l'approvisionnement énergétique, et détermine ainsi le « niveau de vulnérabilité » des différentes régions face à ces grands défis et les conséquences que cela pourrait impliquer pour les régions. Afin d'observer le niveau de vulnérabilité de la région Languedoc-Roussillon, nous avons répertorié les informations cartographiques présentes dans le Rapport Régions 2020⁶⁶. Ces critères sont déterminés grâce à un indice de vulnérabilité mise en place par la DG Regio. Le rapport Régions 2020 est alors venu alimenter les réflexions quant au futur de la Politique de Cohésion, en concluant que le cadre de la Politique devait être adapté afin d'aider les régions à mieux faire face à la mondialisation, au vieillissement de la population, aux défis climatiques et énergétiques.

En Avril 2009, Mme Danuta Hübner, alors Commissaire européenne en charge de la Politique Régionale, a demandé au Directeur Général au Ministère de l'Economie et des Finances italien, M. Fabrizio Barca, de préparer un rapport, alors appelé « **Rapport**

⁶⁴ Cinquième Rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale :

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim5/com_2008_371_fr.pdf

⁶⁵ Régions 2020 :

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/regions2020/pdf/regions2020_fr.pdf

⁶⁶ Voir l'annexe n°8 Cartographie de l'exposition des régions européennes aux défis identifiés.

Barca »⁶⁷, présentant d'une part l'efficacité de la Politique de Cohésion à ce jour et d'autre part une série de propositions quant aux éventuelles réformes pour la période après 2013. Le Rapport Barca propose dix points d'amélioration à apporter à la Politique de Cohésion pour la période de programmation 2014-2020 :

- Mettre l'accent sur les grandes priorités ;
- Établir un nouveau cadre stratégique ;
- Rénover les relations contractuelles entre la Commission et les États membres ;
- Renforcer la gouvernance en matière de grandes priorités ;
- Promouvoir des dépenses additionnelles, flexibles et innovantes ;
- Promouvoir l'expérimentation et mobiliser les acteurs locaux ;
- Développer le « processus d'apprentissage » : vers une évaluation prospective des remontées ;
- Renforcer le rôle de la Commission en tant que centre de compétence ;
- Traiter la gestion financière et le contrôle ;
- Renforcer le débat politique à haut niveau.

Ces propositions viennent alors conforter les conclusions du Cinquième Rapport d'étape sur la Cohésion Économique et Sociale, apportent de nouvelles orientations pour la définition de la future Politique de Cohésion.

En juin 2009 a été publié un **Sixième Rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale**⁶⁸, spécifiquement basé sur la thématique des régions créatives et innovantes, qui présente un plan d'actions visant à :

- stimuler les initiatives régionales d'innovation et la coopération entre les régions de l'espace communautaire ;
- favoriser un développement harmonieux et durable des territoires européens en tirant parti de leurs caractéristiques et de leurs ressources.

Enfin, en décembre 2009, au terme de son mandat, le Commissaire Pawel Samecki en charge de la Politique de Cohésion a publié un **Document d'orientation sur l'avenir de**

⁶⁷ Rapport Barca, uniquement en version anglaise :
http://ec.europa.eu/regional_policy/policy/future/pdf/report_barca_v0306.pdf

⁶⁸ Sixième Rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale :
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim6/com_2009_295_fr.pdf

la Politique de Cohésion⁶⁹. Ce document prévoit de manière générale la mise en place d'une future Politique de Cohésion dont la gouvernance et les systèmes de contrôle seraient simplifiés et plus efficaces. Il préconise une gouvernance davantage coordonnée entre les niveaux communautaire, national et infra-national afin de faire face aux grands défis auxquels l'Europe est exposée. Le Commissaire Samecki prévoit également trois priorités pour la Politique de Cohésion d'après 2013 dans son document d'orientation :

- une croissance basée sur la connaissance ;
- une économie verte ;
- une priorité accordée à l'emploi et à la cohésion sociale.

Il souhaite en outre que soit mise en œuvre une meilleure coordination entre les instruments financiers européens (FEDER, FSE, Fonds de Cohésion, FEADER, FEP).

Les discussions sont toujours en cours à la fin 2010 et de nouveaux documents d'orientation ont été présentés au cours de l'été 2010 par le nouveau commissaire à la politique régionale Johannes Hahn. Si le maintien d'une politique régionale européenne est aujourd'hui confirmée, la structure des prochains programmes fait encore débat et notamment l'articulation entre les fonds (FSE, Axe 3 du FEADER).

Nous nous situons dans une étape majeure dans la négociation de la politique de cohésion. Dans une lettre commune adressée au Président de la Commission européenne le 31 août dernier, quatre commissaires européens proposent de mettre en commun leur réflexion sur les fonds européens. «Nous proposons la création d'un cadre européen stratégique commun [regroupant] le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et Fonds Européen pour la Pêche (FEP)», écrivent les commissaires Hahn (Développement régional) Damanaki (Pêche), Andor (Emploi et affaires sociales) et Ciolos (Agriculture).

L'objectif de ce cadre commun stratégique est de «limiter la fragmentation des différents instruments et permettre une meilleure priorisation des fonds européens». Au-delà, les quatre commissaires veulent légitimer l'existence des fonds européens et affirmer qu'ils servent les objectifs de la Stratégie Europe 2020.

Cette coordination marque une évolution importante dans la négociation de la future politique régionale européenne, qui a débuté à Bruxelles. Il a été souligné : «Une critique récurrente consiste à souligner le manque d'articulation entre ces fonds sur le terrain». Mais dans les faits, plusieurs fonds européens visent parfois les mêmes objectifs, et peuvent se

⁶⁹ Document d'orientation sur le futur de la Politique de Cohésion : http://ec.europa.eu/regional_policy/newsroom/pdf/pawel_samecki_orientation_paper.pdf

rejoindre, comme par exemple le FEADER et le FEDER, qui visent tous les deux à encourager le développement rural.

Cependant, le manque de coordination aboutit parfois au phénomène inverse et crée des « zones blanches » où chaque fonds compte sur l'autre pour intervenir.

Outre les réflexions menées au niveau de la Commission, certains organismes ou associations européennes, directement concernés par la thématique, ont émis des avis quant à l'avenir de la Politique de Cohésion pour la prochaine période de programmation. Cela est le cas par exemple du **Conseil des Communes et Régions d'Europe**⁷⁰ (CCRE), qui s'est récemment positionné et préconise sept grandes priorités à adopter pour la future période de programmation :

- Le rôle des collectivités locales doit être décisif dans la mise en œuvre des politiques communautaires ;
- La Politique de Cohésion doit continuer de s'appliquer à l'ensemble des régions d'Europe ;
- Les collectivités territoriales de niveau local et régional doivent acquérir davantage de responsabilités, se traduisant par une implication plus importante dans la prise de décision, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des Programmes de la Politique de Cohésion ;
- La Politique doit contribuer au développement d'un sentiment de citoyenneté et solidarité européenne ;
- Les fonds ainsi que les Programmes doivent être simplifiés, réduisant ainsi la charge administrative des collectivités locales ainsi que des acteurs locaux ;
- Le domaine du Développement rural, composant actuellement le deuxième pilier de la PAC, devrait intégrer la Politique de Cohésion afin de contribuer davantage au développement des territoires ruraux, grâce à des financements FEDER plus conséquents.
- Le développement durable devrait être le principe directeur de la nouvelle Politique de Cohésion.

Les réflexions et préconisations apportées par des associations de collectivités locales comme le CCRE permettent d'alimenter les débats sur l'avenir de la Politique de Cohésion d'un point de vue différent que celui des instances européennes. Ces associations défendent une meilleure implication des niveaux local et régional dans la mise en œuvre de

⁷⁰ Association européenne visant principalement à défendre l'autonomie des collectivités locales et régionales. Cf. : Site Internet du CCRE : <http://www.ccre.org/presentation.htm>

la Politique ainsi qu'un meilleur pouvoir de décision. Toutefois, certaines propositions se rejoignent et nous permettent donc d'avoir un éventuel aperçu des mesures qui seront décidées par la Commission européenne en fin d'année 2010. Nous pouvons citer par exemple la simplification de la Politique de Cohésion, une meilleure harmonisation dans la gestion des fonds européens, un renforcement de l'importance accordée à la coopération territoriale, une gouvernance accrue impliquant une meilleure coordination entre les niveaux communautaire, national et régional. De manière générale, il est également préconisé d'opérer des changements dès la période de programmation actuelle étant donné la publication fin 2010 des conclusions de la Commission européenne ainsi que la mise en place de la nouvelle Stratégie Europe 2020 succédant à la Stratégie de Lisbonne. Nous savons également d'ores et déjà que les réformes apportées à la Politique de Cohésion pour la prochaine période de programmation s'inscriront dans les priorités de la Stratégie Europe 2020.

L'avenir de la Politique Agricole Commune

Nous allons désormais nous intéresser à la **réforme de la Politique Agricole Commune (PAC)** prévue pour 2013, qui suscite de nombreux débats depuis le début de l'année 2010. Si l'on considère le contexte actuel, il est prévu que la Commission européenne présente à la fin de l'année 2010 un document d'orientation sur l'avenir de la PAC et des propositions législatives sont en outre attendues courant 2011.

Dans le contexte de la nouvelle **Stratégie Europe 2020**, la PAC peut désormais davantage se positionner et ainsi contribuer au développement d'une **croissance intelligente, durable et inclusive**, qui constituent les trois priorités de la Stratégie. La nouvelle PAC est également à même de répondre aux **nouveaux défis** auxquels l'Europe est confrontée, à savoir la mondialisation, l'évolution démographique, le changement climatique et l'approvisionnement énergétique. Enfin, en tant que politique commune, la PAC doit davantage considérer la diversité des agricultures au sein des 27 États membres de l'Union Européenne.

En avril 2010, le **Commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural**, Dacian Cioloș, a lancé un débat public sur l'avenir de la PAC, de ses principes et de ses objectifs. Ce débat s'adressait à l'ensemble des organisations et des citoyens européens, spécialisés ou non sur le thème. Outre la contribution que la PAC peut apporter à la Stratégie Europe 2020, la consultation était centrée sur les quatre questions suivantes :

- Pourquoi avons-nous besoin d'une politique agricole commune ?
- Qu'est-ce que les citoyens attendent de l'agriculture ?
- Pourquoi réformer la PAC ?
- De quoi avons-nous besoin pour la PAC de demain ?

Près de 5 000 contributions ont été apportées au débat dans toute l'Union Européenne. Ces contributions ont été débattues au cours d'une conférence à Bruxelles en juillet 2010, présidée par le Commissaire Dacian Cioloș, à laquelle ont participé plus de 500 acteurs des 27 États membres. Le Commissaire a précisé que l'ensemble des réponses reçues souligne la prise de conscience par les citoyens européens de la nécessité d'une politique ciblée sur l'agriculture à l'échelle communautaire.

À l'issue de la conférence, Dacian Cioloș a annoncé que les soutiens financiers de la nouvelle PAC devraient se centrer sur :

- la promotion d'une agriculture compétitive et durable ;
- l'accompagnement des exploitations vers une agriculture toujours plus durable ;
- l'ancrage des exploitations et de l'emploi sur leur territoire, y compris là où il est difficile d'exercer le métier d'agriculteur.

Il a également précisé que la nouvelle PAC devrait être fondée sur des **critères actuels et réalistes**, considérant alors le type d'exploitation et le contexte à la fois socio-économique, climatique et environnemental dans lequel évoluent les agriculteurs ; et non être fondée sur des critères historiques comme cela été le cas jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, Dacian Cioloș a souligné son souhait de conserver **deux piliers**, « **facettes complémentaires de la PAC** » :

- « le premier pilier, c'est le soutien de l'ensemble des agriculteurs européens sur une base annuelle pour des résultats quantifiables et visibles annuellement. C'est notre réponse aux grands défis communs à l'ensemble des États membres de l'Union Européenne »
- « le second pilier, c'est l'évolution des filières et des territoires, y compris sur le plan environnemental. Il doit soutenir nos objectifs, sur une base pluriannuelle de programmation, avec des priorités claires avec suffisamment de flexibilité pour atteindre nos objectifs" ; il a également précisé que "la politique de développement rural doit nous permettre de moderniser nos exploitations ; de déployer des moyens nouveaux dans le domaine de l'innovation ; d'œuvrer à la diversification des zones

rurales ; de pérenniser un secteur agricole en proie à la volatilité des marchés ; de traiter de manière horizontale et les défis complexes liés au changement climatique »

En outre, le **Conseil de l'Union Européenne** et le **Parlement européen** se sont également positionnés sur l'avenir de la PAC pour l'après 2013. En février 2010, un débat a été mené au sein du Conseil de l'Union Européenne, concernant l'avenir des instruments de gestion du marché et des crises dans le cadre de la définition de la nouvelle PAC. Il a révélé que l'actuelle orientation de la PAC vers les besoins du marché devait être renforcée, qu'un filet de sécurité devait être maintenu afin de protéger l'ensemble du secteur agricole en cas de crise grave, et qu'il était nécessaire de conserver les instruments actuels de l'Organisation Commune des Marchés unique. En parallèle, les députés du Parlement plaident pour la nécessité d'une PAC plus forte pour l'après 2013. Ils l'inscrivent dans les priorités de la Stratégie Europe 2020, en proposant la mise en œuvre d'une politique alimentaire et agricole forte, durable, crédible et dotée d'instruments financiers importants afin de répondre à la fois aux besoins des agriculteurs mais également aux préoccupations de la communauté rurale. Le Parlement considère que la PAC doit rester une Politique commune et ne doit pas être « renationalisée » et considère également que l'organisation actuelle de la PAC autour de deux piliers devaient être maintenue. Pour le XXIème siècle, le Parlement européen souhaite voir se développer une PAC juste, plus durable, basée sur une croissance « verte », la qualité des denrées alimentaires, la préservation de la biodiversité et la préservation de l'environnement.

Nous connaissons désormais les conclusions des débats menés depuis le début de l'année 2010 après des **différentes institutions de l'Union Européenne**, qui nous permettent aujourd'hui de nous faire une idée sur la future mise en œuvre de la PAC. Il faudra toutefois attendre la fin de l'année 2010 pour connaître les propositions de la Commission concernant l'avenir PAC qui apparaîtront dans son document d'orientation, puis le premier trimestre de l'année 2011 pour que soient publiées de réelles propositions législatives.

Nous avons abordé dans cette partie de notre travail le cadre général actuel des Politiques communes de financement de l'Union Européenne. L'année 2010 est tout d'abord une année de transition. Elle marque la fin de l'application de la Stratégie de Lisbonne, qui était depuis dix ans la ligne directrice de toutes les politiques de l'Union, et la mise en place de la nouvelle Stratégie Europe 2020. Ce changement impliquera donc un remaniement des priorités assignées aux grandes politiques communes et aura des répercussions quant aux objectifs définis au niveau local. En outre, l'année 2010 se situe en plein cœur de la période

de programmation 2007-2013, ce qui implique d'ores et déjà la préparation des orientations pour la période 2014-2020. Cependant, nous ne sommes pas encore en mesure de connaître les évolutions concrètes qui prendront effet au cours de la prochaine période de programmation car nous sommes en attente des propositions officielles de la Commission européenne ainsi que des perspectives financières de l'Union européenne pour l'après 2013.

Les Politiques communes de l'Union connaîtront, dans un futur relativement proche, d'importantes réformes qui impliqueront une certaine adaptation au niveau national mais également au niveau local. Les collectivités alors impliquées devront être réactives quant aux orientations et propositions législatives qui seront publiées afin d'anticiper sur la prochaine période de programmation, devront adapter leur stratégie de travail face au nouveau contexte de programmation.

3.2. Propositions en vue d'une adaptation de la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

En considérant d'une part les premières ébauches quant à l'avenir de la Politique de Cohésion et de la Politique Agricole Commune ainsi que les grandes lignes de la Stratégie Europe 2020 ; et d'autre part les informations que nous avons recueillies auprès de divers Conseils Généraux, nous allons proposer de nouvelles perspectives afin de compléter la stratégie du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales qui fait face aujourd'hui à de nouveaux enjeux.

Nous présentons ci-dessous la liste des actions que nous proposons afin de contribuer à l'adaptation de la stratégie du Pôle aux évolutions du contexte actuel, qui seront développées lors de la soutenance du mémoire.

- Élaboration d'une demande afin que la Commission spécialisée « Affaires Européennes, Coopération décentralisée, Relations Internationales, Politique contractuelle avec l'État » déjà existante, soit effective et se réunisse régulièrement. Les actions effectuées par le Pôle pourraient ainsi être traitées en amont des Commissions Permanentes.
- Organisation régulière de réunions d'information en interne avec les autres Services de l'institution afin de les sensibiliser davantage sur les questions européennes et de contribuer ainsi à une maîtrise d'ouvrage plus importante du Conseil Général dans les projets européens.

- Proposer la mise en place de référents techniques directement au sein des Services de l'institution impliqués dans des projets européens, qui seraient spécialisés sur le thème et permettraient une meilleure coordination avec le Pôle.
- Implication du Pôle dans davantage de réseaux nationaux et européens.
- Meilleur positionnement du Pôle sur le suivi du FSE, qui pourrait être réalisé en parallèle au suivi du FEDER et du FEADER, dans le cadre d'un partenariat avec la Direction de la Solidarité. Au vu des premières conclusions concernant l'après-2013, il semblerait qu'une priorité serait donnée à l'emploi. En effet, la Stratégie Europe 2020 en a fait une de ces cinq priorités, mais également l'ancien Commissaire chargé des la Politique de Cohésion, Pawel Samecki, insiste sur la question de l'emploi dans son document d'orientation.
- Anticipation des propositions officielles de la Commission européenne d'ici le début de l'année 2011 afin de connaître les futurs enjeux à exploiter pour les collectivités locales. En effet, il a été mentionné à plusieurs reprises une responsabilité accrue des collectivités, qui auraient un rôle plus important à jouer dans la gestion des dispositifs européens. Le Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict pourrait donc être davantage impliqué et de nouveaux rôles pourraient donc être envisagés.
- Mise en place d'une réelle articulation entre le Pôle et l'Eurodistrict. Les actions menées dans le cadre du futur GECT doivent constituer une mission à part entière au sein du Pôle. Étant donné le rôle central que le Conseil Général a développé au cours du processus de création de l'Eurodistrict, cela laisse envisager la place importante qu'il possèdera dans la gestion de la structure transfrontalière.
- Conforter le partenariat avec la Casa de la Generalitat. Prévoir la signature d'une quatrième convention d'application à l'Accord-cadre de coopération transfrontalière.
- Envisager l'élargissement des partenariats transfrontaliers vers d'autres territoires voisins, en exploitant davantage la situation géographique du département des Pyrénées-Orientales ainsi que ses caractéristiques culturelles. En effet, en tant que territoire à la fois pyrénéen et méditerranéen, des axes de coopération sont à développer avec la Principauté d'Andorre et les Iles Baléares, qui s'inscrivent dans le territoire des « Països Catalans ». En outre, la Principauté d'Andorre⁷¹ étant membre du Programme de coopération transfrontalière POCTEFA, le portage de projets communs pourrait être envisagé. Cela serait une manière d'exploiter un autre axe du Programme.

⁷¹ Bien qu'elle ne puisse recevoir de financements européens au titre du Programme car elle n'est pas membre de l'Union.

- Promouvoir le développement d'échanges avec des pays de la rive sud de la méditerranée. Ces actions ont déjà été évoquées plusieurs fois au sein du Pôle, cependant elles n'ont jamais été menées à terme. La récente implication de Pôle dans le Programme de coopération IEVP pourrait être l'opportunité pour l'institution de développer des partenariats. Cette étape serait alors une première approche en matière de coopération décentralisée.
- Être davantage positionné sur les appels à propositions de la Commission européenne. En effet, de nombreuses opportunités sont régulièrement à saisir auprès de ces dispositifs. Les appels à propositions concernent des thèmes spécifiques, qui pourraient permettre d'impliquer des acteurs du territoire dans le montage de projets. Il apparaît sur tout le territoire du département des Pyrénées-Orientales un manque de réactivité face à ces opportunités.

Conclusions

Au cours de ce mémoire, nous avons pu nous rendre compte de l'impact des Politiques de l'Union Européenne sur les territoires au niveau local. Aujourd'hui ces questions mobilisent de nombreuses structures, soucieuses des enjeux que représente l'Europe sur leur territoire. Nous avons abordé dans notre travail les principaux dispositifs européens desquels le département des Pyrénées-Orientales peut bénéficier, d'une part au même titre que l'ensemble des territoires de l'Union Européenne et d'autre part grâce à sa situation géographique privilégiée. Au niveau local, les collectivités territoriales, et notamment les Conseils Généraux, ont un rôle déterminant à jouer dans la mise en œuvre des Politiques européennes sur leur territoire. Elles sont à la fois impliquées dans la gestion des dispositifs et présentes pour accompagner les acteurs du territoire.

Cependant, l'implication des Conseils Généraux varie selon la typologie du département, mais également en fonction du choix stratégique adopté au sein de la collectivité. Certains Conseils Généraux accordent moins d'importance que d'autres aux questions européennes et se mobilisent moins sur leur territoire. En ce qui concerne le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, il a su développer une véritable stratégie de développement territorial autour des Politiques européennes. Il est présent dans de nombreux domaines, et tout particulièrement sur les questions de coopération. Nous noterons comme points forts de sa stratégie le développement de nombreuses actions en matière de coopération transfrontalière, son ouverture vers de nouvelles échelles de coopération, plus vastes et notamment vers le bassin méditerranéen, ainsi que son

positionnement stratégique dans les Programmes européens, aussi bien en tant que membre gestionnaire qu'en tant qu'accompagnateur pour les acteurs du territoire.

À travers l'analyse comparative des contributions apportées par d'autres Conseils Généraux, nous avons pu identifier d'intéressantes pistes à exploiter, qui pourraient être mises en œuvre au sein du Pôle Europe – Transfrontalier – Eurodistrict du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, que nous avons proposé dans la troisième partie de notre travail. Toutefois, si l'on considère l'ensemble des stratégies observées, nous constatons que le Conseil Général des Pyrénées-Orientales est relativement bien positionné. Des pistes restent toutefois à exploiter, que nous avons décrites dans nos propositions d'actions, et notamment celle de la coopération décentralisée qui est envisagée par la collectivité depuis plusieurs années mais qui n'a jamais été exploitée.

Il est important de considérer la période actuelle dans le contexte communautaire. En effet, nous avons pu observer que d'importantes réformes vont se dessiner au niveau des Politiques communes de l'Union. Suite à l'étude des principales sources d'information officielles quant à l'après-2013 provenant de débats au sein des plus hautes instances de l'Union, nous avons pu observer certaines tendances. Il semblerait que pour la prochaine période de programmation 2014-2020, une importance particulière soit accordée au déploiement d'actions de coopération territoriale. Nous n'avons pas d'information cependant quant à la part du budget de la Politique de Cohésion qui pourrait être allouée à cet objectif.

En outre, l'emploi devrait être renforcé au niveau de l'ensemble de l'Union. Ceci impliquerait une importance majeure accordée au FSE, et pourrait inciter le département des Pyrénées-Orientales à exploiter davantage ce fonds. Le thème de l'emploi représente même une des grandes priorités de la Stratégie Europe 2020⁷².

Une autre constatation importante est que le rôle des collectivités territoriales pourrait être renforcé dans la gestion et la mise en œuvre des Politiques communautaires. Des opportunités seront alors à saisir au niveau local. Dans les grandes lignes, il apparaît également une meilleure coordination entre les différents fonds européens, à savoir pour les principaux le FEDER, le FSE, le Fonds de Cohésion, le FEADER, et le FEP. En effet, ces fonds sont appliqués dans le cadre de Politiques communes différentes et il n'apparaît pas à l'heure actuelle suffisamment de liens entre chacun quant à leur application. Un cadre commun stratégique pour l'ensemble des fonds a même été envisagé. En outre, il apparaît la volonté de donner une priorité aux questions environnementales et au développement durable. Cela pourrait être une opportunité pour les Conseils Généraux d'impliquer davantage les Services positionnés sur ce thème dans des projets structurants. Enfin, en ce

⁷² « 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi »

qui concerne l'avenir de la Politique Agricole Commune, il semblerait que de nouveaux critères soient pris en compte quant aux financements accordés. En effet, la PAC prendra désormais en compte des critères actuels, plus réalistes, et notamment celui du contexte socio-économique des territoires. On y voit ici des opportunités à saisir pour le département des Pyrénées-Orientales.

Toutefois, nous devons attendre la fin de l'année 2010 et le premier trimestre de l'année 2011 afin de connaître les propositions officielles de la Commission européenne quant à l'après-2013 ainsi que des propositions législatives. Nous savons toutefois désormais que la Stratégie Europe 2020 sera la ligne directrice de toutes les Politiques mise en œuvre au niveau communautaire, national, et local. Les collectivités locales, et donc le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, devront anticiper ces changements afin d'adapter au mieux leur stratégie. Ces questions sont d'autant plus importantes en France aujourd'hui dans un contexte actuel de réforme des collectivités territoriales, qui laisse présager une menace pour les Conseils Généraux. En effet, il a déjà été mentionné une suppression des départements. En outre, les financements apportés par l'Europe viennent appuyer les collectivités dans un contexte de restrictions budgétaires. Enfin, en ce qui concerne le département des Pyrénées-Orientales, un positionnement du Conseil Général toujours plus marqué sur le développement territorial à l'échelle transfrontalière ne serait-il pas une alternative pour permettre de renforcer le rôle et la vision de la collectivité dans ce contexte de réforme nationale ?

Bibliographie

Ouvrages et textes officiels

- Communautés européennes, La Politique de Cohésion 2007-2013 commentaires et textes officiels, 2007
- Journal Officiel de l'Union européenne, Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds Européen de Développement Régional, le Fonds Social Européen et le Fonds de cohésion, 2006
- Journal Officiel de l'Union Européenne, Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional, 2006
- Journal Officiel de l'Union Européenne, Règlement (CE) n°1081/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Social Européen, 2006
- Journal Officiel de l'Union Européenne, Règlement (CE) n°1084/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 instituant le Fonds de cohésion, 2006
- Programme Opérationnel de Coopération Territoriale « Espagne – France – Andorre 2007-2013 », 2007
- Programme Opérationnel de Coopération Territoriale « Méditerranée 2007-2013 », 2007
- Programme Opérationnel de Coopération Territoriale « Espace sud-ouest européen 2007-2013 », 2008
- Programme Opérationnel de Coopération Transfrontalière « Bassin Maritime Méditerranée 2007-2013 », 2008
- *- Commission Européenne, Europe 2020, une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive, 2010
- Commission Européenne, Régions 2020, Évaluation des défis qui se poseront aux régions de l'Union Européenne, 2008

Sites internet consultés

- Le portail de l'Union Européenne : http://ec.europa.eu/index_fr.htm
- Toute l'Europe en un clic : <http://www.touteleurope.eu/>

- Site Internet du Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche : <http://agriculture.gouv.fr/pac-soutiens-directs-et>
- Vie Publique <http://www.vie-publique.fr/>
- Europe Direct Pyrénées Languedoc-Roussillon : <http://www.europedirectplr.fr/>
- Pays Pyrénées-Méditerranée : <http://www.payspyreneesmediterranee.org/>
- Préfecture des Pyrénées-Orientales : <http://www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr/>
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon : <http://www.laregion.fr/>
- Maison de l'Europe Pyrénées-Roussillon : <http://www.maison-europe-roussillon.eu/>
- Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération : <http://www.perpignanmediterranee.com/>

Sites Internet des Conseils Généraux

- http://www.ain.fr/jcms/int_50485/accueil
- <http://www.aisne.fr/>
- <http://www.allier.fr/>
- <http://www.cg04.fr/>
- <http://www.cg05.fr/>
- www.cg06.fr
- www.cg07.fr
- www.cg08.fr
- www.cg09.fr
- www.cg-aube.com
- www.cg11.fr
- www.cg12.fr
- www.cg13.fr
- www.cg14.fr
- www.cg15.fr
- www.cg16.fr
- www.charente-maritime.org
- www.cg18.fr
- www.cg19.fr
- www.cg-corsedusud.fr
- www.haute-corse.fr
- www.cg21.fr
- www.cotesdarmor.fr
- www.cg23.fr
- www.cg24.fr/
- <http://www.doubs.fr/v3/>
- <http://www.ladrome.fr/>
- <http://www.eure-en-ligne.fr/cg27/>
- www.cg28.fr/
- www.cg29.fr/
- <http://www.gard.fr/>
- <http://www.haute-garonne.fr/>
- <http://www.cg32.fr/>
- http://www.cg33.fr/cg33/jcms/c_5217/accueil
- <http://mag.herault.fr/>
- <http://www.ille-et-vilaine.fr/>

- <http://www.indre.fr/>
- <http://www.cg37.fr/>
- <http://www.isere.fr/>
- <http://www.cg39.fr/>
- <http://www.landes.org/>
- <http://www.cg41.fr/jahia/>
- www.loire.fr
- <http://www.cg43.fr/>
- <http://www.cg44.fr/>
- <http://www.loiret.com/cgloiret/>
- <http://www.lot.fr/>
- <http://www.cg47.org/>
- <http://www.lozere.fr/>
- <http://www.cg49.fr/>
- <http://conseil.general.manche.fr/>
- <http://www.marne.fr/>
- <http://www.haute-marne.fr/>
- <http://www.lamayenne.fr/>
- <http://www.cg54.fr/cg54/pages/fr/125.htm>
- <http://www.cg55.fr/accueil/index.asp>
- <http://www.morbihan.fr/>
- <http://www.cg57.fr/front/go.do?sid=content>
- <http://www.cg58.fr/>
- <http://www.cg59.fr/frontoffice/index.aspx>
- <http://www.oise.fr/>
- <http://www.cg61.fr/>
- <http://www.pasdecalais.fr/>
- <http://www.puydedome.com/>
- <http://www.cg64.fr/>
- <http://www.cg65.fr/>
- <http://www.cg66.fr/>
- www.cg67.fr
- <http://www.cg68.fr/>
- <http://www.rhone.fr/>
- <http://www.cg70.fr/>
- <http://www.cg71.fr/jahia/Jahia/>
- <http://www.cg72.fr/>
- <http://www.cg73.fr/>
- <http://www.cg74.fr/>
- http://www.paris.fr/portail/accueil/Portal.lut?page_id=1
- <http://www.seinemaritime.net/fr/>
- <http://www.seine-et-marne.fr/>
- <http://www.yvelines.fr/>
- <http://www.deux-sevres.com/index.asp>
- <http://www.somme.fr/>
- <http://www.tarn.fr/>
- <http://www.cg82.fr/>
- <http://www.var.fr/dispatch.do>
- <http://www.vaucluse.fr/2204-glossaire.htm>
- <http://www.vendee.fr/>
- <http://www.cg86.fr/>
- <http://www.cg87.fr/>

- <http://www.vosges.fr/cg88/frontoffice/document.asp?lan=1>
- <http://www.cg89.fr/index.php?lg=fr>
- <http://www.cg90.fr/index.html>
- <http://www.essonne.fr/>
- <http://www.hauts-de-seine.net/Portail/>
- <http://www.seine-saint-denis.fr/>
- <http://www.cg94.fr/>
- <http://www.valdoise.fr/>
- <http://www.cg971.fr/>
- <http://www.cg972.fr/site/html/index.php>
- <http://www.cg973.fr/>
- <http://www.cg974.fr/>

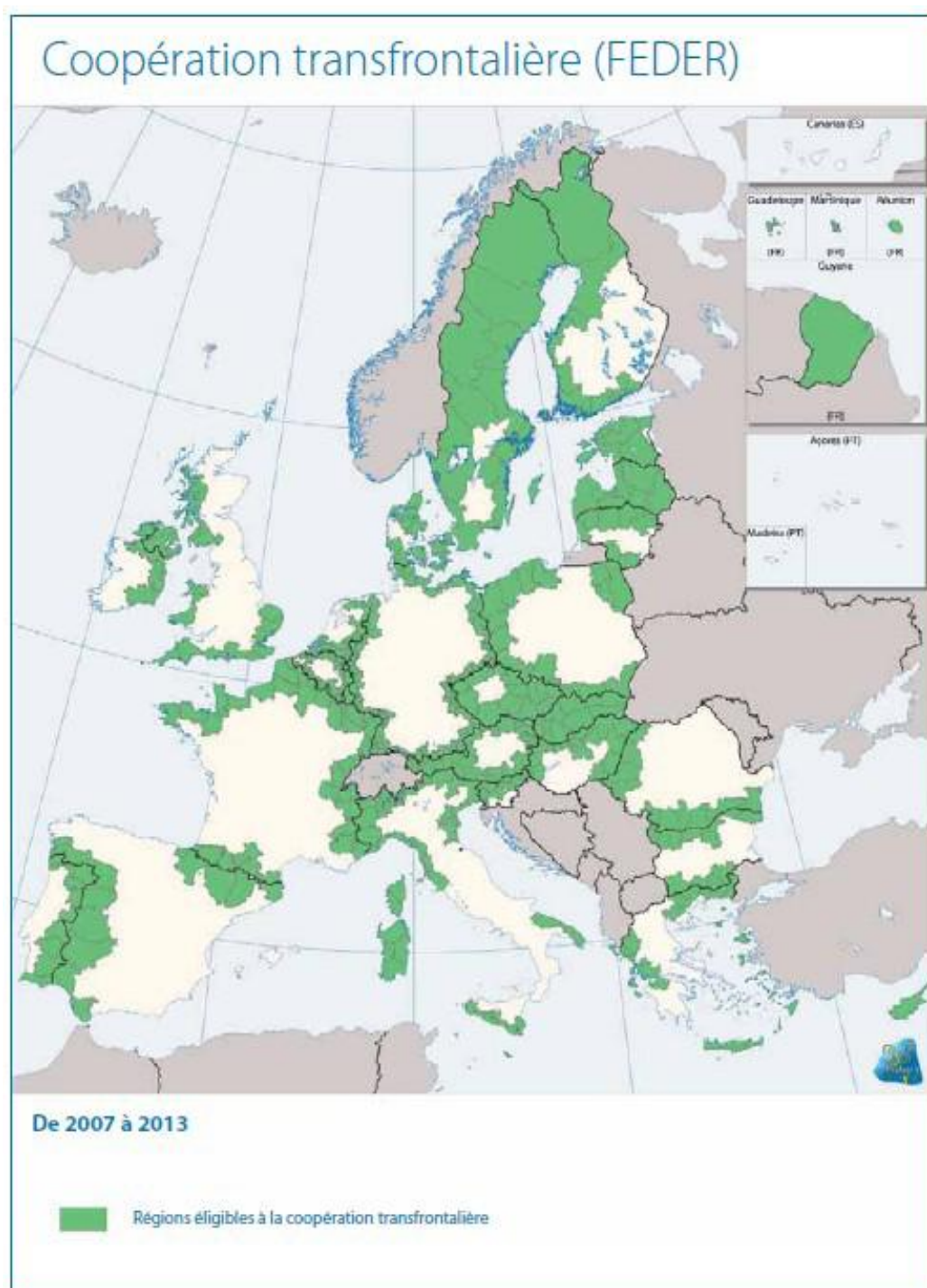
Annexes

- Annexe 1 : **Zones éligibles à la Coopération Transfrontalière dans l'Union Européenne FEDER** (Source: La Politique de Cohésion 2007-2013, commentaires et textes officiels).
- Annexe 2 : **Zones de Coopération Transnationale dans l'Union Européenne** (Source: La Politique de Cohésion 2007-2013, commentaires et textes officiels).
- Annexe 3 : **Différents Programmes IEVP de Coopération Transfrontalière de bassin** (Source: Présentation du Programme IEVP CT Bassin Méditerranée 2007-2013 : Perspectives et opportunités pour les villes de la Méditerranée, janvier 2008).
- Annexe 4 : **Accord-cadre de Coopération Transfrontalière entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales** (Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).
- Annexe 5 : **Déclaration d'Intention pour la création d'un Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier** (Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).
- Annexe 6 : **Feuille de route pour la consolidation de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier** (Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).
- Annexe 7 : **Questionnaires** :
 - Départements frontaliers.
 - Départements frontaliers méditerranéens.
 - Départements non frontaliers.
 - Départements non frontaliers méditerranéens.
- Annexe 8 : **Régions 2020 - Évaluation des défis qui se poseront aux régions de l'Union Européennes** (Source: Eurostat, Rapport Régions 2020).

Annexe 1

Zones éligibles à la Coopération Transfrontalière dans l'Union Européenne FEDER

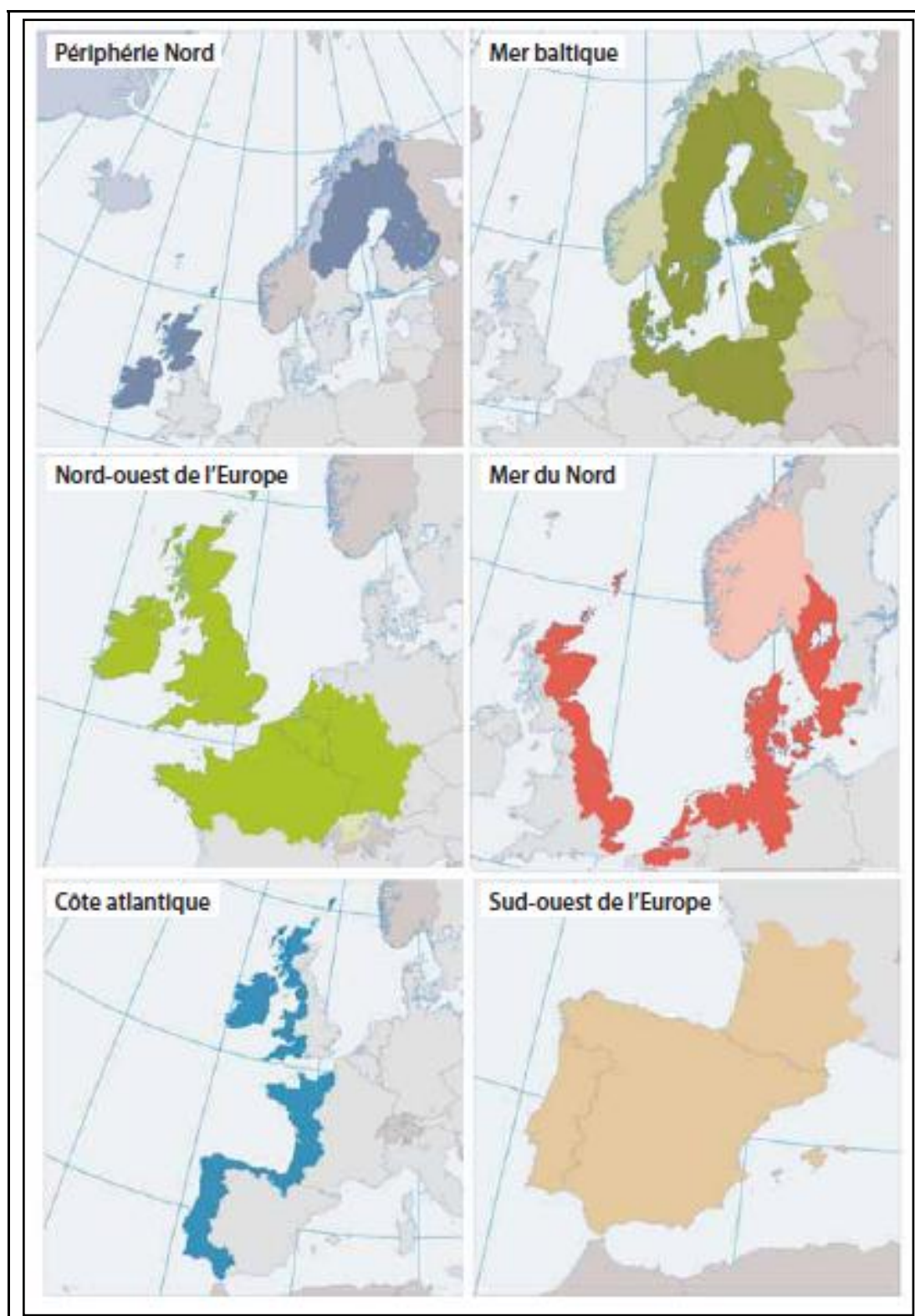
(Source: La Politique de Cohésion 2007-2013, commentaires et textes officiels).

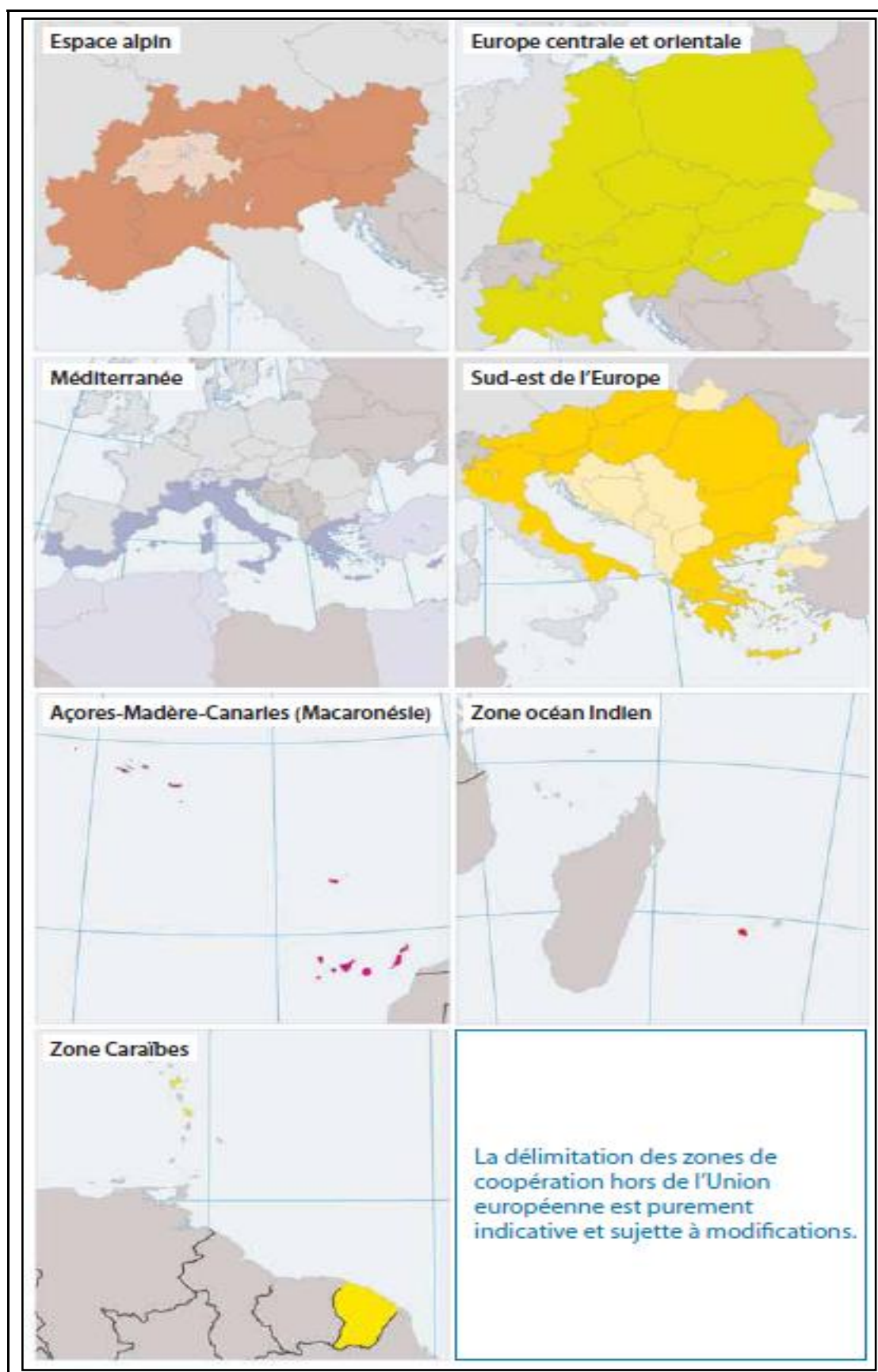


Annexe 2

Zones de Coopération Transnationale dans l'Union Européenne

(Source: La Politique de Cohésion 2007-2013, commentaires et textes officiels).

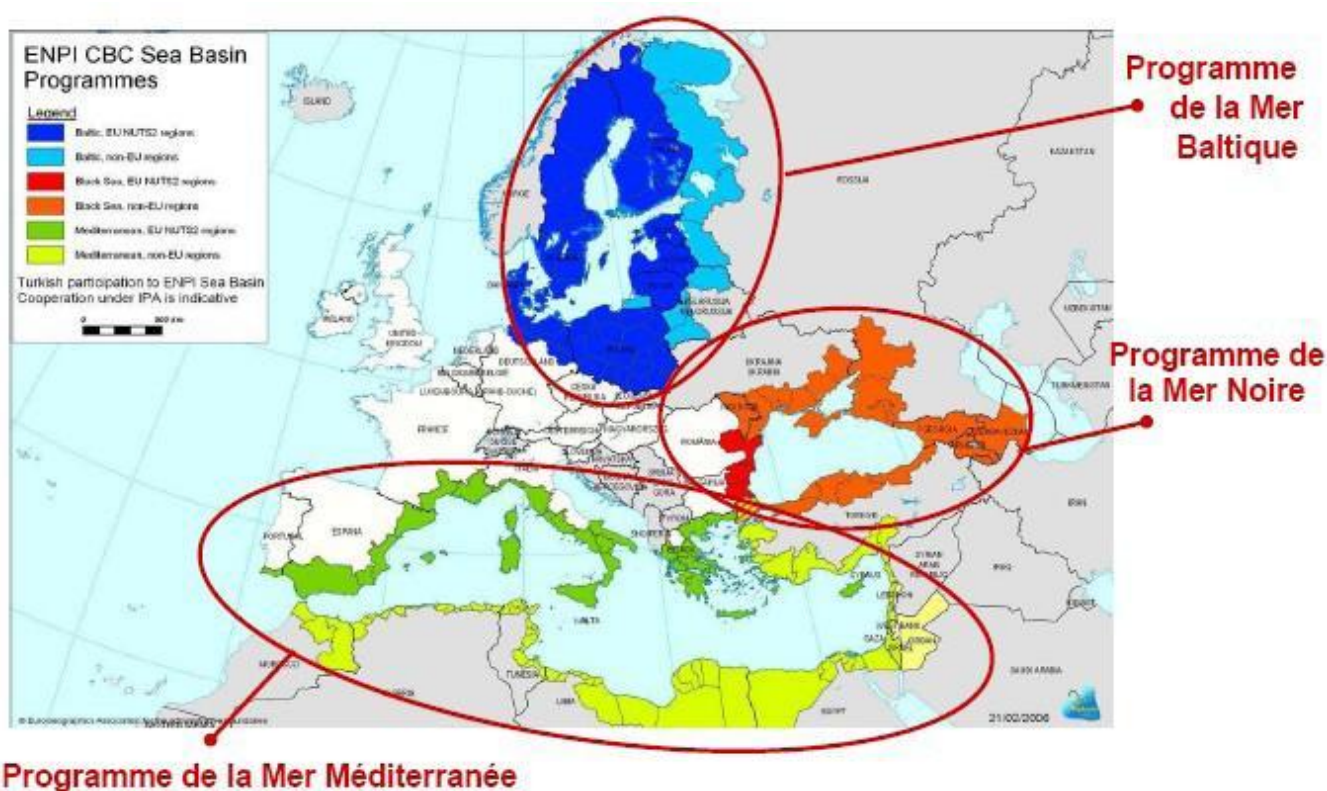




Annexe 3

Différents Programmes IEVP de Coopération Transfrontalière de bassin



(Source: Présentation du Programme IEVP CT Bassin Méditerranée 2007-2013 : Perspectives et opportunités pour les villes de la Méditerranée, janvier 2008
http://www.enpicbmed.eu/documenti/30_153_20090125231421.pdf).



Annexe 4

Accord-cadre de Coopération Transfrontalière entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales

(Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).

 <p>Generalitat de Catalunya</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> <p>ACORD-MARC DE COOPERACIÓ TRANSFRONTERERA entre el Consell General dels Pirineus-Orientals i la Generalitat de Catalunya</p> <p>ACCORD-CADRE DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales</p> </div> <p>L'Administration de la Generalitat de Catalunya, par l'intermédiaire des Services de la Présidence, représentée par le Conseiller de la Présidence, Monsieur Joaquim NADAL FARRERAS d'une part,</p> <p>Et :</p> <p>Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, représenté par son Président, Monsieur Christian BOURQUIN, d'autre part,</p> <p>Considérant que la coopération transfrontalière peut permettre, par la mutualisation des services, des infrastructures et des équipements, l'amélioration des conditions et du cadre de vie des habitants, notamment dans les zones rurales frontalières;</p> <p>Convaincues que, malgré des disparités existantes, l'espace transfrontalier constitue un ensemble historique jouissant d'une identité partagée, d'un continuum territorial et d'un possible avenir en commun ;</p> <p>Etant conscientes qu'en tant que collectivités publiques en charge de la gestion de ce territoire et qu'en tant qu'institutions très impliquées dans la coopération transfrontalière que ce soit au niveau des projets qu'elles développent ou de leur participation</p>	 <p>El Consell General dels Pirineus Orientals, representat pel seu President, el Senyor Christian BOURQUIN, d'una banda,</p> <p>I :</p> <p>L'Administració de la Generalitat de Catalunya, mitjançant el Departament de la Presidència, representada pel Conseller de la Presidència, El Senyor Joaquim NADAL FARRERAS, d'altra banda,</p> <p>Considerant que la cooperació transfronterera pot permetre, per una mutualització dels serveis, de les infraestructures i dels equipaments, la millora de les condicions i de l'entorn de vida dels habitants, particularment a les zones rurals frontereres ;</p> <p>Convengudes que, malgrat les disparitats que existeixen, l'espai transfronterer constitueix un conjunt històric que gaudeix d'una identitat compartida, d'un continuum territorial i d'un possible futur en comú ;</p> <p>Conscients que, com a col·lectivitats públiques en càrrec de la gestió d'aquest territori i com a institucions molt implicades en la cooperació transfronterera, tant al nivell dels projectes que desenvolupen com en la seva important participació a la gestió i posada en</p>
---	---

Le texte de l'accord-cadre

L'Administration de la Generalitat de Catalunya, par l'intermédiaire des Services de la Présidence, représentée par le Conseiller de la Présidence, Monsieur Joaquim NADAL FARRERAS d'une part,

Et:

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, représenté par son Président Monsieur Christian BOURQUIN, d'autre part,

Considérant que la coopération transfrontalière peut permettre, par la mutualisation des services, des infrastructures et des équipements, l'amélioration des conditions et du cadre de vie des habitants, notamment dans les zones rurales frontalières;

Convaincues que, malgré des disparités existantes, l'espace transfrontalier constitue un ensemble historique jouissant d'une identité partagée, d'un continuum territorial et d'un possible avenir en commun ;

Constatant qu'en tant que collectivités publiques en charge de la gestion de ce territoire et qu'en tant qu'institutions très impliquées dans la coopération transfrontalière que ce soit au niveau des projets qu'elles développent ou de leur participation importante à la gestion et la mise en oeuvre du programme européen INTERREG III-A, elles ont un rôle clé à jouer dans l'amélioration des conditions de vie des populations en complémentarité avec l'action menée à une échelle plus large dans le cadre de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée ;

Etant conscientes que, malgré la proximité des comarques de la région de Girona et du département des Pyrénées-Orientales, les échanges transfrontaliers restent limités en raison des effets indésirés de la frontière franco-espagnole (blocages administratifs et juridiques, manque d'articulation territoriale, etc.) qui rendent, pour les habitants du territoire transfrontalier, les démarches les plus quotidiennes (telles que accéder à des soins de santé, utiliser les transports en commun, envoyer un courrier dans un délai bref, etc.) complexes voire impossibles ;

Conviennt ce qui suit :

Article 1 : Objectifs

Le présent accord a pour objet de mettre en oeuvre une coopération transfrontalière approfondie entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales afin de faciliter les échanges transfrontaliers entre les comarques de Girona et la Catalogne Nord, d'améliorer le quotidien des habitants et de construire un véritable bassin de vie transfrontalier et une réelle communauté culturelle et linguistique.

Article 2 : Modalités de la coopération

La Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales conduisent une politique active de coopération transfrontalière et s'emploient à développer leurs relations dans l'ensemble des domaines qui relèvent de leurs compétences. Un groupe de travail bilatéral sera chargé de veiller à l'application et au suivi de l'accord. Il sera composé de la Direction Générale Adjointe en charge de l'Economie et du Territoire du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, à travers son Pôle "Développement Local-Europe", et du Secrétariat Général de la Présidence de la Generalitat de Catalunya, à travers la Casa de la Generalitat à Perpignan.

Il est décidé conjointement que la coopération entre les deux parties s'effectuera :

- en instaurant un dialogue régulier, un échange d'informations et une collaboration technique entre les services compétents respectifs de la Generalitat de Catalunya et du Conseil Général des Pyrénées-Orientales ;
- en fédérant et coordonnant conjointement l'ensemble des initiatives et projets transfrontaliers initiés par les populations locales, le milieu associatif, les entreprises et les collectivités publiques ;
- en jouant le rôle de « facilitateurs transfrontaliers » afin de favoriser les contacts entre les agents socio-économiques et d'aider, par exemple, les porteurs de projets à trouver des partenaires de l'autre côté de la frontière ;
- en animant, ensemble, la préparation du futur programme européen « Coopération territoriale France-Espagne 2007-2013 » à travers un travail de terrain associant toutes les forces vives du territoire, afin de s'assurer que les besoins des populations frontalières soient bien pris en compte et de faire émerger des projets transfrontaliers de qualité ;
- en travaillant à la création d'un cadre juridique et territorial qui permette, par l'intermédiaire d'une structure commune, de lever les obstacles à la construction d'un véritable espace de vie transfrontalier (manque d'harmonisation fiscale, tarifs internationaux pour les services postaux et téléphoniques, absence de lignes de bus transfrontalières, etc.) ;
- en étudiant la faisabilité de la création d'un fonds commun entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, outil financier visant à soutenir la réalisation d'actions et de projets transfrontaliers communs ;
- en formalisant les orientations présentées ci-dessus dans le cadre d'une convention d'application qui précisera, chaque année, les actions concrètes découlant de cette coopération.

Article 3 : Durée

Le présent accord prend effet à compter de sa signature.

Il est conclu pour une durée de trois ans. Les parties pourront le dénoncer par écrit par un préavis d'un mois, et dans ce cas les mesures nécessaires seront prises pour assurer l'achèvement de tout projet initié de façon conjointe en vertu du présent accord. Cet accord-cadre pourra être modifié d'un commun accord si cela est nécessaire, moyennant la rédaction d'un addenda.

Article 4 : Régime juridique

Cet accord de coopération transfrontalière s'inscrit dans le domaine des compétences du Gouvernement de la Generalitat de Catalunya et du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, et il est souscrit en conformité avec la Convention Cadre Européenne sur la coopération transfrontalière entre communautés ou autorités territoriales du 21 mai 1980 et le Traité franco-espagnol sur la coopération transfrontalière entre entités territoriales du 10 mars 1995.

Il est déterminé que le droit d'application sur l'accord est le même que celui en vigueur sur le territoire de la Communauté Autonome de Catalogne.

El Consell General dels Pirineus Orientals, representat pel seu President Senyor Christian BOURQUIN, d'una banda,

I :

L'Administració de la Generalitat de Catalunya, mitjançant el Departament de la Presidència, representada pel Conseller de la Presidència, el Senyor Joaquim NADAL FARRERAS d'altra banda,

Considerant que la cooperació transfronterera pot permetre, per una mutualització dels serveis, de les infraestructures i dels equipaments, la millora de les condicions i de l'entorn de vida dels habitants, particularment a les zones rurals frontereres ;

Convençudes que, malgrat les disparitats que existeixen, l'espai transfronterer constitueix un conjunt històric que gaudeix d'una identitat compartida, d'un continuum territorial i d'un possible futur en comú ;

Conscients que, com a col·lectivitats públiques en càrrec de la gestió d'aquest territori i com a institucions molt implicades en la cooperació transfronterera, tant al nivell dels projectes que desenvolupen com en la seva important participació a la gestió i posada en marxa del programa europeu INTERREG III – A, tenen un paper clau a jugar en la millora de les condicions de vida de les poblacions en complementarietat amb l'acció duta a terme a una escala més àmplia en el marc de l'Euroregió Pirineus-Mediterrània ;

Constatant que, malgrat la proximitat de les comarques gironines i del departament dels Pirineus Orientals, els intercanvis transfronterers queden limitats per culpa dels efectes no desitjats de la frontera francoespanyola (bloqueigs administratius i jurídics, falta d'articulació territorial, etc.) que converteixen, per als habitants del territori transfronterer, els tràmits més quotidians (com ara accedir als serveis de salut, utilitzar els transports en comú, enviar un correu en un termini breu, etc.) en tràmits complexos o, fins i tot, impossibles ;

Acorden el següent :

Apartat 1 : Objectius

El present acord té com a objectiu posar en marxa una estreta cooperació transfronterera entre la Generalitat de Catalunya i el Consell General dels Pirineus Orientals per a facilitar els intercanvis transfronterers entre les comarques de Girona i la Catalunya Nord, millorar el dia a dia dels habitants i construir un veritable territori transfronterer de vida comuna i una comunitat cultural i lingüística real.

Apartat 2 : Modalitats de la cooperació

El Consell General dels Pirineus Orientals i la Generalitat de Catalunya porten a terme una política activa de cooperació transfronterera i desenvolupen les seves relacions en el conjunt dels àmbits concernits per les seves competències.

Un grup de treball bilateral estarà encarregat de vetllar per l'aplicació i el seguiment de l'acord. Estarà compost per la Direcció General Adjunta encarregada de l'Economia i del Territori del Consell General dels Pirineus Orientals, mitjançant el seu Pol "Desenvolupament Local-Europa", i la Secretaria General de la Presidència de la Generalitat de Catalunya, mitjançant la Casa de la Generalitat a Perpinyà.

Es decideix conjuntament que la cooperació entre les dues parts es realitzarà :

- instaurant un diàleg regular, un intercanvi d'informacions i una col·laboració tècnica entre els respectius serveis competents de la Generalitat de Catalunya i del Consell General dels Pirineus Orientals ;
- federant i coordinant junts el conjunt de les iniciatives i projectes transfronterers iniciats per les poblacions locals, el medi associatiu, les empreses i les col·lectivitats públiques ;
- fent de mitjancers transfronterers per tal d'afavorir els contactes entre actors socioeconòmics i per tal d'ajudar, per exemple, els responsables de projectes a trobar socis d'una i altra banda de la frontera ;
- animant conjuntament la preparació de la nova programació europea « Cooperació territorial França – Espanya 2007-2013 » mitjançant un treball de camp amb totes les forces vives del territori, per tal d'assegurar que les necessitats de les poblacions frontereres siguin considerats de debò i per tal de fer sorgir projectes transfronterers de qualitat ;

- treballant a la creació d'un marc jurídic i territorial global que permeti, mitjançant una estructura comuna, eliminar els obstacles a la construcció d'un veritable espai de vida transfronter (falta d'harmonització fiscal, tarifes internacionals per als serveis postals i telefònics, falta de línies de bus transfrontereres, etc.) ;
- treballant a la possibilitat de creació d'un fons comú entre la Generalitat de Catalunya i el Consell General dels Pirineus Orientals, per tal de fomentar totes les actuacions i tots els projectes transfronterers comuns; . preparant la formalització de les
- orientacions proposades més amunt en el marc d'un conveni d'aplicació que precisarà, cada any, les accions concretes que resulten d'aquesta cooperació.

Apartat 3 : Durada

El present acord és d'aplicació immediata a partir de la seva signatura.

Aquest acord té una durada de tres anys. Les parts podran denunciar-lo per escrit amb un mes d'antelació, i en aquest cas es prendran les mesures necessàries per assegurar l'acabament de qualsevol projecte iniciat de manera conjunta en virtut del present acord.

Aquest acord-marc podrà ser modificat de comú acord quan es requereixi, mitjançant la formalització d'una addenda.

Apartat 4 : Règim jurídic

Aquest acord de cooperació transfronterera s'inclou en l'àmbit de competències del Consell General dels Pirineus Orientals i del Govern de la Generalitat de Catalunya, i se subscriu de conformitat amb el Conveni Marc Europeu sobre cooperació transfronterera entre comunitats o autoritats territorials del 21 de maig de 1980 i el Tractat francoespanyol sobre cooperació transfronterera entre entitats territorials del 10 de març de 1995.

Es determina que el dret aplicable a l'acord és el mateix vigent al territori de la Comunitat Autònoma de Catalunya.

Fet a Perpinyà, el 29 de juny de 2006, en dos exemplars originals (bilingües).

Fait à Perpignan, le 29 juin 2006, en deux exemplaires originaux (bilingues).

Le Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales

El President del Consell General dels Pirineus Orientals

Christian BOURQUIN

El Conseller de la Presidència de la Generalitat de Catalunya

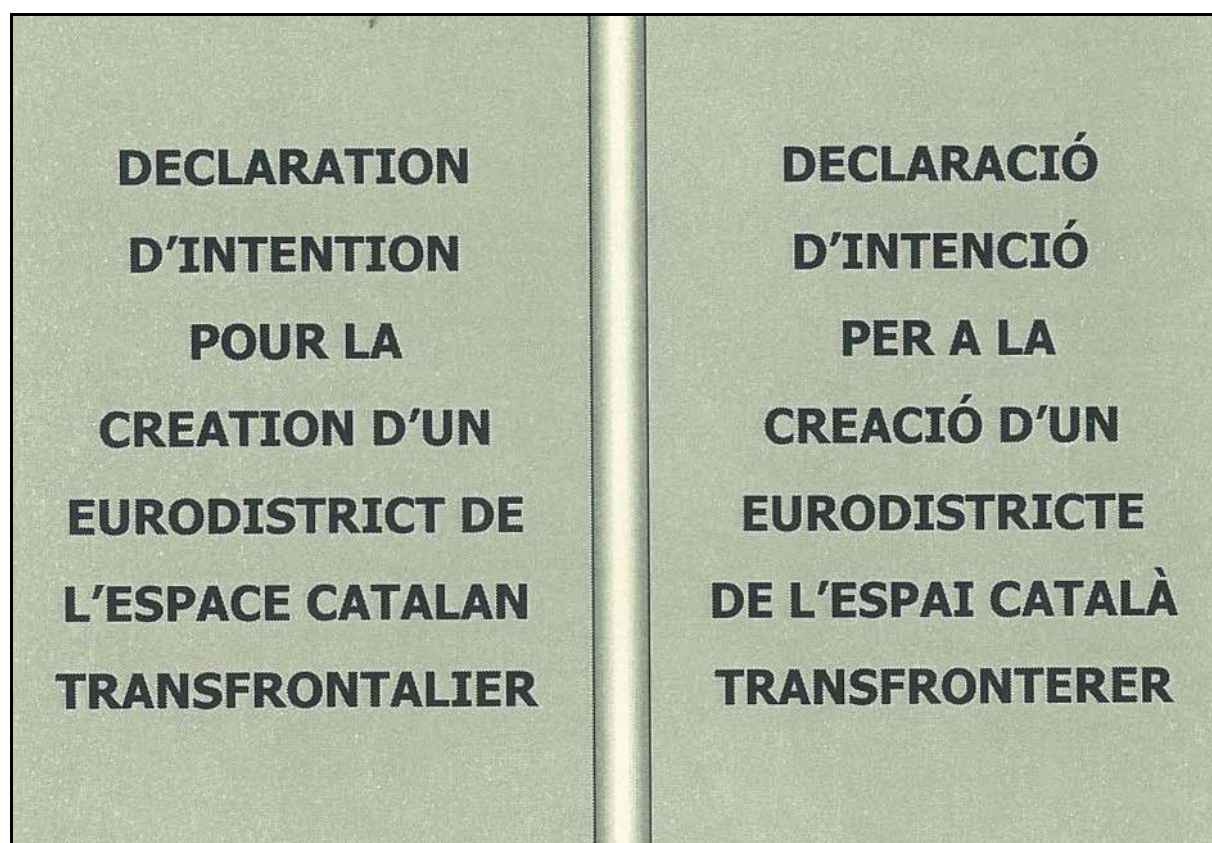
Le Conseiller de la Présidence de la Generalitat de Catalunya

Joaquim NADAL FARRERAS

Annexe 5

Déclaration d'Intention pour la création d'un Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier

(Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).



« Nous, les représentants institutionnels signataires de cette Déclaration, sommes réunis aujourd'hui à Céret dans le but de mettre en œuvre une collaboration visant à la création d'un Eurodistrict destiné à renforcer, structurer et harmoniser l'Espace Catalan Transfrontalier.

Cet espace d'un million d'habitants, qui réunit les comarques de la région de Girona et le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord), constitue un ensemble historique et géographique cohérent, aussi bien urbain que rural, et animé par des axes économiques complémentaires.

La cérémonie de ce jour s'inscrit dans une volonté de construction européenne à l'échelle locale, de proximité, qui doit permettre de résoudre les difficultés liées à la présence de la frontière dont souffrent les populations et les territoires, et de promouvoir un projet de développement partagé.

Notre volonté est, à moyen terme, de créer un organisme inter-institutionnel collégial de coopération intégrée, doté de la capacité juridique et de l'autonomie financière, qui mènera à bien une politique d'aménagement du territoire transfrontalière dans un espace qui sera marqué par l'arrivée du TGV.

Conformément au principe de subsidiarité mis en avant par l'Union Européenne et en complémentarité avec les actions mises en œuvre sur le territoire par chaque partenaire, cette structure de coopération transfrontalière pourra permettre de résoudre et dépasser progressivement l'ensemble des différentiels administratifs, fiscaux, d'infrastructures et de mobilités qui caractérisent notre espace.

Elle pourra ainsi porter des projets d'intérêt commun et favoriser les échanges de tous types

«Nosaltres, els representants institucionals signataris d'aquesta Declaració, ens reunim avui a Ceret amb l'objectiu de formalitzar una col·laboració per tal de portar a terme la creació d'un Eurodistricte destinat a potenciar, vertebrar i harmonitzar l'Espai Català Transfronterer.

Aquest espai d'un milió d'habitants, que abraça les comarques de la demarcació de Girona i el departament dels Pirineus Orientals (Catalunya Nord), configura un conjunt històric i geogràfic coherent, a la vegada urbà i rural, i amb eixos econòmics complementaris.

L'acte d'avui s'emmarca en la voluntat d'una construcció europea a escala local, de proximitat, que ha de permetre resoldre les dificultats derivades del fet fronterer que pateixen les poblacions i els territoris, i promoure un projecte de desenvolupament compartit.

La nostra voluntat és, a mitjà termini, crear un organisme inter-institucional col·legial de cooperació integrada, dotat de capacitat jurídica i d'autonomia financera, que portarà una política de governança territorial transfronterera en un espai que serà marcat per l'arribada del TGV.

De conformitat amb el principi de subsidiarietat promogut per la Unió Europea i en complementarietat amb les accions dutes a terme al territori per cada soci, aquesta estructura de cooperació transfronterera podrà permetre resoldre i superar progressivament el conjunt dels diferencials administratius, fiscals, infraestructurals, i de mobilitats que caracteritzen el nostre espai.

Per tant, podrà portar projectes d'interès comú i fomentar els intercanvis en tots els àmbits.

Ainsi, au nom des institutions que nous représentons, nous, signataires de cette Déclaration, nous engageons à **donner l'impulsion au projet d'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier**, en officialisant par cette cérémonie de fondation la constitution d'un Comité de Pilotage, composé d'un organe politique et d'un organe technique, qui sera en charge de la mise en œuvre de cette ambitieuse démarche ».

Fait à Céret le 27 juillet 2007



Així, en nom de les institucions que representem, nosaltres signataris d'aquesta Declaració, ens comprometem a **impulsar el projecte d'Eurodistricte de l'Espai Català Transfronterer**, oficialitzant mitjançant aquest acte fundacional la constitució d'un Comitè de Pilotatge, compost d'un òrgan polític i d'un òrgan tècnic, que serà encarregat de la posada en marxa d'aquesta iniciativa ambiciosa ».

Fet a Ceret, el 27 de juliol del 2007.

Annexe 6

Feuille de route pour la consolidation de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier

(Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales).



FULL DE RUTA PER A LA CONSOLIDACIÓ DE L'EURODISTRICTE DE L'ESPAI CATALÀ TRANSFRONTERER

Mitjançant la Declaració de Ceret del 27 de juliol de 2007, vint-i-cinc institucions han aïmat llur voluntat d'estructurar l'Eurodistricte de l'Espai Català Transfronterer com a organisme col·legial de cooperació integrada, dotat de capacitat jurídica i d'autonomia financera, per tal de portar a terme una política de governança transfronterera entre les comarques de la demarcació de Girona i les del departament dels Pirineus Orientals (Catalunya Nord).

Al llarg d'aquest any, la Comissió tècnica de l'Eurodistricte ha dut a terme de manera col·legial i en relació amb els actors socioeconòmics del territori, un important treball que permet aconseguir un millor coneixement del nostre espai comú i una definició compartida del projecte d'Espai Català Transfronterer.

«Nosaltres, els representants de les institucions membres del Comitè de Pilotatge de l'Eurodistricte de l'Espai Català Transfronterer, reunits avui a Girona, basant-nos en la primera fase d'intercanvis i en les conclusions de l'estudi de prefiguració realitzat per la Mission Opérationnelle Transfrontalière i la Universitat de Girona, acordem :

1. Definir com a objectius de l'Eurodistricte els punts següents :

- dissenyar una estratègia de desenvolupament compartida;
- dur a terme polítiques transfrontereres de caire vertebrador;
- crear un lloc de concertació i una plataforma d'intercanvis per als diferents

actors d'aquest espai;

- assessorar i acompanyar els impulsors de projectes transfronterers;
- donar una major visibilitat i projecció exterior al conjunt del nostre espai.

2. Iniciar, des d'ara mateix, els treballs destinats a crear l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT) que dotarà de personalitat jurídica l'Eurodistricte de l'Espai Català Transfronterer. És a dir, la redacció dels estatuts de l'AECT i del Conveni de Cooperació Transfronterera entre els socis que en formaran part.

3. Establir en els estatuts de la futura AECT els mecanismes de participació que permetin que tots els actors del territori que ho desitgin, les institucions que no formen part del Comitè de Pilotatge i els representants de la societat civil del conjunt del nostre espai, puguin intervenir en el si de l'Eurodistricte.

4. Fixar el termini d'un any, fins a la tardor del 2009, per a finalitzar el procés de redacció i validació política dels documents referents de l'AECT, que hauran de ser presentats, abans la fi del 2009, a l'aprovació dels Estats espanyol i francès, segons disposa el reglament europeu.

5. Dotar l'Eurodistricte, a partir d'avui, d'eines de comunicació que serveixin d'identificadors col·lectius de les institucions que en formem part.

Així, la nostra voluntat és estructurar jurídicament l'Eurodistricte de l'Espai Català Transfronterer, i avançar d'aquesta manera en l'ambiciosa iniciativa d'articular una conca de vida comuna, que endegarem plegats amb la Declaració de Ceret ».

Fet a Girona, el 21 de novembre de 2008.

FEUILLE DE ROUTE POUR LA CONSOLIDATION DE L'EURODISTRICT DE L'ESPACE CATALAN TRANSFRONTALIER

A travers la Déclaration de Céret du 27 juillet 2007, vingt-cinq institutions ont affirmé leur volonté de structurer l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier en organisme collégial de coopération intégrée, doté de personnalité juridique et d'autonomie financière, afin de mener à bien une politique de gouvernance transfrontalière entre les comarques de région de Gérone et le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord). Au cours de l'année écoulée, le Comité technique de l'Eurodistrict a mené, de façon collégiale et en lien avec les acteurs socio-économiques du territoire, un important travail permettant d'aboutir à une meilleure connaissance de notre espace commun et à une définition partagée du projet d'Espace Catalan Transfrontalier.

«Nous, les représentants des institutions membres du Comité de Pilotage de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier, réunis aujourd'hui à Gérone, sur la base de la première phase d'échanges et des conclusions de l'étude de préfiguration réalisée par la Mission Opérationnelle Transfrontalière et l'Université de Gérone, accordons :

1. Définir comme objectifs de l'Eurodistrict les points suivants :

- élaborer une stratégie de développement partagée ;
- mener à bien des politiques transfrontalières structurantes;
- créer un lieu de concertation et une plate-forme d'échanges pour les différents acteurs de cet espace ;
- conseiller et accompagner les porteurs de projets transfrontaliers ;
- donner une plus grande visibilité et projection extérieure à l'ensemble de notre espace.

2. Débuter dès maintenant, les travaux destinés à créer le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) qui dotera de personnalité juridique l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier. C'est-à-dire, la rédaction des statuts du GECT et de la Convention de Coopération Transfrontalière entre les membres qui en feront partie.

3. Établir dans les statuts du futur GECT les mécanismes de participation qui permettront que tous les acteurs du territoire qui le souhaitent, les institutions qui ne font pas partie du Comité de Pilotage et les représentants de la société civile de l'ensemble de notre espace, puissent intervenir au sein de l'Eurodistrict.

4. Fixer le délai d'un an, jusqu'à l'automne 2009, pour achever le processus de rédaction et validation politique des documents de référence du GECT, qui devront être présentés, avant la fin 2009, à l'approbation des États espagnol et français, comme le prévoit le règlement européen.

5. Doter l'Eurodistrict, à partir d'aujourd'hui, d'outils de communication qui serviront d'identifiants collectifs des institutions qui en font partie. Ainsi, notre volonté est de structurer juridiquement l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier, et d'avancer de cette façon vers l'ambitieux objectif d'articuler un bassin de vie commun, objectif que nous sommes fixés ensemble à travers la Déclaration de Céret ».

Fait à Girona, le 21 novembre 2008.

Annexe 7

Questionnaires: départements frontaliers, départements frontaliers méditerranéens, départements non frontaliers, départements non frontaliers méditerranéens.

1.- Questionnaire départements frontaliers:

1) Existe-t-il une Commission spécialisée en lien avec la coopération, les affaires européennes et/ou internationales au sein de votre institution?

OUI NON

Si oui,

1.1. Quand a été créée cette Commission ?

1.2. Cette Commission est-elle active/effective ? OUI NON

Si oui :

- A quelle fréquence se réunit-elle ?

1.3. Quelles sont missions qui lui ont été dévolues (instruction/validation des grandes orientations en matière de coopération, pré-instruction des dossiers ayant trait à la coopération, etc.) ?

1.4. Pour quels résultats concrets ?

2) Votre service travaille-il en interne avec d'autres Directions, Pôles, Services de votre institution? OUI NON

2.1. Les accompagnez-vous dans leurs démarches en lien avec l'Europe ou la coopération ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

2.2. D'autres Directions, Pôles, Services de l'institution possèdent-ils des référents techniques dédiés aux questions européennes ?

OUI NON

Si oui, lesquels et selon quel modèle de relation ?

2.3. Quelle est la nature de votre accompagnement ?

3) Combien de personnes travaillent dans votre service ?

4) Quels sont les profils de postes présents ?

Profils plutôt thématiques

Profils en lien avec une approche territoriale

Autres :

5) Quelle a été l'évolution de votre Pôle/Service au cours des dernières années (effectifs / budget) ?

6) Votre service gère-t-il les Fonds structurels européens? OUI NON

- Si oui, lesquels :

FEDER

FEADER

FSE

Autre Fonds (préciser)

- Si non,

Quel autre Direction, Pôle, Service de l'institution est compétent dans ce domaine ?

6.1. Quelles sont vos modalités d'intervention dans ce domaine ?

- En interne (services de l'institution)

- En externe (acteurs du territoire)

6.2. Comment s'articule la gestion de ces fonds au sein de l'institution ?

- Êtes-vous le seul service à les gérer ? OUI NON

- D'autres services sont-ils impliqués ? OUI NON

- Au sein de votre service, une personne est-elle spécialement affectée pour cette mission ? OUI NON (préciser)

7) Place de la thématique Coopération / Europe / International dans l'organigramme institutionnel

7.1. L'Unité Coopération / Europe / International est-elle :

rattachée directement à la Présidence ou à un élu

rattachée directement à la Direction Générale des Services

une Direction Générale Adjointe / Direction à part entière

rattachée à une Direction Générale Adjointe thématique

rattachée à une Direction thématique

éclatée entre différents Directions/Services (si oui, voir question 7.6)

7.2. Savez-vous pour quelle raison a été choisi ce positionnement ?

Par volonté politique

Par choix administratif

(A détailler si nécessaire)

7.3. Le service a-t-il toujours occupé cette place ? OUI NON

Si non, quel a été le motif du changement de positionnement dans l'institution ?

7.4. Le fait d'occuper une telle place au sein de l'institution facilite-t-il vos actions en terme de coopération et de questions européennes ?

OUI NON

7.5. Recevez-vous de l'appui de la part des élus ? OUI NON

7.6. Pouvez-vous détailler cette organisation?

8. Participation à des réseaux thématiques

Votre institution est-elle membre de réseaux en lien avec les questions de coopérations ?

Au niveau national

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

Au niveau européen ou international

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

9) Implication de votre institution en matière de coopération transfrontalière

Dans les programmes Interreg IV A

9.1. A quel programme de coopération transfrontalière participez-vous ?

9.2. Rôle de votre service dans le fonctionnement du programme de coopération :

- Participez-vous aux Comités de Suivi et de Programmation ?

OUI NON

- Servez-vous de relais d'information pour les porteurs de projets ?

OUI NON

- Communiquez-vous autour du programme auprès de la population locale ? OUI

NON

9.3. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement à d'autres Directions/Services de l'institution :

9.4. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement à d'autres Directions/Services de l'institution :

9.5. Dans votre service, donnez-vous une priorité :

à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?

à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

9.6. Ce dispositif financier a-t-il un fort impact sur le développement de votre territoire ?

OUI NON

Si oui, dans quels domaines ?

Au travers de partenariats transfrontaliers

9.7. Quels sont les partenariats transfrontaliers auxquels participe votre institution ?

9.8. Quelle en est la nature? (en fonction de la réponse, détailler les partenaires et les modalités de ces coopérations)

- simples échanges d'informations

- mise en œuvre conjointe de projets ponctuels

- accord de coopération

- mise en œuvre de structure transfrontalière commune

9.9. Quel(s) rôle(s) joue votre institution dans ces coopérations ?

9.10. Quelle place occupe votre service dans la mise en œuvre de ces coopérations ?

9.11. Des postes sont-ils spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de ces coopérations ? OUI NON

Si oui, combien ?

10) Êtes-vous positionnés en matière de coopération transnationale et interrégionale dans le cadre du dispositif Interreg IV-B et IV-C ?

OUI NON

- Si oui,

10.1. A quel(s) programme(s) de coopération participez-vous ?

10.2. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

10.3. A combien de projets pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

10.4. Dans votre service, donnez-vous une priorité :

à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?

à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

10.5. Vos priorités et modalités d'accompagnement ont-elles évoluées pour la période 2007-2013 ? OUI NON (préciser)

10.6. Ces dispositifs financiers apportent-ils une plus-value sur votre territoire? OUI
NON

Si oui, dans quels domaines ?

11) Êtes-vous positionnés en matière de coopération décentralisée ?

OUI NON

11.1. Depuis combien d'années votre département est-il dédié à la coopération décentralisée ?

11.2. Quels sont les territoires concernés ?

11.3. Avec quels partenaires travaillez-vous ?

11.4. Quelle plus-value ces actions de coopération décentralisée apportent-elles à votre département ?

11.5. Quelles sources de financements sollicitez-vous ?

12) Audit et évaluation des projets de coopération

12.1. Votre service dispose-t-il d'une équipe dédiée à l'audit et l'évaluation?

Pour la mise en œuvre des projets?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée?

12.2. Votre service fait-il appel à un cabinet extérieur?

Pour la mise en œuvre des projets?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée?

2.- Questionnaire départements frontaliers méditerranéens:

1) Existe-t-il une Commission spécialisée en lien avec la coopération, les affaires européennes et/ou internationales au sein de votre institution ?

OUI NON

Si oui,

1.1. Quand a été créée cette Commission ?

1.2. Cette Commission est-elle active/effective ? OUI NON

Si oui :

- A quelle fréquence se réunit-elle ?

1.3. Quelles sont missions qui lui ont été dévolues (instruction/validation des grandes orientations en matière de coopération, pré-instruction des dossiers ayant trait à la coopération, etc.) ?

1.4. Pour quels résultats concrets ?

2) Votre service travaille-t-il en interne avec d'autres Directions, Pôles, Services de votre institution? OUI NON

2.1. Les accompagnez-vous dans leurs démarches en lien avec l'Europe ou la coopération ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

2.2. D'autres Directions, Pôles, Services de l'institution possèdent-ils des référents techniques dédiés aux questions européennes ?

OUI NON

Si oui, lesquels et selon quel modèle de relation ?

2.3. Quelle est la nature de votre accompagnement ?

3) Combien de personnes travaillent dans votre service ?

4) Quels sont les profils de postes présents ?

Profils plutôt thématiques

Profils en lien avec une approche territoriale

Autres :

5) Quelle a été l'évolution de votre Pôle/Service au cours des dernières années (effectifs / budget) ?

6) Votre service gère-t-il les Fonds structurels européens? OUI NON

-Si oui, lesquels :

FEDER

FEADER

FSE

Autre Fonds (préciser)

- Si non,

Quel autre Direction, Pôle, Service de l'institution est compétent dans ce domaine ?

6.1. Quelles sont vos modalités d'intervention dans ce domaine ?

- En interne (services de l'institution)
- En externe (acteurs du territoire)

6.2. Comment s'articule la gestion de ces fonds au sein de l'institution ?

- Êtes-vous le seul service à les gérer ? OUI NON
- D'autres services sont-ils impliqués ? OUI NON
- Au sein de votre service, une personne est-elle spécialement affectée pour cette mission ? OUI NON (préciser)

7) Place de la thématique Coopération / Europe / International dans l'organigramme institutionnel

7.1. L'Unité Coopération / Europe / International est-elle :

- rattachée directement à la Présidence ou à un élu
- rattachée directement à la Direction Générale des Services
une Direction Générale Adjointe / Direction à part entière
- rattachée à une Direction Générale Adjointe thématique
- rattachée à une Direction thématique
- éclatée entre différents Directions/Services (si oui, voir question 7.6)

7.2. Savez-vous pour quelle raison a été choisi ce positionnement ?

- Par volonté politique
 - Par choix administratif
- (A détailler si nécessaire)

7.3. Le service a-t-il toujours occupé cette place ? OUI NON

Si non, quel a été le motif du changement de positionnement dans l'institution ?

7.4. Le fait d'occuper une telle place au sein de l'institution facilite-t-il vos actions en terme de coopération et de questions européennes ?

OUI NON

7.5. Recevez-vous de l'appui de la part des élus ? OUI NON

7.6. Pouvez-vous détailler cette organisation ?

8. Participation à des réseaux thématiques

Votre institution est-elle membre de réseaux en lien avec les questions de coopérations ?

Au niveau national

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

Au niveau européen ou international

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

9) Implication de votre institution en matière de coopération transfrontalière

Dans les programmes Interreg IV A

9.1. A quel programme de coopération transfrontalière participez-vous ?

9.2. Rôle de votre service dans le fonctionnement du programme de coopération :

- Participez-vous aux Comités de Suivi et de Programmation ?

OUI NON

- Servez-vous de relais d'information pour les porteurs de projets ?

OUI NON

- Communiquez-vous autour du programme auprès de la population locale ?

OUI NON

9.3. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement à d'autres Directions/Services de l'institution :

9.4. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement à d'autres Directions/Services de l'institution :

9.5. Dans votre service, donnez-vous une priorité :

à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?

à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

9.6. Ce dispositif financier a-t-il un fort impact sur le développement de votre territoire ?

OUI NON

Si oui, dans quels domaines ?

Au travers de partenariats transfrontaliers

9.7. Quels sont les partenariats transfrontaliers auxquels participe votre institution ?

9.8. Quelle en est la nature? (en fonction de la réponse, détailler les partenaires et les modalités de ces coopérations)

- Simples échanges d'informations

- Mise en œuvre conjointe de projets ponctuels

- Accord de coopération

- Mise en œuvre de structure transfrontalière commune

9.9. Quel(s) rôle(s) joue votre institution dans ces coopérations ?

9.10. Quelle place occupe votre service dans la mise en œuvre de ces coopérations ?

9.11. Des postes sont-ils spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de ces coopérations ? OUI NON

Si oui, combien ?

10) Êtes-vous positionnés en matière de coopération transnationale et interrégionale dans le cadre du dispositif Interreg IV-B et IV-C ?

OUI NON

- Si oui,

10.1. A quel(s) programme(s) de coopération participez-vous ?

10.2. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

10.3. A combien de projets pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :
- En accompagnement d'autres Directions/Services :

10.4. Dans votre service, donnez-vous une priorité :
à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?
à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

10.5. Vos priorités et modalités d'accompagnement ont-elles évoluées pour la période 2007-2013 ? OUI NON (préciser)

10.6. Ces dispositifs financiers apportent-ils une plus-value sur votre territoire? OUI
NON
Si oui, dans quels domaines ?

11) Votre institution a-t-elle mis en œuvre une politique de coopération à l'échelle méditerranéenne? OUI NON

11.1. Si oui, quels sont les axes/modalités de cette coopération?

11.2. Êtes-vous positionnés, dans le cadre de la Politique de Voisinage, sur l'Instrument financier Européen de Voisinage et Partenariat (IEVP) – Bassin Méditerranéen ? OUI NON

- Si oui,
Avec quels partenaires coopérez-vous ?

11.3. En terme de financements, êtes-vous satisfaits de ce dispositif ?
OUI NON

11.4. Les projets menés dans le cadre de la politique de voisinage apportent-ils une plus-value à votre territoire ? OUI NON
Si oui, dans quels domaines ?

12) Êtes-vous positionnés en matière de coopération décentralisée ?
OUI NON

12.1. Depuis combien d'années votre département est-il dédié à la coopération décentralisée ?

12.2. Quels sont les territoires concernés ?

12.3. Avec quels partenaires travaillez-vous ?

12.4. Quelle plus-value ces actions de coopération décentralisée apportent-elles à votre département ?

12.5. Quelles sources de financements sollicitez-vous ?

13) Audit et évaluation des projets de coopération

13.1. Votre service dispose-t-il d'une équipe dédiée à l'audit et l'évaluation?
Pour la mise en œuvre des projets?
Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée?

13.2. Votre service fait-il appel à un cabinet extérieur?
Pour la mise en œuvre des projets?
Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée?

3.- Questionnaire départements non frontaliers:

1) Existe-t-il une Commission spécialisée en lien avec la coopération, les affaires européennes et/ou internationales au sein de votre institution?

OUI NON

Si oui,

1.1. Quand a été créée cette Commission ?

1.2. Cette Commission est-elle active/effective ? OUI NON

Si oui :

- A quelle fréquence se réunit-elle ?

1.3. Quelles sont missions qui lui ont été dévolues (instruction/validation des grandes orientations en matière de coopération, pré-instruction des dossiers ayant trait à la coopération, etc.) ?

1.4. Pour quels résultats concrets ?

2) Votre service travaille-il en interne avec d'autres Directions, Pôles, Services de votre institution? OUI NON

2.1. Les accompagnez-vous dans leurs démarches en lien avec l'Europe ou la coopération ?

Si oui, lesquels ?

2.2. D'autres Directions, Pôles, Services de l'institution possèdent-ils des référents techniques dédiés aux questions européennes ?

OUI NON

Si oui, lesquels et selon quel modèle de relation ?

2.3. Quelle est la nature de votre accompagnement ?

3) Combien de personnes travaillent dans votre service ?

4) Quels sont les profils de postes présents ?

Profils plutôt thématiques

Profils en lien avec une approche territoriale

Autres :

5) Quelle a été l'évolution de votre Pôle/Service au cours des dernières années (effectifs / budget) ?

6) Votre service gère-t-il les Fonds structurels européens? OUI NON

-Si oui, lesquels :

FEDER

FEADER

FSE

Autre Fonds (préciser)

- Si non,

Quel autre Direction, Pôle, Service de l'institution est compétent dans ce domaine ?

6.1. Quelles sont vos modalités d'intervention dans ce domaine ?

- En interne (services de l'institution)
- En externe (acteurs du territoire)

6.2. Comment s'articule la gestion de ces fonds au sein de l'institution ?

- Êtes-vous le seul service à les gérer ? OUI NON
- D'autres services sont-ils impliqués ? OUI NON
- Au sein de votre service, une personne est-elle spécialement affectée pour cette mission ? OUI NON (préciser)

7) Place de la thématique Coopération / Europe / International dans l'organigramme institutionnel

7.1. L'Unité Coopération / Europe / International est-elle :

- rattachée directement à la Présidence ou à un élu
- rattachée directement à la Direction Générale des Services
- une Direction Générale Adjointe / Direction à part entière
- rattachée à une Direction Générale Adjointe thématique
- rattachée à une Direction thématique
- éclatée entre différents Directions/Services (si oui, voir question 7.6)

7.2. Savez-vous pour quelle raison a été choisi ce positionnement ?

Par volonté politique

Par choix administratif

(A détailler si nécessaire)

7.3. Le service a-t-il toujours occupé cette place ? OUI NON

Si non, quel a été le motif du changement de positionnement dans l'institution ?

7.4. Le fait d'occuper une telle place au sein de l'institution facilite-t-il vos actions en terme de coopération et de questions européennes ?

OUI NON

7.5. Recevez-vous de l'appui de la part des élus ? OUI NON

7.6. Pouvez-vous détailler cette organisation ?

8. Participation à des réseaux thématiques

Votre institution est-elle membre de réseaux en lien avec les questions de coopérations ?

Au niveau national

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

Au niveau européen ou international

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

9) Êtes-vous positionnés en matière de coopération transnationale et interrégionale dans le cadre du dispositif Interreg IV-B et IV-C ?

OUI NON

- Si oui,

9.1. A quel(s) programme(s) de coopération participez-vous ?

9.2. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

9.3. A combien de projets pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

9.4. Dans votre service, donnez-vous une priorité :

à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?

à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

9.5. Vos priorités et modalités d'accompagnement ont-elles évoluées pour la période 2007-2013 ? OUI NON (préciser)

9.6. Ces dispositifs financiers apportent-ils une plus-value sur votre territoire? OUI
NON

Si oui, dans quels domaines ?

10) Êtes-vous positionnés en matière de coopération décentralisée ?

OUI NON

10.1. Depuis combien d'années votre département est-il dédié à la coopération décentralisée ?

10.2. Quels sont les territoires concernés ?

10.3. Avec quels partenaires travaillez-vous ?

10.4. Quelle plus-value ces actions de coopération décentralisée apportent-elles à votre département ?

10.5. Quelles sources de financements sollicitez-vous ?

11) Audit et évaluation des projets de coopération

11.1. Votre service dispose-t-il d'une équipe dédiée à l'audit et l'évaluation?

Pour la mise en œuvre des projets ?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée ?

11.2. Votre service fait-il appel à un cabinet extérieur ?

Pour la mise en œuvre des projets ?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée ?

4.- Questionnaire départements non frontaliers méditerranéens:

1) Existe-t-il une Commission spécialisée en lien avec la coopération, les affaires européennes et/ou internationales au sein de votre institution?

OUI NON

Si oui,

1.1. Quand a été créée cette Commission ?

1.2. Cette Commission est-elle active/effective ? OUI NON

Si oui :

A quelle fréquence se réunit-elle ?

1.3. Quelles sont missions qui lui ont été dévolues (instruction/validation des grandes orientations en matière de coopération, pré-instruction des dossiers ayant trait à la coopération, etc.) ?

1.4. Pour quels résultats concrets ?

2) Votre service travaille-t-il en interne avec d'autres Directions, Pôles, Services de votre institution? OUI NON

2.1. Les accompagnez-vous dans leurs démarches en lien avec l'Europe ou la coopération ?

Si oui, lesquels ?

2.2. D'autres Directions, Pôles, Services de l'institution possèdent-ils des référents techniques dédiés aux questions européennes ?

OUI NON

Si oui, lesquels et selon quel modèle de relation ?

2.3. Quelle est la nature de votre accompagnement ?

3) Combien de personnes travaillent dans votre service ?

4) Quels sont les profils de postes présents ?

Profils plutôt thématiques

Profils en lien avec une approche territoriale

Autres :

5) Quelle a été l'évolution de votre Pôle/Service au cours des dernières années (effectifs / budget) ?

6) Votre service gère-t-il les Fonds structurels européens? OUI NON

-Si oui, lesquels :

FEDER

FEADER

FSE

Autre Fonds (préciser)

- Si non,

Quel autre Direction, Pôle, Service de l'institution est compétent dans ce domaine ?

6.1. Quelles sont vos modalités d'intervention dans ce domaine ?

- En interne (services de l'institution)

- En externe (acteurs du territoire)

6.2. Comment s'articule la gestion de ces fonds au sein de l'institution ?

- Êtes-vous le seul service à les gérer ? OUI NON

- D'autres services sont-ils impliqués ? OUI NON

- Au sein de votre service, une personne est-elle spécialement affectée pour cette mission ? OUI NON (préciser)

7) Place de la thématique Coopération / Europe / International dans l'organigramme institutionnel

7.1. L'Unité Coopération / Europe / International est-elle :

- rattachée directement à la Présidence ou à un élu

- rattachée directement à la Direction Générale des Services
une Direction Générale Adjointe / Direction à part entière

- rattachée à une Direction Générale Adjointe thématique

- rattachée à une Direction thématique

- éclatée entre différents Directions/Services (si oui, voir question 7.6)

7.2. Savez-vous pour quelle raison a été choisi ce positionnement ?

Par volonté politique

Par choix administratif

(A détailler si nécessaire)

7.3. Le service a-t-il toujours occupé cette place ? OUI NON

Si non, quel a été le motif du changement de positionnement dans l'institution ?

7.4. Le fait d'occuper une telle place au sein de l'institution facilite-t-il vos actions en terme de coopération et de questions européennes ?

OUI NON

7.5. Recevez-vous de l'appui de la part des élus ? OUI NON

7.6. Pouvez-vous détailler cette organisation ?

8. Participation à des réseaux thématiques

Votre institution est-elle membre de réseaux en lien avec les questions de coopérations ?

Au niveau national

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

Au niveau européen ou international

Si oui, lesquels (intitulé, principales thématiques traitées, nature des membres du réseau)

9) Êtes-vous positionnés en matière de coopération transnationale et interrégionale dans le cadre du dispositif Interreg IV-B et IV-C ?

OUI NON

- Si oui,

9.1. A quel(s) programme(s) de coopération participez-vous ?

9.2. A combien de projets avez-vous participé pour la période 2000-2006 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

9.3. A combien de projets pour la période 2007/2013 ?

- En tant que chef de file pour l'institution :

- En accompagnement d'autres Directions/Services :

9.4. Dans votre service, donnez-vous une priorité :

à l'accompagnement des porteurs de projets du territoire en externe ?

à l'accompagnement des autres services de l'institution en interne ?

9.5. Vos priorités et modalités d'accompagnement ont-elles évoluées pour la période 2007-2013 ? OUI NON (préciser)

9.6. Ces dispositifs financiers apportent-ils une plus-value sur votre territoire? OUI
NON

Si oui, dans quels domaines ?

10) Votre institution a-t-elle mis en œuvre une politique de coopération à l'échelle méditerranéenne? OUI NON

10.1. Si oui, quels sont les axes/modalités de cette coopération?

10.2. Êtes-vous positionnés, dans le cadre de la Politique de Voisinage, sur l'Instrument financier Européen de Voisinage et Partenariat (IEVP) – Bassin Méditerranéen ? OUI NON

- Si oui, avec quels partenaires coopérez-vous ?

10.3. En terme de financements, êtes-vous satisfaits de ce dispositif ?

OUI NON

10.4. Les projets menés dans le cadre de la politique de voisinage apportent-ils une plus-value à votre territoire ? OUI NON

Si oui, dans quels domaines ?

11) Êtes-vous positionnés en matière de coopération décentralisée ?

OUI NON

11.1. Depuis combien d'années votre département est-il dédié à la coopération décentralisée ?

11.2. Quels sont les territoires concernés ?

11.3. Avec quels partenaires travaillez-vous ?

11.4. Quelle plus-value ces actions de coopération décentralisée apportent-elles à votre département ?

11.5. Quelles sources de financements sollicitez-vous ?

12) Audit et évaluation des projets de coopération

12.1. Votre service dispose-t-il d'une équipe dédiée à l'audit et l'évaluation ?

Pour la mise en œuvre des projets ?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée ?

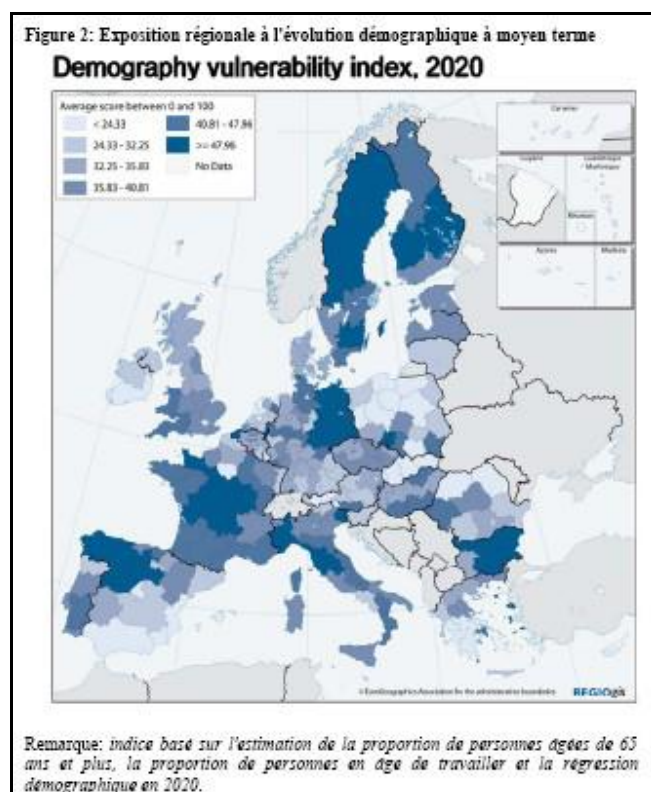
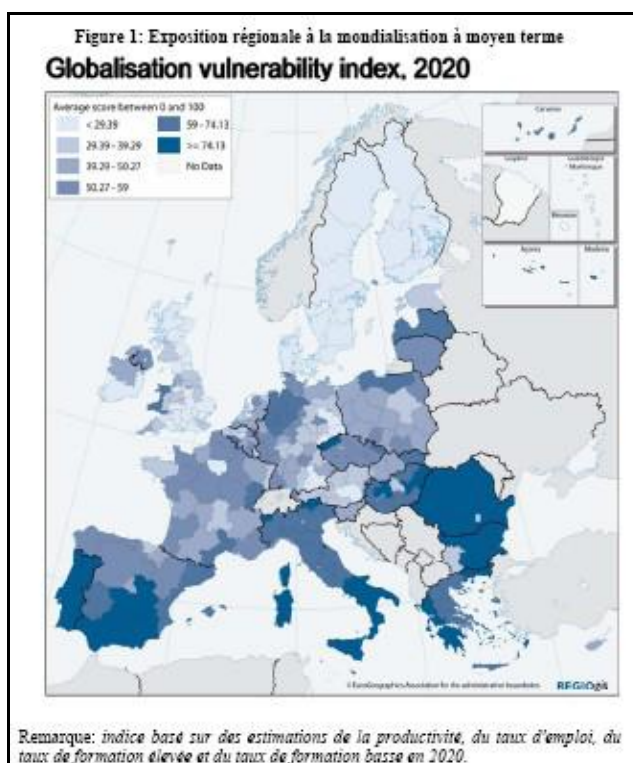
12.2. Votre service fait-il appel à un cabinet extérieur ?

Pour la mise en œuvre des projets ?

Pour la méthodologie de travail/l'ingénierie proposée ?

Annexe 8

Régions 2020 - Évaluation des défis qui se poseront aux régions de l'Union Européennes (Source: Eurostat, Rapport Régions 2020).



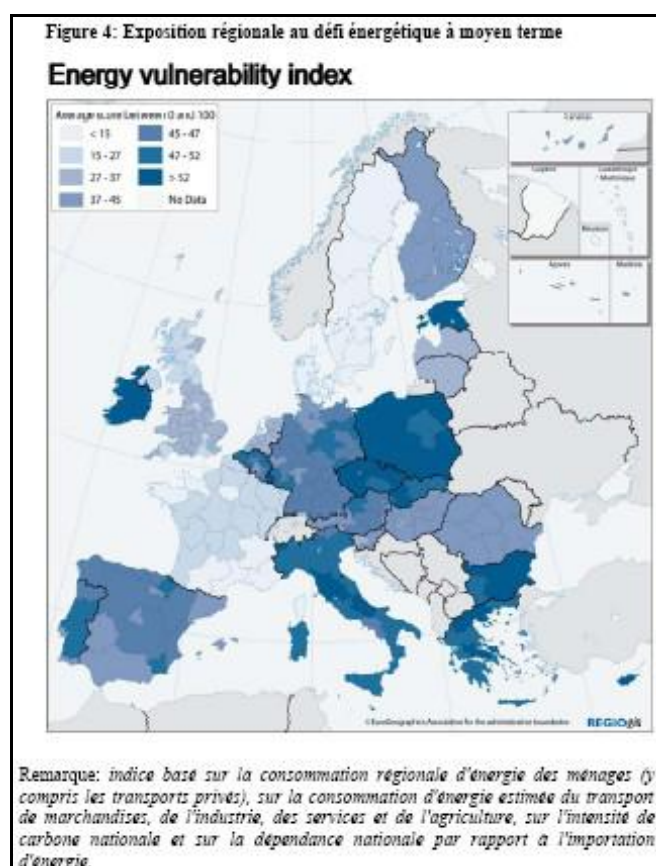
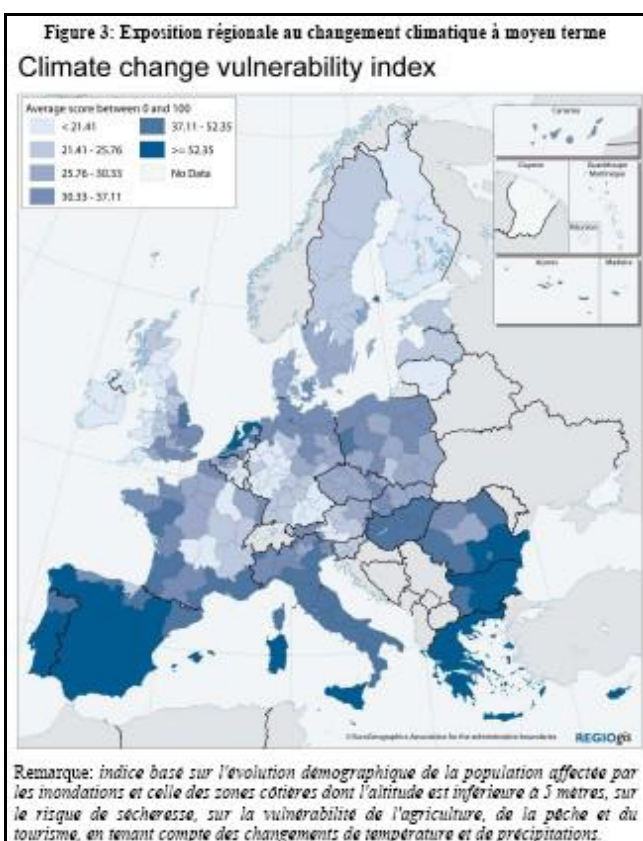


Table des matières

Sommaire	4
Introduction	6
Première partie : Le département des Pyrénées-Orientales et les politiques européennes	8
1.1. Dispositifs financiers européens auxquels le département des Pyrénées-Orientales est éligible pour la période de programmation 2007-2013	10
La politique de cohésion	10
Objectif Compétitivité régionale et emploi	14
Objectif Coopération Territoriale Européenne	16
Volet A : la coopération transfrontalière	
- Le Programme de Coopération Transfrontalière 2007-2013 France-Espagne-Andorre (POCTEFA)	
Volet B : la coopération transnationale	20
- Le Programme de coopération transnationale Méditerranée (MED)	
- Le Programme de coopération transnationale Sud-Ouest Européen (SUDOE)	
Volet C : la coopération interrégionale	25
- La Politique Européenne de Voisinage	
- Le Programme IEVP de Coopération Transfrontalière 2007-2013 Bassin Maritime Méditerranée	
La Politique Agricole Commune	32
1.2. Dans les Pyrénées-Orientales, quelles structures sont-elles positionnées sur les questions européennes?	38
La Préfecture de département des Pyrénées-Orientales	
Le Conseil Régional Languedoc-Roussillon	
La Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée	
Le Pays Pyrénées-Méditerranée	
L'Agence de Développement Rural Europe et Territoires	
La Maison de l'Europe Pyrénées Roussillon	
Deuxième partie : Les Conseils Généraux et leur stratégie de mise en œuvre et de gestion des dispositifs européens: l'exemple du Conseil Général des Pyrénées-Orientales	49
2.1. La stratégie actuelle du Conseil Général des Pyrénées-Orientales	50
Entrée territoriale Régionale	51
Entrée territoriale Transfrontalier / Ibérique	53

Entrée territoriale Méditerranée / Programmes thématiques	
Commission européenne	57
Entrée territoriale Espace Catalan Transfrontalier	62
2.2. Comment d'autres Conseils Généraux ont-ils mis en œuvre leur stratégie autour des financements européens?	69
Contenu des questionnaires	70
Analyse des réponses obtenues	73
Troisième partie : Les grandes évolutions du contexte communautaire actuel: comment adapter la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-Orientales afin de répondre aux nouveaux enjeux?	84
3.1. Quelles évolutions et réformes se dessinent en Europe pour l'après-2013?	85
La Stratégie Europe 2020	85
L'avenir de la Politique de Cohésion	88
L'avenir de la Politique Agricole Commune	93
3.2. Propositions en vue d'une adaptation de la stratégie du Conseil Général des Pyrénées-Orientales	96
Conclusions	99
Bibliographie	102
Annexes	106
1- Zones éligibles à la Coopération Transfrontalière FEDER	107
2- Zones de Coopération Transnationale dans l'Union Européenne	108
3- Programmes IEVP de Coopération Transfrontalière de bassin	110
4- Accord-cadre Generalitat de Catalunya - Conseil Général des P.-O.	111
5- L'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier	116
6- Feuille de route pour l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier ...	119
7- Questionnaires	122
8- Régions 2020 : évaluation des défis	137
Table des matières	139